

كردمان الأكل

« Sans visa »

Le Monde



15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14876 - 6 F

SAMEDI 4 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La constitution du gouvernement après le refus des écologistes et la fin de « l'ouverture »

Continuité

LES Européens convaincus peuvent être satisfaits : les responsables français qui, sous les deux précédents gouvernements, ont œuvré à l'élaboration des accords de Maastricht - M. Elisabeth Guigou, M. Pierre Bérégovoy, M. Roland Dumas - sont maintenus ou promus, et c'est doté d'un dispositif gouvernemental de ce point de vue solide, que la France abordera prochainement le débat sur la ratification de ces accords.

Principaux partenaires de Paris, les dirigeants allemands qui inquiètent l'affaiblissement des socialistes en France, devraient être quelque peu rassurés par la nomination de M. Bérégovoy à la tête du gouvernement. En cet homme à qui ils ont parfois mené la vie dure, par leur politique des taux d'intérêt notamment, ils apprécient, à Francfort comme à Bonn, celui qui a résolu maintes fois les problèmes de la politique sociale et politique, le cas de la rigueur et de l'intégration européenne.

L'HYPOTHÈSE Delors eût-elle été, du point de vue européen, plus favorable ? Le chancelier Kohl ne le pensait pas, qui fit valoir récemment la prééminence de la tâche qu'avait encore à mener à bien à Bruxelles le président de la Commission. L'une des conditions que M. Delors mettait à son éventuelle venue à Martigny était d'avoir la haute main sur les affaires européennes. Cela aurait supposé, entre autres, le départ de ceux qui, au nom du « réalisme », se sont victorieusement opposés à lui dans la négociation sur l'Union politique européenne, à commencer par M. Roland Dumas.

Pour le ministre des affaires étrangères, le maintien au poste convoité du quai d'Orsay veut réaffirmer de légitimité après la triste épisode de l'affaire Helander. M. Dumas le doit certes à sa très forte relation de confiance avec M. Mitterrand. Mais il faut remarquer que, grâce à cette confiance, il a pu aussi à maintes reprises, surtout depuis 1988, forcer les réactions de l'Elysée, voire parfois infléchir la « ligne » présidentielle.

Le monde a vécu depuis cette date sous la loi des événements, à un rythme soutenu qui convient mal au volontarisme tranquille avec lequel le président conçoit l'action extérieure de la France. Qu'il se soit agi des rapports avec Bonn en des moments difficiles, de la reconnaissance des Pays baltes en soit, de l'attitude à avoir vis-à-vis des Républiques yougoslaves, de la crédibilité à accorder au processus de paix au Proche-Orient, la rapidité, la souplesse et le réalisme de M. Dumas ont plus d'une fois atténué certaines rigidités intellectuelles du président.

De nombreuses inconnues demeurent : quelles seront les attributions de M. George Kiejman, qui change pour la seconde fois de « spécialité » ? L'action humanitaire à l'étranger, dans laquelle s'est illustré Bernard Kouchner, restera-t-elle sous tutelle du quai d'Orsay ? Que devient la francophonie ? Une réforme de structure de la coopération et du développement est-elle ou non engagée avec M. Debarge, étant entendu que la politique africaine reste largement du domaine réservé de l'Elysée ?

Le calendrier diplomatique pour l'année qui vient n'est pas jalonné d'échéances absolument décisives. Il s'agit plutôt de repenser l'ensemble de l'action extérieure de la France dans un monde en totale mutation. Et cela n'est pas du ressort des ministres, quoi qu'ils puissent accomplir dans le cadre qui leur est imparti.

M0147 - 0404 - 6.00 F



Le président de la République a voulu rassembler ses fidèles autour de M. Pierre Bérégovoy

L'Elysée a rendu public, jeudi soir 2 avril, la liste des ministres qui composent le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy. Plus restreinte que la précédente, avec vingt-six ministres, soit moins de la moitié de la précédente, la nouvelle équipe est marquée par un resserrement autour du noyau des fidèles du président de

la République. M. Jack Lang, qui réunit entre ses mains, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, la culture et l'éducation nationale, est ainsi intronisé numéro deux du gouvernement, formant, nous a-t-il dit, un « binôme » avec le premier ministre. Six ministres sont d'anciens collabo-

teurs du chef de l'Etat à l'Elysée. Avec le départ de M. Brice Lalonde, les écologistes ne sont plus représentés au gouvernement, où ne siègera qu'un centriste, M. Jean-Marie Rausch. Les radicaux de gauche restent au nombre de deux. Parmi les socialistes, le courant de M. Fabius,

qui est aussi celui de M. Bérégovoy, est le mieux servi, avec neuf ministres. Celui de M. Jospin, qui quitte le gouvernement, est la principale victime du renouvellement. L'événement le plus spectaculaire est sans doute l'arrivée de M. Bernard Tapie, nommé ministre de la ville.

La maison Mitterrand

par Thomas Ferencki

Avec vingt-six ministres au lieu de vingt-neuf dans le gouvernement Cresson, la promotion de M. Jack Lang au poste officiel de numéro deux, le départ de quelques « poids lourds » comme MM. Lionel Jospin, Henri Nallet, Philippe Marchand ou Jean Popper, le maintien de M. Jean-Marie Rausch comme seul représentant centriste, l'arrivée de personnalités telles que MM. Bernard Tapie et René Teulade, l'équipe constituée par M. Bérégovoy est certes légèrement plus restreinte que la précédente, moins « ouverte » politiquement, plus « socialiste », mais elle n'en diffère pas fondamentalement.

La plupart des barons du

Lire

- Les portraits des nouveaux ministres et de ceux dont les attributions sont élargies
- Les bilans des ministres qui changent d'attribution et de ceux qui partent par THIERRY BRÉHIER
- La stratégie du hérisson par ALAIN ROLLAT
- L'équilibre des courants socialistes : le « congrès de Solférino-Berry » par PATRICK JARREAU
- Des marges de manœuvre économiques limitées par MICHEL NOBLECOURT
- Les syndicats espèrent un assouplissement de la politique économique par JEAN-MICHEL NORMAND
- Les réactions des responsables politiques
- Les réactions à Bonn, Francfort, Londres, Madrid, Rome, Tokyo, Washington par nos correspondants

pages 2 à 9 et 28

franchir le pas et où les écologistes - les amis de M. Antoine Waechter aussi bien que ceux de M. Brice Lalonde - refusaient d'entrer dans le gouvernement, la nouvelle équipe ne pouvait que ressembler, pour l'essentiel, à la précédente. Il n'empêche : en dépit des explications de l'Elysée, qui justifie le repli sur le bastion socialiste, et plus encore sur la maison Mitterrand elle-même, par la nécessité de resserrer les rangs, aucune leçon ne semble tirée du dernier scrutin.

Le seul changement important reste donc celui du premier ministre. C'est M. Cresson qui paie, presque seule, le prix de la défaite. On jugera peut-être injuste qu'il en soit ainsi.

Lire la suite page 7



Jack Lang, premier violon...

par Philippe Boggio

Cet homme-là aurait dû ne pas durer et ne pas s'éterniser sur deux septennats, comme il l'a fait, tant il donne prise à ses détracteurs. Tant il peut prêter à sourire par ses empressements de boy-scout, irritant par sa constance dans l'émancipation de l'œuvre et de la pensée du président, agacé pour avoir tenté, par une avalanche de projets, forcément grandioses, de faire croire qu'avant 1981, avant lui, la France avait vécu sans ministre de la culture. Et que lui, tel Zorro, tel Malraux, en d'autres temps...

En une décennie, Jack Lang aura assoué le pays de culture, élevé sa maîtrise ministérielle au rang d'art, et d'art politico-publicitaire, et convaincu, parfois jusqu'à la lassitude, que son maître, François Mitterrand, était un esprit fin, lettré, un chef d'Etat proche des artistes.

Il y avait là de quoi provoquer le rejet, en tout cas saturer, d'autant qu'à cette double entreprise, sa propre image par l'énergie déployée au service de l'image d'un autre, l'occupant de la Rue de Valois a longtemps mis plus d'emphase que d'humilité, qu'il a fourmillé de plus d'idées à la journée qu'un homme politique normal, lancé tant de projets qu'on en oublie la liste, et géré le sillon mitterrandien dans l'histoire qu'on appelle « les grands travaux », qui laissent, pour l'instant, une impression mitigée dans le paysage parisien. Jamais un tel

homme n'aurait dû être épargné par le déclin socialiste. « En fait trop », pour en avoir beaucoup fait, aurait pu être le verdict, à l'heure du ras-le-bol hexagonal. Le chantre du régime, l'ordonnateur de ses fêtes, comme le fou du roi, hier, aurait dû passer le premier à la trappe. Or il n'en est rien.

Au soir du 22 mars, il paraissait le seul, à gauche, à n'avoir pas été emporté par la lame des régionales. Elu, même, au premier tour des cantonales en sa résidence provinciale, Blois, entre Beauce et Sologne, une ville qu'on imagine grise et nostalgique des Royaumes de France mais qui n'en voulait pas à cet hyper-Parisien de l'avoir choisie pour résidence secondaire.

Lire la suite page 4

Passions macédoniennes

Un grave conflit politico-sémantique oppose Athènes et Skopje

SALONIQUE

de notre envoyé spécial

Rarement archéologue aura bénéficié de tant d'honneurs. Déjà titulaire, depuis un mois, de la plus haute distinction grecque - il était grand croix dans l'ordre du Phénix - et adhérent et collègue de son vivant, Manolis Andronikos, professeur d'art et d'archéologie à l'université de Salonique, décédé lundi 30 mars à l'âge de soixante-treize ans, a eu droit, mercredi 1^{er} avril, à des funérailles nationales. Pas moins de six membres du gouvernement grec, dont le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, ont traversé la moitié du pays pour venir rendre un dernier hommage au « fils aimé de l'hellénisme » et faire assaut de nationalisme. « Nous avons perdu le bouclier de la Macédoine », a la

Macédoine a perdu son phare : depuis lundi soir, la Grèce est en deuil, les drapeaux sont en berne, la « une » des journaux pleure « une perte nationale ». C'est à un certain 8 novembre 1977 que Manolis Andronikos doit d'être devenu un véritable héros national. Ce jour-là, cet archéologue originaire d'Asie mineure a vu enfin aboutir ses recherches lorsque les fouilles qu'il avait engagées à l'ouest de Salonique, à Vergina, l'ont mené à la tombe de Philippe II, père d'Alexandre le Grand.

Depuis, Athènes ne s'est pas privé d'utiliser politiquement cette découverte, pain béni dans le conflit politico-sémantique qui l'oppose aujourd'hui à Skopje, capitale de la Macédoine de l'ex-Yougoslavie.

YVES HELLER

Lire la suite page 11

Violences à Tripoli

Le Conseil de sécurité condamne les manifestations dans la capitale libyenne

page 12

L'affaire des « Patriotes »

Les Etats-Unis disculpent Israël

page 12

Rock français au Japon

Les succès de la musique populaire française auprès des jeunes

page 18

Avec ce numéro, un magazine

Leonardo

Nos lecteurs pourront trouver, avec ce numéro, un magazine de 226 pages, révisé par quatre journaux européens, autour du thème du futur et dans la perspective de l'exposition universelle de Séville.

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Tchécoslovaquie, 250 S ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA FORMATION

Le gouvernement

Premier ministre : M. Pierre Bérégovoy, PS (*).

MINISTRES D'ÉTAT

Education nationale et culture : M. Jack Lang, PS (*).
Affaires étrangères : M. Roland Dumas, PS.
Fonction publique et réforme administrative : M. Michel Delebarre, PS (**).

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice : M. Michel Vauzelle, PS.
Intérieur et sécurité publique : M. Paul Quilès, PS (*).
Défense : M. Pierre Joxe, PS.
Économie et finances : M. Michel Sapin, PS (*).
Budget : M. Michel Charasse, PS (*).
Environnement : M. Ségolène Royal, PS (*).
Équipement, transports et logement : M. Jean-Louis Bianco (*).
Industrie et commerce extérieur : M. Dominique Strauss-Kahn, PS (*).
Travail, emploi et formation professionnelle : M. Martine Aubry.
Agriculture et forêt : M. Louis Mermaz, PS.
Affaires sociales et intégration : M. René Teulade (*).
Santé et action humanitaire : M. Bernard Kouchner (*).
Villes : M. Bernard Tapie (*).
Départements et territoires d'outre-mer : M. Louis Le Penec (PS).

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : M. Elisabeth Guigou, PS.
Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires étrangères : M. Georges Kiejman (*).
Auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération et du développement : M. Marcel Debarge, PS (*).
Auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du commerce et de l'artisanat : M. Jean-Marie Rausch, France unie (*).
Auprès du ministre de l'équipement, chargé du logement et du cadre de vie : M. Marie-Noëlle Lienemann, PS (*).
Auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur, chargé du tourisme : M. Jean-Michel Baylet, MRG.

(*) Nouveau membre du gouvernement.

(**) Membre du gouvernement précédent ayant changé d'attribution.

(*) Membre du gouvernement précédent ayant changé de titre sans changer d'attribution.

Cinq nouveaux députés

L'entrée en gouvernement de cinq députés ouvre les portes de l'Assemblée nationale à leurs suppléants. Il s'agit de :
- M. Jean-Claude Chermann, né le 23 mars 1939 à Paris, docteur en sciences, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, qui deviendra député de la 6^e circonscription des Bouches-du-Rhône en remplacement de M. Bernard Tapie ;
- M. François Bernardini, né le 24 août 1953, adjoint au maire d'Arles, conseiller général, conseiller régional, premier secrétaire (fabusien) de la fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste et secrétaire national adjoint du PS chargé de l'audio-visuel, qui succèdera à M. Michel Vauzelle dans la 1^{re} circonscription des Bouches-du-Rhône ;
- M. Roger Franzoni, né le 1^{er} février 1920, avocat, conseiller général (MRG) de Capobianco, nouveau député de la 1^{re} circonscription de Haute-Corse, en remplacement de M. Emile Zuccarelli ;
- M. Jean-Pierre Marché, né le 17 octobre 1936, gérant de société, maire (PS) et conseiller général de Lezay, qui remplacera M. Ségolène Royal dans la 2^e circonscription des Deux-Sèvres ;
- M. Jean-Claude Ramos, né le 19 décembre 1944, chef d'entreprise, conseiller municipal (PS) de Viry-Châtillon, qui succèdera à M. Marie-Noëlle Lienemann dans la 7^e circonscription de l'Essonne.

Jamais depuis 1981 un gouvernement n'avait été constitué aussi vite, à l'exception de celui qu'avait formé M. Pierre Mauroy au lendemain des élections municipales de 1983. M. Pierre Bérégovoy a été nommé premier ministre, jeudi 2 avril à 9 heures du matin. Moins de quatre heures plus tard, à 22 h 40, M. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée, proclamait, sur le paron, la liste des ministres que le président de la République venait de nommer sur proposition du nouveau chef du gouvernement. Dès la fin de la matinée, celui qui n'était déjà plus ministre des finances indiquait aux parlementaires socialistes qu'il voulait constituer « une équipe renouvelée, rassemblée, solidaire ». Il semble n'être parvenu qu'imparfaitement à ses fins.

Le nouveau gouvernement, dans l'attente de la nomination des secrétaires d'État, qui ne devraient pas, a assuré le porte-parole de la présidence de la République, être plus de quatorze, n'est qu'à peine moins nombreux que le précédent. Il se compose de trois ministres d'État, de dix-sept ministres pleins, de six ministres délégués, soit vingt-six personnes en plus de son chef. Celui de M. Cresson comportait vingt-neuf ministres. Celui de M. Michel Rocard en avait trente et, celui de M. Laurent Fabius n'en comportait que vingt-deux, et ceux de la droite ont rarement franchi la barre de vingt depuis 1958.

Le renouvellement est assez sensible. Dix ministres, en plus du premier, bien entendu, s'en vont : MM. Lionel Jospin, Jean-Pierre Soisson (déjà « démissionné » par M. Cresson), Henri Nallet, Philippe Marchand, Jean Poperen, Brice Lalonde, Bruno Durieux et François Dubin, M. Edwige Avice et Catherine Tasca. Six arrivent : MM. Michel Vauzelle, René Teulade, Bernard Tapie, Emile Zuccarelli, M. Ségolène Royal, Marie-Noëlle Lienemann. A quoi il faut ajouter que deux anciens secrétaires d'État, MM. Marcel Debarge et Bernard Kouchner, deviennent ministres, le premier de plein exercice, le second délégué.

Ce renouvellement est encore plus sensible au niveau des attributions. Quatre en changent complètement : M. Paul Quilès de l'équipement à l'intérieur, M. Jean-Louis Bianco des affaires sociales à l'équipement, M. Kiejman de la communication aux affaires étrangères. Huit voient leurs responsabilités s'accroître : M. Bérégovoy bien sûr ; M. Lang, qui à la culture ajoute non seulement l'éducation mais devient ministre d'État avec le rang, qui ne devrait pas être que protocolaire, de numéro deux du gouvernement ; M. Sapin, qui, de ministre délégué à la justice, devient ministre de l'économie et des finances ; M. Charasse, qui garde le budget, mais avec un titre de

Les nouveaux

JUSTICE : M. Michel Vauzelle

Un fidèle du président

La nomination de M. Michel Vauzelle au ministère de la justice ramène le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale à ses premiers centres d'intérêt. Avocat de métier, il était, après son admission au PS en 1976, délégué national de ce parti pour les affaires judiciaires. Premier secrétaire de la conférence du stage du barreau de Paris en 1978, il lui était revenu l'honneur de prononcer l'un des discours de la séance de rentrée, il le consacra à l'éphémère président de la République de Venise de 1848, l'avocat Daniel Manin, pionnier de la « résistance légale » à l'oppression, jusqu'à l'insurrection qui devait le porter au pouvoir dans sa cité pour un an et quatre mois.

Cette conception héroïque du rôle de la justice inspire-t-elle toujours M. Vauzelle au moment d'entrer en place ? Il y a acquis une certaine modestie, comme on dit, né d'un père ouvrier devenu cadre d'entreprises, qui tenaient la ville en s'appuyant sur la naïveté des « braves gens », « d'ailleurs que ceux des banquiers ». Dans la France d'après la conversion des socialistes au libéralisme, dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, assis au conseil des ministres non loin de M. Bernard Tapie, le nouveau garde des sceaux s'est-il fini par se persuader, lui aussi, que les intérêts des banquiers et ceux des braves gens sont, au moins, conciliables ?

Comme MM. Bérégovoy et Tapie, M. Vauzelle est issu d'un milieu modeste, comme on dit, né d'un père ouvrier devenu cadre d'entreprises à force de travail. De tradition catholique, élevé chez les jésuites, il se prend de passion très tôt pour la politique, dominée, dans ses années d'adolescence et de jeunesse, par la stature du général de Gaulle. Venu à Paris — il est originaire de Montélimar — faire ses études de droit et de sciences politiques, il sait se faire introduire auprès de MM. Jean Chabonnel et Jacques Chaban-Delmas.

Mission à Bagdad

Après le départ du général de Gaulle, en avril 1969, et l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, le maître du Barreau est nommé premier ministre. M. Vauzelle, qui n'a que vingt-cinq ans, entre à son cabinet, dans la cellule chargée des relations avec le Parlement. Trois ans plus tard, on le voit finir les « nouvelles sociétés », et M. Chaban-Delmas est second tour, il se rallie à M. François Mitterrand, qui l'invite à entrer au Parti socialiste. Ce sera chose faite en 1976 à Arles, ville alors dirigée par le Parti communiste et où Gaston Defferre, le maire de Marseille, l'encourage à s'implanter.

Conseiller municipal de la ville depuis 1977, élu député au scrutin proportionnel en 1986 et réélu au scrutin majoritaire en 1988, M. Vauzelle aura vu la mairie

d'Arles passer sous ses yeux du PCF à la droite. Directeur adjoint du cabinet de M. Mitterrand pendant la campagne de 1981, porte-parole de la présidence de la République de 1981 à 1986, il s'est ouvert un champ d'aventures autrement large : la politique étrangère. Ayant succédé à M. Valéry Giscard d'Estaing comme président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en novembre 1989, après que l'opposition eût renoncé à présenter un candidat acceptable par les socialistes, l'ancien porte-parole est devenu l'un des hommes de confiance du chef de l'État dans le domaine des relations internationales.

La mission qu'il avait remplie en janvier 1991 à Bagdad, quelques jours avant le déclenchement des opérations militaires contre l'Irak, avait mis en lumière son rôle auprès de M. Mitterrand. Elle témoignait aussi, d'un engagement personnel, qu'il avait assumé d'une guerre meurtrière autant que le souci du dialogue entre la France et le monde arabe. Fidèle du président de la République, il avait apporté son appui à M. Edith Cresson lors de sa nomination à l'hôtel Matignon, sans s'interdire pour autant d'observer, deux mois plus tard, au sujet de certains écarts de langage du nouveau premier ministre, que « le peuple ne souhaite pas la vulgarité dans les propos du monde politique ». Fidèle toujours, il se déclarait, en mars dernier, « convaincu » par les explications de M. Roland Dumas, devant la commission des



affaires étrangères, sur l'affaire Habache.

P. J.

[Né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme), licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, avocat, M. Vauzelle est chargé de mission au cabinet de M. Chaban-Delmas, premier ministre, de 1969 à 1972. Expert au Conseil économique et social, il appartient au cabinet de M. Chaban-Delmas, ministre du développement industriel et scientifique de 1972 à 1974 et président, cette année-là, du comité national de soutien des jeunes à la candidature de M. Chaban-Delmas à la présidence de la République. Entré au Parti socialiste en 1976, élu conseiller municipal d'Arles (Bouches-du-Rhône) en 1977 (réélu en 1983 et en 1989), il est délégué national du PS aux libertés et aux affaires judiciaires. Directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand pour la campagne présidentielle de 1981, il devient, en juin, porte-parole de la présidence de la République, poste qu'il occupe jusqu'en 1986. Nommé préfet (hors cadre), il est élu député des Bouches-du-Rhône en mars 1988, réélu en juin 1988 dans la septième circonscription. Il est élu président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale en novembre 1989. Ayant pris position pour M. Laurent Fabius au congrès socialiste de Rennes, en mars 1990, il entre alors au comité directeur du PS.]

VILLE : M. Bernard Tapie

De « l'effet » au ministre

Un seul ministre s'était déplacé pour soutenir M. Bernard Tapie pendant la récente campagne des élections régionales. Bien lui en a pris. Le chef de file des listes socialistes en Provence-Alpes-Côte d'Azur a finalement été élu sur la liste, le 22 mars, dans les Bouches-du-Rhône, M. Jean-Claude Gaudin, tête de liste de l'UDF, et il a distancé clairement M. Bruno Mégret, tête de liste du Front national. Tous les sondages le donnaient battu. Ce ministre, c'était M. Pierre Bérégovoy.

Aux ouvriers de La Ciotat, il avait redonné, le 11 mars, un espoir : l'examen de la réouverture des chantiers navals en sommeil et occupés depuis cinq ans. Ministre d'État, ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy était venu dire aussi à un parterre de chefs d'entreprises à Aix-en-Provence : « Je me reconstruis dans le combat qu'il mène ». Évoquant des souvenirs communs, il avait rappelé comment l'homme d'affaires avait débarrasé à Nevers (Nièvre) en 1983 — année où M. Bérégovoy est devenu maire de cette ville — pour prendre une participation majoritaire dans la société de fixation de ski Look. Il faisait savoir des emplois et cela lui coûtait un franc symbolique. L'affaire fut revendue, en 1989, pour la somme de 250 millions.

M. Tapie s'était fait connaître du grand public en 1980 par le rachat de Manufrance, la manufacture d'armes de Saint-Étienne (Loire).

Fils d'un ouvrier ajusteur de la Courneuve (Seine-Saint-Denis), il fait ses premières armes, dans les années 50, aux Jeunesses communistes. Pas longtemps. Il suit les cours de l'École d'électricité indus-

trielle de Paris. Mais sa revanche sur la dureté de la vie, il la prend au volant de voitures de course ou derrière le micro des studios d'enregistrement de disques. Il chante indifféremment une ballade des « Brèves notes ou Je ne crois plus les filles ». Il va vite s'en lasser. Le jeune Tapie a besoin de bouger et de brasser des affaires. Il se lance en 1967. Il achète pour rien des entreprises en difficulté dont il assure efficacement le relèvement. Il jongle parfois avec une belle plus-value. Il jongle jusqu'à ne plus connaître exactement l'étendue réelle de ses prises de guerre. Il finit par acquiescer, comme on dit, une « certaine surface financière » qui lui permet, au bout de dix années aventureuses, d'être à la tête de son groupe.

Avant que la gauche n'accède au pouvoir, la « Manu » est son plus gros coup. C'est le premier d'une longue liste dans laquelle on trouve la reliure, le brochage, l'agroalimentaire, les cosmétiques, les instruments de pesage, le matériel audiovisuel, le textile, les cycles, les piles électriques. M. Tapie combine le tout et se jette dans l'aventure de la petite reine : Bernard Hinault. « Décrié il y a peu d'années, jugé louche par la classe dirigeante », écrit le Monde daté 30 septembre-1^{er} octobre 1984, il règne aujourd'hui sur un empire. Et M. Tapie va devenir un modèle. Dans une France saisie par la rigueur économique, il est le gagnant que les pouvoirs publics substituent aux rêves qui se sont envolés. En même temps, les socialistes se convertissent à l'entreprise.

L'homme d'affaires ne répond

pas toujours avec précision aux questions des journalistes mais il passe bien à la télévision, surtout dans l'émission qu'il anime : « Ambitions ». Déjà il délivre satisfait à M. Bérégovoy et messages d'amour à Marseille dont il convoite le club de football à la dérive. « L'homme qui sauve les entreprises en difficulté » va faire écho aussi la Caennaise en lui promettant le retour au Stade-Vélodrome de l'OM victorieux des années 70. Il y aura des hauts et des bas.

Canards boiteux et football

Les canards boiteux et le ballon rond ne suffisent apparemment pas à assouvir sa boulimie. M. Tapie profite du retour de la droite au pouvoir en 1986 pour se mettre sur les rangs, aux côtés de M. François Bouygues, au moment de la privatisation de TF 1. Il ajoute une corde supplémentaire à un arc qui n'est pas mince. Et pour couronner le tout, le voilà qui se lance dans la politique, la vraie, celle qui est soumise aux suffrages des électeurs lors des législatives de 1988.

Ce sera Marseille, bien sûr. Et ce sera un échec. Avec une annulation à la clé. Et une victoire au bout du chemin. Il sera accusé, sans résultat, par le RPR, de cumuler des fonctions incompatibles. Soumis à la critique acérée de ses adversaires, M. Tapie va se fixer une nouvelle cible : l'extrême droite. D'un débat télévisé sur l'immigration avec M. Jean-Marie Le Pen, les observateurs diront qu'il est sorti vainqueur. L'affrontement sera presque physique.

Après la plus grosse opération

financière de sa carrière, le rachat de la société Adidas dont il a décidé de confier les rênes à M. Gilberte Beaux, trésorier de la campagne présidentielle de M. Barre en 1988, M. Tapie s'était penché sur le cas des jeunes au chômage dans les villes de banlieue. Des projets qu'il avait présentés à Mitterrand (Seine-Saint-Denis) n'avaient pas, semble-t-il, été suivis d'effets, laissant sur sa main une population qui misait beaucoup sur ce donneur d'espoir.

Battu par M. Gaudin (UDF-PR) dans la course à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur mais nommé ministre de la ville par M. Bérégovoy dont il disait, le 1^{er} avril, que c'était « le capitaine idéal », le ministre Tapie est directement confronté à « l'effet Tapie ». Plus que tout autre, il aura une obligation de résultat.

OLIVIER BIFFAUD

[Né le 26 janvier 1943 à Paris, ingénieur électronique, M. Bernard Tapie a commencé sa carrière professionnelle comme ingénieur au bureau d'études de Paulard, en 1963, avant de devenir ingénieur-conseil chez SEP, filiale de SEMA, en 1970. Il a créé son propre groupe en 1979 et rejoint un an plus tard le groupe de la Vie Claire (1980). Terral, l'Herbier de Provence, l'oubliée France, Soleillon (1982), Testut Acquis, Trévou, Look (1983), Wrangler, Wonder, MAP, Léonard, Soubitez (1984), Sait, Mazda, Karo, Ferme Saint-André (1985), Valpal (1986-1989) et Tournus (1986). Grès Production Parfums, BT Communication (1987). Président-directeur général de Bernard Tapie Finances Holding (regroupant la majorité des sociétés du groupe depuis 1987). M. Tapie est président de l'Olympique de Marseille depuis 1986 et député non-inscrit des Bouches-du-Rhône depuis le 29 janvier 1989.]

LA VIE QUOTIDIENNE

DES VIKINGS

(800-1050)



RÉGIS BOYER

à Caractères le 3 avril

Hachette

محمد بن النحل

FORMATION

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Haigneré, a annoncé hier que le ministère de l'Éducation nationale allait se doter d'un nouveau directeur général de l'enseignement supérieur. Ce poste, qui avait été supprimé en 1981, sera confié à un haut fonctionnaire de l'Éducation nationale. Le ministre a également annoncé que le ministère de l'Éducation nationale allait se doter d'un nouveau directeur général de l'enseignement supérieur. Ce poste, qui avait été supprimé en 1981, sera confié à un haut fonctionnaire de l'Éducation nationale.

DU GOUVERNEMENT

ministre plein, et non plus seulement de «délégué»; M. Strauss-Kahn, qui bénéficie de la même promotion à l'industrie et au commerce extérieur; M. Curien, qui ajoute l'espace à la recherche; M. Kouchner, qui prend en charge la santé; M. Debarge, qui passe du logement à un ministère délégué aux affaires étrangères.

Ces changements n'accroissent pas le nombre de femmes. Elles étaient cinq, sans compter M^{me} Cresson, dans le précédent gouvernement. Elles restent cinq.

L'équilibre politique est sensiblement modifié. Il y a, en comptant le premier ministre, dix-huit ministres socialistes: neuf fabiusiens, plus M^{me} Liénemann, qui, membre de la «gauche socialiste», avait voté pour M. Fabius au congrès de Rennes; trois jospinistes, dont M. Mermaz et un proche de M. Mauroy; deux rocardiens; trois qui n'appartiennent à aucun courant. C'est dire que, par rapport à la précédente équipe, les amis de M. Popar et ceux de M. Chevènement ne sont plus représentés, que ceux de l'actuel premier secrétaire du PS sont trois de plus, que les signataires de la motion Jospin sont trois de moins et que les «sans appartenance» sont un de moins.

Globalement, la représentation du PS diminue de trois unités, alors que les représentants de la «majorité présidentielle» sans

carte passent de trois à six, mais Génération Écologie n'est plus représentée, France unie perd deux délégués et le MRG conserve son effectif. Le renforcement des fabiusiens se mesure aussi dans les promotions: ils sont cinq parmi les sept ministres socialistes qui voient leurs responsabilités s'accroître; ils ont un entrant sur trois.

Le changement est aussi notable dans les structures gouvernementales. La plus importante est, sans conteste, l'écatement du ministère des finances, qui était devenu tertiaire dans le gouvernement de M^{me} Cresson, pour satisfaire l'appétit de M. Bérégovoy; c'est la volonté du premier ministre de conserver la haute main sur les finances qui explique le partage retenu, dont bénéficie également M. Charasse. Les postes et télécommunications ainsi que l'industrie retrouvent leur pleine autonomie, mais le commerce extérieur reste rattaché à cette dernière, selon une pratique mise en place par M^{me} Cresson dans le gouvernement de M. Fabius.

L'association de la culture à l'éducation nationale est une nouveauté dans l'histoire de la V^e République. Il y a, en revanche, un retour à celle-ci, avec le rattachement de l'espace à la recherche et non plus à l'équipement, situation qui ne tenait qu'à la personnalité du précédent titulaire du poste, M. Quilès. Selon une pratique assez fréquente, la santé, redevenant ministère plein, est séparée des

affaires sociales. En revanche, et par retour à la situation de 1981, la coopération n'est plus qu'un ministère délégué auprès des affaires étrangères. La ville n'a plus droit à un ministère d'Etat. Le tourisme n'est plus accroché à l'équipement, mais à l'industrie, comme cela a déjà été le cas dans le passé.

On relève quelques modifications dans les titres. L'intérieur perd celui de la décentralisation, mais se voit accolé celui de la sécurité publique. Le ministère du logement devient aussi du cadre de vie, la modernisation de l'administration redevient les réformes administratives.

Plusieurs titres disparaissent: la communication, mais M. Lang assure qu'elle lui restera rattachée; la technologie, dont bénéficiait la recherche; la francophonie, qui était depuis 1988 un ministère délégué des affaires étrangères. La fonction de porte-parole du gouvernement n'est pas encore précisée, comme un certain nombre de tâches traditionnelles: les relations avec le Parlement, les droits de la femme, les anciens combattants, le Plan, l'aménagement du territoire, sans parler de la mer, des personnes âgées, de la consommation. Il reste de l'espoir pour tous ceux qui attendent la nomination des secrétaires d'Etat avec impatience.

THIERRY BRÉHIER

Les nouveaux

ENVIRONNEMENT : M^{me} Ségolène Royal

La protectrice du Marais poitevin

Mais qui est ce petit homme brun à côté de M^{me} Ségolène Royal? Jusqu'à présent, ils étaient à égalité. Même diplôme, celui de l'ENA; même début prometteur à l'Élysée, en qualité de conseillers; même mandat de député, la même année - juin 1988 - lui en Corrèze, elle dans les Deux-Sèvres; même responsabilité de tête de liste socialiste aux élections régionales, lui toujours en Corrèze, elle toujours dans les Deux-Sèvres. Même boulimie d'écriture, lui sur la fiscalité du patrimoine, elle sur les grands-parents et les bêtes zappeuses. Mêmes enfants, trois, plus un dont la venue au monde est prévue dans quelques mois. Mais elle devient ministre et lui reste député.

M. François Hollande, M^{me} Ségolène Royal: le seul couple du Palais-Bourbon ne pourra désormais même plus profiter des bancs de l'hémicycle pour papoter tranquillement sur le vote d'un amendement, la garde des enfants le soir ou la liste des courses à faire, entre deux aller-retour en circonscription.

Agée de trente-huit et trente-neuf ans, tous deux pouvaient postuler au «rajeunissement» du gouvernement. Mais c'est elle que le président de la République a choisie. M. François Mitterrand n'a d'ailleurs jamais cessé de veiller avec bonté sur les destinées de son ancienne conseillère, chargée de l'environnement. En mai 1988, il envoie cette Lorraine née à Dax aller affronter les électeurs de la deuxième circonscription des Deux-Sèvres, en la prévenant simplement qu'elle ne dispose que de quelques heures pour déposer sa candidature à la préfecture de Niort. Elle y découvre, en même temps que les contours du département, un candidat socialiste désigné par les militants locaux, un autre en rupture de ban avec le PS,

et un adversaire de droite crédité d'une solide implantation. Qu'à cela ne tienne, la «parachutée de l'Élysée» emporte le siège de député. M^{me} Royal n'en devient pas pour autant fervente des joutes politiques de l'Assemblée nationale, auxquelles elle préfère le combat contre la diffusion en début de soirée des émissions présentant un danger pour la jeunesse, pour la suppression de l'horloge d'été, ou la dénatalisation du département d'enfant lorsque sa santé et sa sécurité sont assurées. Ne négligeant jamais l'opportunité d'une tribune écrite ou audiovisuelle, M^{me} Royal intervient encore contre la réouverture des maisons closes ou en faveur du plan pour l'environnement de M. Brice Lalonde.

L'amour du chabichou

Mais, surtout, M^{me} le député se prend d'une affection passionnée pour sa circonscription. On la voit, munie d'un «bagas», apporter des fromages de chèvre des Deux-Sèvres à la grande-parade du 14 juillet au palais de l'Élysée, défilier vêtue du costume traditionnel poitevin à une fête de village, militer bec et ongles en faveur de l'appellation d'origine contrôlée du chabichou, un fromage jusqu'alors injustement ignoré des connaisseurs.

Son enthousiasme teinté de ferveur naïveté irrita sa popularité médiatique agace. Tant pis pour les ronchonneurs, même s'ils sont socialistes. Elle décide de les attaquer de front en s'opposant au tracé de l'autoroute Nantes-Niort, qui a le malheur de traverser le Marais poitevin. Ah! le Marais poitevin. C'est, après le chabichou, le deuxième amour de Ségolène Royal. Là encore, elle trouve en M. Mitterrand, originaire de la

Charente voisine, un solide soutien. Alors que le maire socialiste de Niort ne décolère plus contre les «caprices» de M^{me} Royal, M. Mitterrand décide au Marais poitevin le label de «monument de la nature» et inscrit le sauvetage de la Venise verte à l'ordre des «grands travaux» du président. Quant à l'autoroute, elle est prise d'aller voir un peu plus au nord, pour moins déranger les grenouilles.

C'est peut-être le 4 février dernier que M^{me} Royal est devenue ministre. Ce jour-là, elle accueillait, au cœur de la Venise verte, le président de la République. Le soir même, M. Mitterrand allait devoir justifier devant les télépectateurs la bavarde de l'air de Habsbourg. Le gouvernement tanguait, l'opposition se déchaînait, l'Etat dysfunctionnait. Mais dans la salle de la mairie d'Arçais décorée de guirlandes, le président dissertait sur les «roussures de l'automne» et le «sentiment d'éternité dans la beauté» que donne la contemplation des lentilles d'eau sur les canaux. «Ségolène», tête de liste aux élections régionales et candidate - devenue victorieuse - aux cantonales, souriait. M. Mitterrand avait jugé l'escapade poitevine «raffraîchissante». Il s'en est souvenu.

PASCALE ROBERT-DIARD

[Née le 22 septembre 1953 à Dax (Landes), M^{me} Royal est diplômée de l'IEP de Paris et de l'ENA. Conseiller au tribunal administratif de Paris, elle est nommée, en 1982, chargée de mission à la présidence de la République, en charge des affaires sociales et de l'environnement. Députée des Deux-Sèvres depuis juin 1988, M^{me} Royal a été élue, en mars 1992, conseillère générale du canton de La Mothe-Saint-Héray. Elle est l'auteur de deux livres, le *Printemps des grands-parents* et le *Rapport des bêtes zappeuses*, publiés chez Laffont.]

LOGEMENT ET CADRE DE VIE : M^{me} Marie-Noëlle Liénemann

Le pouvoir d'indignation

Elle n'aime pas M. François Mitterrand, jusqu'au bout, le lui rendait bien. Elle n'aime plus M. Michel Rocard, qui ne le lui pardonne pas. Elle est elle-même, et ce n'est pas la, aux yeux des autres, son «moindre défaut». M^{me} Marie-Noëlle Liénemann est une militante, indépendante et «combrante».

Depuis 1972, date de son adhésion, à vingt et un ans, au Parti socialiste, il n'est pas de congrès, de convention nationale ou de comité directeur qui n'ait eu droit à ses discours intrajugaux. La gauche est au pouvoir, et alors? Ce n'est pas une raison pour qu'elle abandonne ses idées et son projet de «changer la vie», répète-t-elle inlassablement devant des camarades devenus ministres, qui prêtent une oreille distraite à cette éternelle «minoritaire» du PS.

Rocardienne du «temps» où M. Rocard prônait l'autogestion, M^{me} Liénemann ne compte pas parmi les rangs des «continuantistes», bien au contraire. Ardent avocat de la cause de M. Rocard, elle s'aventure à qualifier d'«anathématisée» l'hypothèse d'une deuxième candidature de M. Mitterrand. Même pour son compagnon de désenclavement, M. Rocard, l'ex-néo en fait décidément un peu trop et, en octobre 1987, M^{me} Liénemann est gentiment priée d'aller dévoter ailleurs.

Culture minoritaire

Puisqu'on ne veut plus d'elle, elle sera désormais «liénemannienne» et présentera sa propre motion au congrès de Rennes en mai 1990, où elle ne recueillera que 0,65 % des mandats. La culture minoritaire ne l'empêche toutefois pas de se battre avec succès sur le terrain. Elle est élue députée de la septième circonscription de l'Essonne en juin 1988 et le gouvernement socialiste se

convertit à la politique de rigueur, les velléités réformatrices de la Cédille agacent. M^{me} Liénemann persiste. Un an plus tard, alors que la gauche vit sa première grave fracture avec l'opinion publique, elle continue de l'appeler à une «révolution culturelle» et à ne pas se «satisfaire d'un simple changement de look». Entre-temps, la conseillère municipale de Massy (Essonne), qui est aussi conseillère général, est devenue député européen. Prudente à l'égard de M. Rocard, elle se décide toutefois à sceller la réconciliation et milite désormais au sein du PS sous l'étiquette barbare d'«ex-néo» rocardienne.

En 1987, commence à sourdre la question du candidat socialiste à la prochaine élection présidentielle. M^{me} Liénemann ne compte pas parmi les rangs des «continuantistes», bien au contraire. Ardent avocat de la cause de M. Rocard, elle s'aventure à qualifier d'«anathématisée» l'hypothèse d'une deuxième candidature de M. Mitterrand. Même pour son compagnon de désenclavement, M. Rocard, l'ex-néo en fait décidément un peu trop et, en octobre 1987, M^{me} Liénemann est gentiment priée d'aller dévoter ailleurs.

enlève en 1989 la mairie d'Athis-Mons au maire sortant RPR.

Le score très médiocre que sa motion a obtenu à Rennes l'amène à réfléchir sur son isolement au sein du PS, et l'alliance de raison passée avec M. Fabius, au lendemain du congrès, ne la satisfait guère. La guerre du Golfe sera la «fracture», du titre de son ouvrage publié en 1991: avec six autres députés socialistes, M^{me} Liénemann vote contre l'engagement des troupes françaises.

Dans l'opprobre et la sanction, elle se retrouve aux côtés d'autres minoritaires, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon. Finalement, fermant les yeux sur bien des divergences, ils décident tous trois de faire un bout de route ensemble. La Gauche socialiste est née. M^{me} Liénemann ne se doutait pas que cette minorité-là l'ambulerait un jour au gouvernement. Elle n'avait jusqu'à lors osé envisager pour elle qu'un seul marabout, celui de «secrétaire d'Etat à l'indignation».

P. R.-D.

[Née le 12 juillet 1951 à Belfort (Territoire-de-Belfort), M^{me} Liénemann est ancienne élève de l'École normale supérieure de l'enseignement technique. Enseignante, elle entre au PS en 1972. Adjointe au maire de Massy (Essonne) de 1977 à 1985, elle est élue conseillère général en 1979 et parlementaire européenne en 1984. Elle abandonne ce mandat en 1988 pour conserver celui de député de l'Essonne, puis renonce à son siège de conseillère général, lorsqu'elle est élue maire d'Athis-Mons en 1989. M^{me} Liénemann a exercé des responsabilités nationales au sein du PS, dont elle a été membre du bureau exécutif et reste membre du comité directeur. Mère de deux enfants, M^{me} Liénemann est l'auteur d'un livre de réflexions politiques, *La Fracture*, publié en 1991 aux éditions Gallimard.]

AFFAIRES SOCIALES ET INTÉGRATION : M. René Teulade

L'homme des racines

En faisant appel à M. René Teulade, soixante ans, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy installe au ministère des affaires sociales un homme dont la conception de la solidarité repose sur un des mouvements fondateurs du socialisme: la mutualité.

Président depuis 1979 de la puissante Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), M. Teulade est le leader incontesté d'un ensemble d'organismes qui assure chaque année 40 milliards de francs de remboursements en contrepartie des prestations versées par la Sécurité sociale au titre de l'assurance-maladie. Il est donc l'un des principaux protagonistes du système de soins et n'a jamais manqué une occasion de le rappeler, notamment lorsque les pouvoirs publics et les gestionnaires de la «sécu» lui ont paru faire preuve d'une insuffisante fermeté à l'égard des «corporatismes» de la médecine libérale.

Excédé par le déroulement des négociations avec les syndicats de médecins, il menaçait dernièrement de conclure une convention spécifique à la Mutualité française avec des praticiens s'engageant à ne pas dépasser un certain tarif (*le Monde* du 18 février). Sa nomination engendrera à coup sûr un certain effroi chez les représentants des professions de santé, peu favorables au surcroît aux établissements de soins et aux pharmacies mutualistes créés par la FNMF.

Ferme sur certains principes par conviction mais aussi par nécessité économique - la tendance croissante des praticiens à dépasser les honoraires de la Sécurité sociale exerce une pression sur les mutuelles - M. Teulade n'a pour autant rien d'un crispé anti-libéral ou d'un idéologue rigide.

Apprécié au Conseil économique et social (CES), dont il dirige la commission des affaires sociales, il n'est, à son grand dam, jamais parvenu à en ravir la présidence à M. Jean Maitre. Moins, semble-t-il, à cause de sa personnalité que du fait de son engagement politique. Reputé rocardien lors de son arrivée à la FNMF, M. Teulade ne paraît pas, aujourd'hui, particulièrement proche de tel ou tel courant du PS. Le nouveau ministre des affaires sociales, qui succède à ce poste à M. Jean-Louis Bianco, est reçu à intervalles réguliers par le président de la République qui, de son côté, intervient fréquemment lors des congrès de la FNMF.

Personnage chaleureux, adepte du franc parler, M. Teulade reste très attaché à ses racines mutualistes. Ces dernières années, il envisageait de quitter la présidence de la Mutualité française afin de céder la place à son dauphin, M. Jean-Claude Davant, le responsable de la mutualité de la fonction publique.

Outre l'élaboration d'un accord de modération des dépenses de santé (dont la mise au point défini-

tive fait actuellement l'objet de difficiles discussions entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie) et le suivi de son application, M. Teulade devra prendre position sur le délicat dossier de la réforme des retraites. Le sujet ne lui est pas inconnu. En 1989, le *rapport Teulade* ne passa pas inaperçu: issu des travaux d'une commission du X^e Plan, il dressait l'inventaire des dispositions à prendre pour contenir la dérive des systèmes de retraite, dont un allongement de la durée de cotisation des assurés sociaux.

Représentant d'un mouvement porteur de valeurs particulièrement symboliques à gauche mais convaincu que des adaptations sont indispensables pour garantir l'avenir de la protection sociale, M. Teulade aura la difficile mission de contribuer à remobiliser l'électorat traditionnel du Parti socialiste tout en respectant les contraintes du réalisme gestionnaire.

JEAN-MICHEL NORMAND

[Né le 17 juin 1931 à Monceaux-sur-Dordogne (Corrèze), M. René Teulade a fait des études au lycée de Tulle et à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand, il devient instituteur puis principal de collège. C'est par le biais du syndicalisme enseignant et de son militantisme au Syndicat national des instituteurs qu'il découvre l'univers mutualiste. En 1979, il est élu président de la FNMF. M. Teulade est aussi président de la commission des affaires sociales du Conseil économique et social.]

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : M. Emile Zuccarelli

Républicain d'abord!

Alors que M. François Doubin, pourtant fort d'un succès aux élections cantonales dans l'Orne, perd son portefeuille, et que M. Jean-Michel Baylet, dont le fief tarantais-garonnais reste solide, le conserve, M. Emile Zuccarelli arrive. La vocation des radicaux à être parti de gouvernement ne se dément pas. Pour devenir ministre, la voie étroite de la présidence du MRG se révèle, depuis 1981, infaisable: ainsi M. Zuccarelli est le cinquième président du Mouvement des radicaux de gauche après MM. Michel Crépeau, Roger-Claude Schwartzberg, Baylet et Doubin à participer à une équipe gouvernementale. Cette présence n'a pas pour autant favorisé l'essor de cet allié fidèle du Parti socialiste. Cette fidélité s'est encore manifestée à la veille de la récente campagne électorale par la signature entre MRG et PS d'un accord en bonne et due forme.

C'est à la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand qu'Emile Zuccarelli fera ses premiers pas en politique. Le dogmatisme des socialistes le rebute suffisamment pour qu'il préfère les voies du radicalisme. L'entrée dans la vie politique active ne le tentait que modérément; il n'empêche: l'héritage paternel l'attendait. Député en 1986, il lui succède, trois ans plus tard à la mairie de Bastia, mairie qu'avait occupée sous la III^e République son grand-père maternel, Emile Sari.

Le premier mot qui vient à la bouche de ses proches pour le définir, est «sérieux». Lui ajoute «incurablement». La mine plutôt sévère, le maintien un peu raide du nouveau ministre des postes et télécommunications lui vaut le surnom de «saucisson d'âne», long et sec comme la spécialité corse... Mais il y a aussi «l'autre Emile», «Milo» qui avec sa voix de baryton, entonne le *Salve regina*, ou gratte la guitare.

Opposé au statut Joxe

Corse, opposé au statut Joxe, discret pendant la campagne électorale, plus que réservé sur la stratégie de ses amis insulaires, il ne peut imaginer son île hors de la République laïque, une et indivisible. M. Zuccarelli est le premier élu corse à siéger dans un gouvernement depuis M. François Giacobbi à la fin de la IV^e République.

Radical aussi. A la tête du MRG, il a tenté de ménager les susceptibilités des uns et des autres

en jouant les conciliateurs, et il n'y a pas trop mal réussi. Il s'est efforcé aussi de faire jouer à sa formation un rôle moteur dans la stratégie d'ouverture au centre gauche avec MM. Michel Durand et Jean-Pierre Soisson. Alors qu'il avait refusé à convaincre son parti de participer à la création d'un groupe autonome à l'Assemblée nationale avec des centristes, des gaullistes et des non-inscrits, il a échoué auprès de la plupart de ses propres collègues députés radicaux, qui ont préféré garder leur statut d'appartenants au groupe socialiste.

Le second pôle de la majorité présidentielle passe par les radicaux, estime-t-il. Au gouvernement, il retrouve certains de ceux avec qui il partage quelques aspirations à moderniser la politique comme MM. Baylet, Bianco et Kouchner.

A. Ch.

[Né le 4 août 1940 à Bastia, M. Emile Zuccarelli, ancien élève de l'École polytechnique, entre en 1965 dans le groupe d'assurances Présoce (une des composantes aujourd'hui d'Assa-Midi). Membre de 1982 à 1986 de l'Assemblée régionale de Corse au sein de laquelle il a été vice-président chargé des transports. Il est député de la Haute-Corse depuis 1986 et maire de Bastia depuis 1989. Il préside le MRG depuis le 21 novembre 1989.]

LA FORMATION

Ceux dont les attributions sont élargies

SANTÉ ET ACTION HUMANITAIRE : M. Bernard Kouchner

Le « french doctor » avenue de Ségur

Il en rêvait : ministre de la santé et, qui plus est, en charge également de l'action humanitaire. Depuis quelques mois, il avait repris ses consultations de gastro-entérologie à l'hôpital Cochin « pour renouer le contact avec les malades, avec l'hôpital ». Il enragait parfois de voir son collègue chargé de la santé « se planter » sur des affaires « qu'il connaît par cœur ». « Ah ! si j'étais ministre de la santé... »

Cette fois, il l'est, et pour de bon, sans ministre de tutelle. Un french doctor « à la française » avenue de Ségur, ça va décoiffer ! Du travail, il n'en manquera pas : décrets d'application de la loi hospitalière, mise en œuvre d'une nouvelle politique du médicament, réforme de la transfusion sanguine, discussion au Parlement des lois sur la bioéthique, promulgation de la loi sur l'indemnisation du risque thérapeutique, nouvelle carte sanitaire des scanners et des IRM, etc. On peut lui faire confiance, en

outre, pour ne pas se contenter d'une gestion « classique » de son domaine ministériel. Le cofondateur, en 1971, de Médecins sans frontières et, en 1980, de Médecins du monde, ne manquera pas de s'intéresser aux « exclus de la santé », d'inciter les étudiants en médecine et en pharmacie à « aller voir du pays » en accomplissant leur service national humanitaire dans les pays en voie de développement.

Reste à savoir si l'hyper-médiatisme Bernard Kouchner saura revenir sur terre, en France, pour se consacrer aux « petites » tâches nationales qui l'attendent, ou si l'appel du large sera une nouvelle fois trop fort pour l'inventeur du « devoir d'ingérence ».

Continuera-t-il - au risque, parfois, d'embarrasser le Quai d'Orsay - à sillonner la planète pour tenter, ici ou là, d'instaurer un dialogue minimal entre les belligérants ? Son action ne fut d'ailleurs pas toujours en marge de la diplomatie fran-

çaise. Celle-ci, jusqu'à présent, sut aussi se servir de son franc-parler et de son pouvoir médiatique pour influencer le cours de la politique extérieure de la France. Un des premiers, parmi les responsables politiques français, il n'avait pas hésité, au milieu de la crise yougoslave, à dire tout haut ce que beaucoup pensaient déjà tout bas, à savoir que ce conflit connaissait un agresseur, l'armée serbo-fédérale, et un agressé, les populations croates.

Médiatique, Bernard Kouchner l'est. Trop, estiment ses ennemis nombreux - souvent jaloux de sa grande popularité dans les sondages. Faussement outré, il répond que cette médiatisation est indispensable à son action. Aujourd'hui, le médecin-ministre volant va devoir atténuer et accepter de jouer à l'homme de gouvernement. Le saura-t-il ? Le voudra-t-il ?

JOSÉ-ALAIN FRALON
et **FRANCK NOUCH**

ÉDUCATION NATIONALE ET CULTURE : M. Jack Lang

Premier violon...

Suite de la première page

Ce soir-là, quand tous les visages, à la tête pâlis sous le choc, Jack Lang était resté courtois avec ses adversaires, sympathique et sincère, porte-parole d'un gouvernement qui parlait en quenouille. Le seul à ne pas avoir pris un coup de vieux. Et à regarder, pour vérification, les photographies de la décennie langienne, l'évidence surgit : aucune des récentes épreuves traversées par ses amis, et par son maître, ne semble l'avoir atteint. Aucune usure du pouvoir dans les rides, rares, du ministre de la culture.

Fondateur de la « gauche-caviar »

Le « Bébête-show », qui lui a fait la part belle, l'a nommé *Lang de chère*, et représenté en bon vibronnant et infatigable, en bon chic et bon chœur, parlant verbe et s'affichant « chébran ». Les tics, les travers du ministre, même exagérés par Jean Amadou et ses amis, n'auront pas desservi Jack Lang. On le croyait membre fondateur de la « gauche-caviar », et sans doute l'est-il, on l'a vu décorer Sylvester Stallone, après avoir suivi, longtemps, sa croisière anti-américaine, on le savait avide de rencontrer tous les grands de ce monde, activiste dans l'amitié des écrivains en exil, ministre européen de la culture par autodésignation. Bref, avec les années, et son incroyable emploi du temps, il devenait de plus en plus difficile de se faire une juste idée, entre les trucs et l'authenticité, entre les actes et les déclarations volontiers lyriques.

Cet examen est injuste : Jack Lang plaie tel qu'il est, même irritant, même impossible à suivre dans ses mille travaux d'Hercule. Star des 18-25 ans, apprécié à droite comme à gauche, toujours classé en troisième ou quatrième position au « Top » des premiers ministrables. Est-ce son allure d'éternelle jeunesse dans une classe politique qui prend de l'âge ? Son soutien au rap, lui valant la tendresse des rappeurs ? Son culturel intérêt pour la cuisine et la mode, lui renvoyant la sympathie des mannequins et des maîtresses ? Est-ce sa position ministérielle qui lui permet de constituer une mosaïque d'opinions favorables, en additionnant les amoureux de la musique, du théâtre, du cinéma, de la tauromachie, des arts et traditions populaires, des échanges franco-moldaves et du sauvetage de la cathédrale de Reims ? Sans doute.

Mais les sondés et les électeurs ont dû finir par admettre que ce bateleur était aussi un homme de dossiers. Crédible pour les artistes, pour avoir été dix ans, dans les années 60, l'animateur du Festival de théâtre de Nancy. Crédible pour les notables, et les consommateurs de culture, pour n'avoir jamais oublié qu'il possédait une agrégation de droit, qu'il avait été, toujours à Nancy, doyen de fac, spécialiste du droit international et grand amateur de complexes.

Le ministre qui s'est le plus battu pour son budget, celui qui veut un sou, et nul ne lui fait

grief de ne pas l'avoir placé là où il l'avait promis. Sur dix ans, cette constance dans l'invention, même fantasmatique, et dans son financement, doivent payer. Et puis le « style Lang », qu'on dit si parisien, si élitiste, « in » et « hop » dans ses goûts et ses amitiés artistiques, mais qui consiste, au-delà des mots et des mondanités, à attaquer les pesanteurs culturelles d'un pays structurellement engourdi, vaut désormais, aussi, pour la France oubliée, cette province qui, en son temps, s'était étonnée de son costume Thierry Mugler, porté à l'Assemblée nationale.



Lui qui rêvait d'Arignon, aux côtés de Villar et de Gérard Philipe, pour son parachutage électoral, s'est retrouvé à Blois, en une mairie abritée dans les anciens locaux d'un évêché, s'est attaché à appliquer à ce coin de terroir sa méthode mondialiste du « rien n'est impossible ». La Halle aux grains locale est devenue salle de spectacle. On bat colloque à Blois plus souvent qu'à son tour, même pour le « symposium de la grande Europe de la culture ». Jack Lang veut pour sa ville, dont il est aussi le député depuis 1988, une université, un « Goncourt » du premier roman, des spectacles et des initiatives grandioses, comme le jumelage avec Weimar, ou la protection des œuvres du compositeur Liszt...

Ministre « de l'intelligence et de la beauté »

Lui seul, avec son romantisme juvénile, seul un homme ne voyant aucun ridicule à revendiquer, comme en 1988, un ministère de l'intelligence et de la beauté peut faire accepter à Blois-la-tranquille des fastes généralement réservés à la capitale. En cela, Jack Lang montre sa totale absence de racisme social. Tout le monde doit pouvoir aimer César, ou les peintres avant-gardistes, la BD et le rock.

Frénétique, peut-être, protecteur, surtout, de ses amis, on le dit, mais toujours en phase à force d'être de toutes les formes d'expression. Moins marqué par l'ENA que d'autres « éléphants » du PS, pour n'y être pas entré, universitaire dévoyé par le théâtre, Jack Lang aura au moins eu le bon goût d'arriver à l'heure de la modernité nationale. Son succès auprès des jeunes ? Moins

l'invention du Zénith et les subventions aux groupes de rock que son soutien, lors du premier septennat, à SOS-Racisme et à la grande manifestation multiraciale de juin 1985, place de la Concorde. Toutes les ZUP le prennent légitimement pour un « pote », et les ZUP finiront bien par représenter une « clientèle ».

Après son éloignement de la Rue de Valois, entre 1986 et 1988, on l'a cru déçu de ne pas être récompensé de ses loyaux services par un ministère plus social. Et il est vrai qu'on l'a moins vu, Jack Lang, à la télé, que sous Mitterrand.

Il est apparu moins « mode », plus prudent dans ses alliances avec les intellectuels roses des gazettes, moins en rose lui-même, version pochette ou chemise. Pour avoir ouvert tant de chapitres d'art et de création, il ne lui restait plus qu'à gérer, ce qui rend toujours un peu gris, à se rabattre sur le patrimoine.

L'art de mettre en musique

Ce fut, aux côtés d'une fonction de porte-parole gouvernemental très honorablement tenue dans la pire des périodes, sa seconde chance. Son autre jeunesse de vue. La France française, qui flirte avec La Pen et quelques méchants songes, la France qui se veut villageoise et se retrouve sans audace, a besoin de ses monuments, d'un lyrisme patriotique, du culte de ses valeurs. Or Jack Lang a l'art de mettre en musique le moindre particularisme folklorique, la Fête du vin, et les Compagnons du tour de France.

Il croit autant à Patrice Chéreau qu'aux dimanches de cochenailles, pour la gloire du pays, la sienne, et celle de François Mitterrand. Chaque ville aura son musée, sa mémoire. Il donnera jusqu'au dernier sou pour la rénovation d'une chapelle.

On est loin, c'est vrai, des fêtes du Bicentenaire, du transfert des cendres de l'abbé Grégoire au Panthéon. Il lui est plus malaisé, désormais, de mettre en scène l'intronisation du président dans le club des grands de l'Histoire.

Mais il reste l'écho de ces grands. Et dans la mauvaise humeur de ces temps-ci, Jack Lang peut tirer de son hyperactivité un bilan positif. Il aura tout fait pour l'art au peuple, pour les belles et nobles idées. Il n'y est pour rien, ou pour peu : ce sont l'idéal, le peuple et les idées qui jaillissent.

De cette odysée débordante de jolis coups et d'approximations - la « génération Tonton », au début de la campagne présidentielle de 1988 - Jack Lang s'en tire vivant. Ce n'est pas le moindre de ses mérites. On discutera son œuvre. Sa personnalité rencontrera d'autres critiques, mais il fera avec. L'une et l'autre l'ont, enfin, fait homme politique, peut-être pour lui-même. A avoir beaucoup servi un homme, il est devenu populaire, pour lui seul.

PHILIPPE BOGGIO

Ceux qui changent

De la justice à l'économie et aux finances

M. Michel Sapin : la réforme pénale

Le premier tandem de la place Vendôme, qui associait M. Nallet au bouillonnant avocat M. Kiejman, avait donné lieu à de nombreux tiraillements. L'arrivée de M. Michel Sapin, au mois de mai 1991, avait donc comblé d'aise le garde des sceaux : MM. Sapin et Nallet ont des parcours comparables, une véritable estime réciproque, et un langage commun. Le partage des tâches défini à l'époque était clair : M. Sapin était chargé de la priorité des « grands textes » de la chancellerie, et notamment de la réforme du code pénal et du code de procédure pénale. Un rôle qui convenait tout à fait à cet ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale : M. Sapin, depuis 1981 à 1991, connaît parfaitement les techniques parlementaires et il a suivi avec attention, ces dernières années, les dossiers concernant la justice.

Depuis le mois de mai 1991, M. Sapin travaille donc sans relâche sur les « chantiers » qui lui ont été confiés. Rocardien convaincu, le ministre de la justice a tenté de mettre fin à certains archaïsmes judiciaires : l'encombrement des tribunaux par les procédures « mécaniques » des chèques sans provision, l'absence de texte clair sur les droits des douaniers, policiers et gendarmes en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants, et la légitimité des sanctions encourues par les responsables des filières d'immigration illégale et les employeurs de travailleurs clandestins. Les dossiers ont avancé rapidement : un texte sur les « divagations surréalistes » de drogue a été adopté le 10 décembre, deux



autres, l'un sur la dépenalisation des chèques sans provision, l'autre sur le travail clandestin, ont été adoptés deux semaines plus tard. Un projet de réforme du code civil portant sur les droits des héritiers, l'état-civil et la filiation a en outre été présenté au conseil des ministres du 21 décembre.

Restait les trois « gros morceaux » : le texte sur la bioéthique, le code pénal, et le code de procédure pénale. Après de longs mois de discussions, un projet de loi sur la bioéthique a été présenté au conseil des ministres le mois dernier. Pour le code pénal, M. Sapin n'avait rien d'un néophyte : ces dernières années, il avait suivi de très près, en tant que président de la commission des lois, cette vaste réforme engagée par M. Robert Badinter. Le travail s'est poursuivi

lors de la dernière session parlementaire : le texte devrait pouvoir entrer en vigueur au début de l'année 1993.

La réforme de la procédure pénale était très attendue par le monde judiciaire. M. Sapin, qui souhaitait aller vite, a travaillé en concertation avec les principaux syndicats, multipliant les consultations jusqu'à l'écriture finale du texte. Plutôt que de bouleverser le système inquisitoire français, ce qui aurait supposé une réforme du parquet, M. Sapin a choisi d'instiller à chaque étape de la procédure des dispositions étendant les droits et les garanties des justiciables. Sa « boussole », répète-t-il, reste la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Au terme de ses consultations, M. Sapin a choisi de supprimer l'inculpation afin de garantir la présomption d'innocence, d'étendre les droits de la défense lors de la phase d'instruction, et de confier la mise en détention à un collège de trois magistrats. « C'est ainsi que l'on aboutira, en faisant l'économie d'une révolution, aux importants changements que tous les hommes de bonne volonté appellent de leurs vœux ». Là où beaucoup auraient abandonné, découragés par le conservatisme des uns ou les conflits de chapelle des autres, le ministre a poursuivi son travail avec un objectif : que le texte entre en vigueur quelques mois après le nouveau code pénal, en 1993.

ANNE CHEMIN

De la ville à la fonction publique

M. Delebarre au chevet des quartiers difficiles

Pour démontrer que le sauvetage des banlieues n'est pas une utopie, Michel Delebarre n'a eu que quinze mois, la bénédiction présidentielle et le titre de ministre d'État sans portefeuille. Après quelques autres, il a relevé ce défi-là. Non sans panache.

Certes il n'avait pas à monter de toutes pièces une politique en faveur des quartiers difficiles. Leur rénovation, ébauchée dès 1977, avait été accélérée à l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981. Mais l'héritage justement était lourd : l'accumulation des mesures successives avait abouti à une sorte de balkanisation des efforts, à un enlèvement administratif et, par voie de conséquence, au pourrissement de certaines situations. Rompu à la fois aux affaires municipales par sa

mairie de Dunkerque et aux arbitrages interministériels par son passage dans les coulisses de Matignon, M. Delebarre s'est révélé être un bon choix.

D'abord il a fait établir un état des lieux par une cohorte d'« experts » dont les rapports constituent un gisement d'idées dans lequel on pourra puiser pendant longtemps encore. Puis, le nouveau ministre a remis de l'ordre dans la maison et a simplifié les procédures : nomination de treize sous-préfets spécialisés, globalisation des crédits expédiés aux préfets avec célérité, réorganisation de la délégation interministérielle à la ville, mise en chantier d'une école des hautes études urbaines.

Profitant de l'appui élyséen, M. Delebarre a mobilisé les

autres membres du gouvernement, sans lesquels il ne pouvait rien. Il a lancé une foule de mesures de détail dont certaines constituent de réelles innovations, comme l'aide directe aux associations et l'action en faveur de l'installation d'entreprises dans les quartiers où le chômage atteint un taux record.

Pour avoir les moyens de sa politique, le ministre a obtenu une substantielle majoration de ses crédits propres (1,6 milliard en 1992) et de ceux de ses collègues (au total 6,2 milliards cette année). Il a fait voter deux textes également novateurs : la loi de solidarité financière, qui apporte de l'oxygène aux communes pauvres, et la loi d'orientation pour la ville, qui permet de casser la ségrégation territoriale dont sont victimes les familles à revenu modeste. Aux contrats de développement social de quartiers (DSQ), il a ajouté une douzaine de contrats d'agglomérations, qui permettent de traiter les problèmes sur une tout autre échelle.

Le serpent de mer de la décentralisation

Cette dynamique, soutenue par de fréquents déplacements sur le « front », a fait renaître la confiance et l'espoir chez les acteurs de terrain, malgré les bavures qui ont jalonné ces quinze mois. M. Delebarre, en tout cas, a fait comprendre que la politique de la ville est un immense chantier désormais permanent et dont aucun gouvernement ne pourra faire l'économie.

Aux fonctions du ministre de la ville, M. Cresson a ajouté, en mai 1991, celles de l'aménagement du territoire. A ce titre, M. Delebarre a fait adopter, avec l'aide de ses collègues concernés, trois schémas d'importance qui conditionnent le développement de l'Hexagone : celui des autoroutes, celui des TGV et celui des universités. Puis il s'est attaqué à un véritable serpent de mer : la décentralisation, toujours prônée et bien rarement appliquée. Là encore le ministre a montré sa détermination. Grâce à l'appui enthousiaste du premier ministre et en trois comités interministériels il a réussi à faire approuver, malgré les réticences d'autres membres du gouvernement, la « décentralisation » vers les régions de 30 000 fonctionnaires.

MARC AMBROISE-RENDU

De la poste et des télécommunications au commerce extérieur

M. Rausch : les pieds sur terre

Il est une règle d'or, jamais démentie, rue de Ségur, siège du ministère des PTT. Si tôt nommé, le nouvel occupant se prend de passion pour les télécommunications, s'immerge dans les débats techniques, défend pied à pied l'ampleur des enjeux industriels, s'élève devant les réalisations futuristes, parle de « nouvelle frontière ». Le temps passant, les graves aidant, La Poste, ses effectifs, ses problèmes sociaux le ramènent généralement abruptement sur terre. M. Jean-Marie Rausch, le ministre délégué chargé de la poste et des télécommunications du gouvernement Cresson, n'en aura pas

en l'occurrence. Le climat social s'est révélé favorable à l'ancien président de l'association des nouveaux médias.

Premier titulaire du portefeuille après la réforme du statut des PTT, M. Rausch a été relativement peu présent sur deux dossiers intéressants l'avenir de la Poste : d'une part, l'élaboration délicate du contrat de plan, qui a été laissée aux seuls soins de Bercy ; d'autre part, son activité dans les services financiers, thème sensible dont le ministre lorrain a su se maintenir à l'écart.

C. M.

Du logement à la coopération et au développement

M. Marcel Debarge, fidèle second

Rarement tandem aura aussi bien roulé que celui constitué sur le logement par M. Marcel Debarge, secrétaire d'État, et M. Paul Quilès, ministre en charge du dossier. Bien malin celui qui aura pu percevoir au cours de ces dix mois de coexistence l'ombre d'une discordance entre ces deux hommes, tous deux fidèles militants du PS.

Le maire du Pré-Saint-Gervais sera toujours apparu comme un fidèle second de M. Quilès sur le dossier de l'immobilier-logement,

auquel il donnait, peut-être, une épaisseur plus sociale que son patron, dont les compétences dépassaient largement le logement. On l'a vu au congrès annuel des RLM en juin 1991, avec le dossier des trente-sept familles du quai de la Gare l'été dernier, ou l'élargissement de l'utilisation des fonds du « 1 % logement »... M. Debarge donnait, en quelque sorte, une touche qualité à l'action, plus quantitative, de M. Paul Quilès.

F. V.

مخدا من الأهل

LA FORMATION

qui changent
la réforme pénale

DU GOUVERNEMENT

Ceux qui changent

De l'équipement à l'intérieur et à la sécurité publique

M. Paul Quilès : une lutte avec Bercy

M. Paul Quilès avait, de l'avis général, réussi dans ses précédentes fonctions, le ministère des PTT. Il s'est retrouvé à la tête d'un très grand ministère dans le gouvernement Cresson : gardant l'espace, il a pris l'équipement, le logement, les transports et le tourisme, peu de temps après (juin 1991).

En dehors de ce dernier secteur, il arrivait en terrain connu puisqu'il avait déjà été en charge de l'équipement, du logement et des transports pendant un an (1984-1985), sous la houlette de M. Laurent Fabius. Bien vu des professionnels du BTP (il avait notamment lancé un fonds spécial des grands travaux en 1985), M. Quilès en repart avec un capital de sympathie qui n'a pas faibli. Il s'est notamment attaché à défendre un secteur en crise. Mais comme tout ministre dépensier, il a dû se battre pied à pied avec le ministère de l'économie et des finances - et son titulaire, M. Pierre Bérégovoy - gardien des deniers de l'Etat.



formule du grand débat public initiée au PTT, il a lancé en octobre 1991 une concertation sur les infrastructures de transport, qui devait aboutir au printemps. Parmi les éléments de réflexion de ce dossier : la procédure d'enquête d'utilité publique.

Le ministre s'est aussi attaché à adoucir la crise sévère qui sévit depuis le premier semestre 1990 dans le bâtiment et le logement. Crise particulièrement aiguë dans les grandes villes (surtout l'Île-de-France), qui se traduit par un ralentissement notable des mises en chantier de logements neufs (inférieurs de plusieurs dizaines de milliers aux besoins), à un amoindrissement irrésistible du marché locatif privé (50 à 100 000 unités en moins par an) et un ralentissement du «turn over» des occupants des HLM. A deux reprises - en septembre 1991 et en mars - M. Quilès a lancé des plans de soutien. Celui du 12 mars, tourné vers les classes moyennes, reste à ce jour en suspens, ses décrets d'application n'étant pas publiés. Qu'en adviendra-t-il ? Un réexamen des dossiers par un nouvel arrivant demandera du temps, auquel s'ajoutera le délai nécessaire à la mise en œuvre... le tout sur fond d'incertitude préélectorale, toujours mauvaise pour le secteur.

M. La. et F. V.

Concertation sur les infrastructures

Dans le secteur des transports, M. Quilès a réussi en décembre 1991 à obtenir un rallonge budgétaire de 1,2 milliard pour les crédits routiers et, quelques jours avant les élections (le 12 mars), un milliard supplémentaire pour les routes et les transports publics. Mais il a aussi eu à gérer des dos-

siers difficiles comme la catastrophe de l'Airbus qui s'est écrasé sur le mont Saint-Odile : grâce à la présence d'un pilote dans la commission d'enquête, il évita de se mettre toute la profession à dos.

Dans l'affaire du TGV-Méditerranée, toutefois, le retard pris dans la déclaration d'utilité publique au sud de Valence n'a pas eu d'effet sur les électeurs écologistes puisque le PS a perdu la Drôme. De même, la question du mode de financement du TGV-Est n'a pas été réglée. Désireux de reprendre la

Des affaires sociales et de l'intégration aux transports et au logement

M. Bianco : l'éternel dossier de la « Sécu »

Pour sa première expérience ministérielle, M. Jean-Louis Bianco a eu fort à faire au ministère des affaires sociales et de l'intégration. D'abord contraint de parler au plus pressé, il a ensuite tenté - avec quelques résultats - d'entamer une réforme de l'assurance-maladie mais son action en faveur de l'intégration n'aura guère dépassé le stade des discours pieux.

Comme chacun de ses prédécesseurs, M. Bianco s'est retrouvé d'emblée confronté aux difficultés de la Sécurité sociale. En mai 1991, le déficit du régime général était estimé à 24 milliards de francs pour la fin de l'année. Pour remédier à cette dérive, le gouvernement a préféré recourir aux bonnes vieilles recettes traditionnelles en augmentant de 0,9 point au 1^{er} juillet la cotisation d'assurance-maladie des actifs et en revalorisant de 50 % le forfait hospitalier. Un choix qui ne satisfait que les seuls revenus du travail, alors que la contribution sociale généralisée (CSG) aurait aussi concerné les retraités les plus aisés et les revenus de la propriété ou du capital.

de 30 milliards de francs à la fin 1992.

La grande manifestation des médecins, en novembre 1991, n'a pas entamé la détermination de M. Bianco à ralentir le rythme de progression des dépenses de santé. Dans la foulée de son prédécesseur, M. Claude Evin, il a amené biologistes, cliniciens privés, infirmières libérales et ambulanciers à respecter des accords de modération.

de certaines prestations non liées au versement de cotisations). M. Bérégovoy devra rapidement confirmer ou infirmer cette éventualité.

M. Bianco, fils d'immigrés italiens et parrain de SOS-Racisme, était porteur d'une philosophie claire en matière d'intégration, qu'il conçoit comme la lutte contre toutes les formes d'exclusion, qu'elles frappent les Français ou les étrangers. Mais le ministre n'aura pas pu dépasser le stade des annonces sans lendemain. Ses projets se heurtent à la stratégie d'un premier ministre qui préfère afficher sa fermeté à l'égard des immigrés, qu'à nourrir l'annuaire entre étrangers et immigrés illégaux.

Accords de modération

Les dépenses progressent de plus de 8 % par an, et, aux yeux de la Caisse nationale d'assurance-maladie et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) limite à 7,1 % la progression des remboursements en 1992 et prévoit des sanctions économiques individuelles pour les praticiens. Mais l'affaire n'est pas encore entendue : pour que ce dispositif puisse entrer en vigueur, il faudra convaincre la Mutualité sociale agricole et la Caisse d'assurance-maladie des non-salariés.

Confirmer les perspectives dégagees par le Livre blanc de M. Michel Bianco a ouvert le débat sur la réforme des systèmes de retraite. A plusieurs reprises, il a indiqué son intention de proposer au premier ministre, dès avril 1992, plusieurs mesures à prendre (allongement de la durée de cotisation, fiscalisation

PHILIPPE BERNARD et JEAN-MICHEL NORMAND

De la communication aux affaires étrangères

M. Kiejman: un avocat de la concertation

Commis d'office à la communication alors qu'il rêvait de la culture, l'avocat Georges Kiejman n'aura eu que le temps de plaider ses dossiers, sans attendre le verdict. Il n'est pas toujours agréable de rogner ses élan, de composer avec les circonstances et avec les hommes, de s'imposer une certaine réserve quand on a l'éloquence facile. C'est pourtant ce qui attendait celui qui se voyait il y a dix mois le ministre de la concertation.

pas ouvertement l'existence. Alors, l'avocat a plaidé. Pour une télévision qui ne s'adresse pas qu'au consommateur (le Monde du 23 octobre 1991) mais soit un instrument de l'égalité des chances au même titre que l'école. Contre «l'information-spectacle» - au risque d'être lui-même piégé par le spectacle de l'information, quand il fut l'un des premiers invités de l'émission «Les absents ont toujours tort» sur La Cinq.

De guerre lasse, et non sans réclamer un débat plus important, le Parlement a voté la loi sur les quotas télévisés, qui harmonise notre législation avec celle de l'Europe. Mais sur la plupart des grands dossiers, on ne saura que plus tard l'effet de ses plaidoiries. L'audiovisuel, public en particulier, reste soumis au bon vouloir de Bercy. Le redressement des chaînes

publiques n'est qu'esquissé. Les décrets fixant le régime des chaînes câblées ne sont pas encore publiés. La controverse sur les normes de diffusion des satellites de télévision n'est pas tranchée. Quant à La Cinq, elle est moribonde, mais pas encore morte. Conformément à la position officielle, M. Kiejman, même s'il ne cache guère ses préférences pour une chaîne culturelle et «de curiosité», a regardé la chaîne privée s'étioler sans intervenir directement. Un avocat réduit au silence.

Difficile de se tailler un rôle entre un ministre de tutelle qui s'appelle Jack Lang, un président de l'audiovisuel public, son ex-rival à ce poste, Hervé Bourges, un Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) juridiquement indépendant et des présidents de chaînes privées qui ne ménagent guère leurs critiques au ministère de la communication, quand ils n'en contestent

Don côté de l'écrit, enfin, dont il souhaitait la «réévaluation». M. Georges Kiejman a réussi à rassurer ceux qu'inquiétaient ses déclarations sur le renforcement des sanctions contre la presse. Mais sans pouvoir véritablement imposer sa marque.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les partants

EDUCATION : M. Lionel Jospin

Les chantiers inachevés

Lorsqu'il prend en charge, en mai 1988, les destinées de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin dispose de quatre atouts. Il peut s'appuyer, tout d'abord, sur la volonté du président de la République de faire de l'éducation la «priorité nationale» de son second septennat. De fait, en quatre ans (1989-1992), son budget aura été porté de 190 à 262,5 milliards de francs. Il y avait belle lurette qu'un ministre de l'éducation n'était pas condamné à gérer la pénurie.

En second lieu, M. Jospin bénéficie, au moment de son arrivée rue de Grenelle, de l'accord très large, dans l'opinion comme dans les milieux économiques, sur la nécessité de développer la formation des jeunes. Et il a pu couler cette ambition dans le bronze de la loi d'orientation de juillet 1989. Non seulement celle-ci réaffirme l'objectif de couvrir 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat, mais elle y ajoute la volonté d'assurer à tous une qualification minimum.

universitaire française qui va être remodelée et étoffée. Au total, 32 milliards de francs, partagés pour la première fois - pour moitié - entre l'Etat et les collectivités locales, devraient être investis dans les cinq prochaines années. A cet effort s'ajoutent la mise en œuvre d'une politique contractuelle avec les universités, le développement des formations professionnelles (relance des formations de techniciens et d'ingénieurs), la réorganisation de la recherche ou encore la réforme du système de recrutement des universitaires.

Dernière chance ?

Tous ces chantiers, cependant, sont loin d'être achevés. D'autres, aussi décisifs, sont restés en plan. La revalorisation ? Elle a été accueillie comme une trop modeste reconnaissance de leurs mérites par des enseignants le plus souvent insouciés des changements pédagogiques impliqués par l'ouverture du lycée et de l'université à l'enseignement de masse. La politique des «80 %» ? Elle est remise en cause de tous côtés, à la fois par ceux qui, comme M. Cresson, soulignent l'inadéquation persistante du système éducatif, mais aussi par les lobbies puissants parmi les enseignants et les intellectuels, qui craignent une déstabilisation en profondeur de l'école et de l'université.



La réforme du lycée ? Lancée tardivement, elle est seulement amorcée, sans qu'aient pu être abordés les deux obstacles majeurs : le baccalauréat et le contenu des programmes. Le collège, se malade de la dérive, a été occulté pendant quatre ans. Quant à la rénovation des premiers cycles universitaires, curieusement engagée in extremis, elle a suscité tant d'inquiétude diffuse, depuis trois mois, que tout semble aujourd'hui gelé.

Deuxième ambition : réduire les «dysfonctionnements» à tous les niveaux. A l'école primaire, les projets d'école, généralisés cette année, doivent organiser la scolarité en cycles de trois ans afin de tenir compte des rythmes des enfants pour réduire les redoublements. Beaucoup plus complexe est le dossier des lycées. Multipliant les instances de réflexion (Conseil national des programmes) et de concertation (Conseil supérieur de l'éducation), M. Jospin a arrêté, en juin 1991, un ensemble de mesures destinées à adapter le lycée - en commençant par la classe de seconde à la rentrée prochaine - à l'enseignement de masse.

Un certain nombre de conditions sont nécessaires, sinon pour une réussite totale, du moins pour un vrai pas en avant, souligne M. Jospin en 1990. Et je me dis quelquefois que s'il n'est pas accompli maintenant, il sera de plus en plus difficile à effectuer. J'ai l'impression de jouer quelque chose comme une dernière chance» (1).

Enfin, à l'instigation de M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation, l'enseignement supérieur a été, depuis quatre ans, l'objet d'un branle-bas général. Avec le plan Université 2000, c'est toute la carte

GÉRARD COURTOIS

(1) Le Débat, janvier-février 1990.

COOPÉRATION : M. Edwige Avicé

Vivacité et franc-parler

«Ambitieux ? Bien sûr !», avait volontiers reconnu, en mars 1978, celui qui n'était alors qu'une toute jeune responsable du Parti socialiste, fraîchement promu membre du comité directeur et du bureau exécutif. Pas question, pour autant, de «devenir une nation», avait ajouté M. Edwige Avicé : «Il faut savoir partir avant d'être séduits» (1).

Nommée ministre déléguée aux affaires étrangères auprès de M. Roland Dumas, M. Avicé parcourt l'Asie et l'Amérique latine, prenant position en faveur des droits de l'homme en Chine, au Tibet ou en Amérique centrale. Elle se préoccupe également des problèmes de l'immigration, et, notamment, du droit d'asile, et de la situation des Français de l'étranger. Un de ses premiers voyages en Afrique la conduira, en mars 1989, au Nigeria, où aucun membre du gouvernement français ne s'était rendu depuis l'arrivée au pouvoir du président Babangida, en 1985.

Tout en affirmant que ce discours a eu «un effet d'accélération» sur le «processus de démocratisation» engagé en Afrique, le ministre de la coopération résume vigoureusement les soupçons - ou les souhaits camouflés - d'une ingérence française. «La France n'est pas le seul ex machina des évolutions en Afrique. La démocratie, c'est d'abord un processus interne aux pays concernés», répète-t-elle inlassablement (le Monde du 23 mars 1992).

Devenue, quelques mois plus tard, à l'âge de trente-trois ans, députée de la seizième circonscription de Paris (14^e arrondissement), elle fera son entrée au gouvernement en mai 1981, au lendemain de la victoire de la gauche. Exception faite des deux années de cohabitation (1986-1988), elle y restera pendant près de dix ans et fait partie, à ce titre, des rares ministres socialistes pouvant se prévaloir d'une telle longévité gouvernementale.

Le conflit du Golfe marque un tournant dans la carrière politique de M. Avicé, qui décide de rompre avec le courant Chevènement et proclame, en février 1991, son «soutien sans faille à la politique du président de la République et du gouvernement». En mai, elle prend la succession de M. Jacques Pélletier à la tête du ministère de la coopération et du développement.

Ces professions de foi ne convainquent pas toujours. Les oppositions africaines suivent, non sans une certaine méfiance, les efforts de médiation française, au Rwanda ou à Djibouti par exemple, et s'étonnent de la discrétion de Paris face à la répression des contestataires du Cameroun, en 1991, ou à l'emprisonnement des opposants de Côte-d'Ivoire, en 1992.

Afrique et démocratie

Première femme à occuper le poste de ministre déléguée à la jeunesse et aux sports, M. Avicé se fera vite remarquer par son franc-parler et la vivacité de ses formules. Après le monde cycliste, choqué d'entendre comparer le Tour de France à une «foire commerciale», c'est celui du rugby qu'il s'agit d'écarter quand le gouvernement décide, en 1983, d'interdire aux sportifs français tout contact avec l'Afrique du Sud. M. Avicé fera ensuite un passage de deux ans au ministère de la défense, autre citadelle masculine, où elle occupe, de 1984 à 1986, les fonctions de secrétaire d'Etat auprès de Charles Hernu.

Héritage et tradition obligent, M. Avicé sillonne d'abord les pays «du champ» - Sénégal, Côte-d'Ivoire et Gabon en tête, où ses propos mesurés sont plutôt appréciés de chefs d'Etat dont les «liens d'amitié» avec la France restent solidement tissés. Prenant note, dans nos colonnes, des «ventes de démocratie» qui commencent à secouer les pays africains (le Monde du 20 juin 1991), elle se fait, dès son entrée en fonctions, le porte-drapeau fidèle des positions françaises, notamment développées, en juin 1990, au sommet franco-africain de La Baule, par le président François Mitterrand.

Outre cette forte présence diplomatique ou militaire, la France ne ménage pas son aide financière et technique aux pays africains, dont elle reste, depuis les indépendances, le principal bailleur de fonds. «Mais rien n'interdit, souligne M. Avicé, de nous investir davantage dans des régions où notre présence est moins forte, en particulier en Afrique australe.» Les mutations en cours dans cette région, notamment en Afrique du Sud, ne sont pas étrangères à ce regain d'intérêt. En tout cas, c'est sur ce point que le ministre de la coopération a le plus innové par rapport à ses prédécesseurs.

CATHERINE SIMON

(1) Interview au Nouvel Observateur du 16 mars 1978.

Les partants

INTÉRIEUR : M. Philippe Marchand

La difficulté de tenir la maison

La guerre du Golfe avait projeté M. Philippe Marchand aux commandes d'un des ministères les plus exposés de la République, le 30 janvier 1991, après le départ précipité de M. Pierre Joxe. On apprécia alors la plénitude d'un ministre qui, dans le calme plat du dispositif antiterroriste Vigipirate, tirait des bouffées de pipe avec une tranquillité toute charbonnière. Quatorze mois plus tard, cette image de force paisible a cédé la place à une appréciation moins flatteuse : du séjour de M. Marchand à la place Beauvau, on retient l'impression d'un ministre qui serait passé à côté des réalités politiques et sociales de la sécurité intérieure.

D'emblée, M. Marchand s'était pourtant affirmé « ministre de l'intérieur à part entière ». Celui qui était jusqu'alors ministre délégué aux collectivités locales voulait ainsi indiquer que, sans pour autant abandonner l'administration territoriale, il prenait en charge les dossiers de la police et de la sécurité. Connaissant peu l'institution policière, ses hommes et ses rapports de force, l'Élu de Charente-Maritime allait vite se retrouver dans la situation du spectateur propulsé dans une cage aux fauves.

En pleine crise des banlieues, on se demandait déjà si la plénitude du ministre était de mise quand, après la mort d'une gardienne du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, les policiers contestèrent ouvertement l'autorité du premier ministre et du maire de la ville. Tout au long de l'année 1991, cette incapacité à « tenir la maison » allait devenir plus évidente au fur et à mesure que s'aggravaient la malaise social dans l'institution. Pour trouver une échappatoire à la grogne des policiers de la FASP exigeant la tête des « technocrates », à l'été 1991, le ministre allait jusqu'à l'inviter le

directeur général de la police, M. François Roussely. Son autorité paraissait minée, au point qu'une manifestation d'inspecteurs et de commissaires réclamait, en octobre à Paris, sa « démission ».

Départementalisation de la police

Chacun s'était alors persuadé que la politique de modernisation du service public policier, mise en œuvre pendant les cinq années des ministères Joxe, serait laissée en jachère par son successeur socialiste. Et en effet, la réforme des carrières restait en plan et le projet de création d'une Haute Autorité de la fonction policière n'avancera pas d'un iota. La grande loi d'orientation sur la sécurité intérieure ne sortira pas des cartons, mais sera remplacée par l'annonce de projets de moindre ampleur sur les sociétés de gardiennage et les polices municipales. Dans ce bilan en creux, seule la départementalisation de la police prend du relief : peut-être parce que l'Élu local Philippe Marchand était d'avance acquis à la décentralisation des services, celle-ci sera progressivement étendue à l'ensemble de l'Hexagone.

En situation de faiblesse dans l'institution policière, le ministre sera aussi fragilisé au sein du gouvernement — malgré l'amitié de M. Mitterrand — pour n'avoir pas su éviter les nombreuses chausse-trappes qui parsèment la route ordinaire des occupants de la place Beauvau. Folle cavalcade des assauts de Chappour Bakhtiar à travers la France, « fuite » d'une liste d'opposants libéraux communiquée par un policier français au gouvernement de Beyrouth, affaire Habache... les pièges ne manqueront pas.

« Le ministre de l'intérieur est le ministre qui doit prévenir et gérer les

crises », disait M. Marchand peu après cette dernière affaire qui le conduisit, pour démissionner place Beauvau malgré la pression de Mitterrand, à démissionner son cabinet. A chaque épreuve, la démission de M. Marchand fut en effet évoquée, sans que celui-ci parvienne à tirer la conséquence des « bavures » pour réformer ses services.

On attendait pourtant le ministre sur le terrain des droits de l'homme, pour l'avoir connu ardent défenseur des libertés à l'Assemblée nationale, partisan de l'abolition de la peine de mort et de l'intégration des immigrés. L'ancien membre de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) aura certes le mérite de régulariser l'existence des fichiers des renseignements généraux. Mais son ministère restera marqué par l'expulsion de l'opposant marocain Abdelmoumen Diouri et par l'amendement Marchand instaurant des « zones de transit » pour les étrangers refoulés aux frontières. La République des juges — le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et le tribunal de Paris — se chargera, dans les deux cas, d'annuler des décisions fortement contestées par les associations de défense des droits de l'homme.

C'est finalement dans le domaine de l'administration territoriale que le bilan ministériel sera le plus convaincant. Manquant peu d'occasions de regagner son terrain charbonnier et sa ville de Saintes — une terre d'élections, qui lui sera d'ailleurs peu favorable lors des régionales et des cantonales — M. Marchand aura fait passer avec succès les projets de loi sur le statut de la Corse, l'administration territoriale et le statut de l'Élu.

ERICH INCIVAN

JUSTICE : M. Henri Nallet

Dans la tourmente d'Urba

Lorsque M. Henri Nallet arrive place Vendôme, au mois d'octobre 1990, une véritable tempête souffle sur le monde judiciaire. Réunis au sein d'une intersyndicale fraîchement créée, magistrats, avocats, greffiers et fonctionnaires se préparent à déferler côte à côte dans les rues de Paris afin de « sauver la justice de la faillite ». La grande troupe sonne abasourdi lors du bicentenaire de la Cour de cassation, le 30 novembre : alors que M. Mitterrand prononce un long discours devant les plus hauts magistrats de France, d'autres magistrats, magistrats, en fait, de banderoles, tiennent de la manifestation des gendarmes mobiles sous les fenêtres du palais de justice de Paris.

M. Nallet, qui vient de quitter un mois agricole en révolte, affirme alors avoir entendu « l'inquiétude et le malaise » des professions judiciaires. L'ancien ministre de l'agriculture, qui admet volontiers qu'il ne « fait pas partie de la famille », a pour lui deux atouts : il est, de l'avis de tous, fin négociateur et il connaît parfaitement les rouages de l'État.

Mais l'affaire Urba, déjà, se profile. Quelques jours à peine après l'arrivée de M. Nallet et Kijman, le livre de l'inspecteur Gaudin sort en librairie. Dénonçant le système des fausses factures et le coup d'arrêt porté en 1989 à l'enquête lancée à Marseille, M. Gaudin démonte le mécanisme de financement du PS. Le tandem de la place Vendôme se trouve dès lors en première ligne : M. Nallet était en 1988 le trésorier de la campagne présidentielle de M. Mitterrand et M. Kijman a été l'avocat de l'un des dirigeants d'une société impliquée.

Dès lors, l'affaire Urba ne laissera plus une journée de tranquillité aux deux localités de la place Vendôme. Tous les mercredis, M. Nallet affronte une véritable tempête lors de

la séance de questions de l'Assemblée nationale. La chancellerie, qui « colle » hiérarchiquement l'ensemble des parquets de France, refuse toutefois d'ouvrir une information judiciaire à Marseille. En novembre 1990, M. Nallet adopte la même attitude dans l'affaire dite de la « bulle de Fleury » : malgré un rapport du procureur de la République de Marseille, le ministre s'oppose à l'ouverture d'une information judiciaire dans ce dossier qui mentionne une nouvelle fois le nom d'Urba.

Cette obstination lui vaudra, cinq mois plus tard, un douloureux « retour de bâton » : le 7 avril 1991, le juge Thierry Jean-Pierre perquisitionne un dimanche au siège parisien d'Urbatech. La réponse de la chancellerie soulève un tollé : le juge d'instruction du Mans est immédiatement dessaisi et M. Nallet et Kijman parlent avec emportement d'« équipes sauvages » et de « cambriolage judiciaire ». L'instruction du dossier se poursuit finalement à Rennes, mais la polémique sur les interventions « politiques » de M. Nallet reprend fin 1991 avec l'affaire Tapie : malgré un rapport du procureur de la République de Marseille, la chancellerie refuse d'ouvrir une information judiciaire sur les comptes de l'OM.

La tourmente Urba laisse peu de répit au garde des sceaux, mais les réformes, peu à peu, progressent. Pour contenir la grogne du monde judiciaire, M. Nallet, épaulé par M. Sepin à partir de mai 1991, sait qu'il doit s'attaquer à deux maux : la pauvreté de la justice et son archaïsme. Au chapitre de la pauvreté, M. Nallet, qui connaît les grognements de Berry, se montre modeste. Ébranlé par le mouvement de protestation de 1990, M. Michel Rocard accorde en décembre une rallonge de 500 millions qui sera en partie gri-

notée par la guerre du Golfe. L'année suivante, le budget progresse de 4,8 %.

Au chapitre de la « rénovation », M. Nallet commence par sortir de l'ornière le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires avant de relancer la réforme de l'aide légale. Suivent la réforme du statut des magistrats, celle du statut des greffiers, et le lancement de la départementalisation. M. Sepin, lui, poursuit la réforme du code pénal et du code de procédure pénale. Le garde des sceaux parle de « modernisation », mais le monde judiciaire rendra : les avocats jugent la réforme de l'aide juridique insuffisante, les greffiers protestent contre le projet de réforme de leur statut, et les magistrats font la moue devant la timidité du texte qui renvoie leur statut. L'ensemble est le plus souvent jugé décevant : les réformes contiennent souvent de « bonnes choses », mais on est loin d'un véritable bouleversement. La départementalisation, elle, est fortement contestée : à droite comme à gauche, les magistrats dénoncent la tentative de « mainmise de l'exécutif ».

Certes, ce n'est plus la tempête : l'intersyndicale qui avait mené les grandes journées de protestation de 1990 s'est assoupie et les mouvements revendicatifs (greffiers et surveillants de prison) se comptent désormais sur les doigts d'une main. La grogne est pourtant là, toujours présente, même si elle a peu à peu changé de nature : aux revendications « matérielles » et « statutaires » de 1990, se sont ajoutées des réflexes de défiance renouvelés vis-à-vis du politique. M. Nallet, malgré ses efforts en faveur de la « modernisation », restera sans doute dans la mémoire judiciaire le garde des sceaux de l'affaire Urba.

A. C.

ENVIRONNEMENT : M. Brice Lalonde

L'écologie au pouvoir

Brice Lalonde était fier d'être « le premier écologiste dans un gouvernement ». De fait, en mai 1983, ce fut une première mondiale, car l'avocat américain conservateur William Reilly ne fut nommé à la tête de l'EPA (Agence américaine de protection de l'environnement) qu'en février 1983. Et l'EPA n'est qu'une agence fédérale chaperonnée par le gouvernement fédéral. Quant à l'agronome écologiste brésilien José Luizenberg, il ne devint ministre fédéral de l'environnement qu'en 1991... pour être remercié au bout de quelques mois à cause de ses déclarations intempestives !

Cette « première », Brice Lalonde va la cultiver tout au long de son « règne » à la tête du ministère de l'environnement. Au point d'écarter ses prédécesseurs, même les plus bienveillants, comme Robert Poujade, le premier en titre, et Hugues Bouchard, resté presque aussi longtemps que lui à ce poste. Ses prédécesseurs — et ses collègues — supportaient mal sa propension à tout faire démarquer de son entrée au gouvernement.

Dès son arrivée rue Georges-Mandel, l'ancien animateur des Amis de la Terre annonce son intention de mener une action internationale pour mettre la France au niveau de ses partenaires européens, et même « en tête ». Il fait donc ratifier les traités internationaux en suspens comme le protocole de Montréal (protection de la couche d'ozone), la convention de Bonn (protection des espèces migratrices), et la convention de Berne (sauvegarde des habitats naturels).

Il plaide aussi pour que la France prenne des initiatives spectaculaires, destinées à redresser son image sur la scène mondiale. Cela aboutit en 1989 à trois opérations pionnières : la convention, en mars, d'un sommet pour lutter contre l'effet de serre, qui se conclut par l'appel de La Haye, auquel souscrivirent vingt-quatre pays ; l'interdiction, en juin, de l'importation de l'ivoire en France, qui

déboucha en octobre sur un accord international à Lausanne ; enfin, en août, la campagne pour interdire l'exploitation minière en Antarctique, qui s'achèvera par un traité international en 1991.

Pour que la France ne fasse pas trop mauvaise figure au « sommet de la Terre » de Rio, en 1992, il pousse à plusieurs initiatives d'urgence : la convocation, à Tunis, des ministres francophones de l'environnement, puis la réunion à Paris des ONG (organisations non gouvernementales) qui se préoccupent d'environnement et de développement. Ce « pré-sommet » de décembre 1991, soigneusement couvert par François Mitterrand, permet aux « voix » de s'exprimer avec la bénédiction de la République française.

A l'intérieur de l'Hexagone, Brice Lalonde aura beaucoup plus de mal à convaincre. Mais il parvient à réduire l'opposition des constructeurs automobiles à l'introduction du pot catalytique et à se réconcilier même avec le patron de Peugeot, Jacques Calvet, le grand adversaire des normes européennes. Il a moins de mal avec les CFC (chlorofluorocarbones) : les vendeurs de bombes aérosols acceptent de bon gré de les abandonner, et les fabricants se mettent sans barguigner à la recherche de substituts.

Cavalier seul

Le ministre écologiste s'attaque ensuite à trois « grands chevaux » : l'eau, les déchets et la mise en place d'un ministère capable d'élaborer une politique et de l'imposer (le « plan vert »). La préparation de la loi sur l'eau est l'occasion d'un premier « succès » : le ministre de l'environnement dénonce les « agriculteurs pollueurs », dont les abus d'engrais et les trop-pleins de lisier contribuent à la pollution des eaux. Pour la première fois dans l'histoire de la République, un membre du gouvernement ose s'en prendre à un tabou : l'agriculture !

COMMERCE ET ARTISANAT : M. François Doublin

L'ouverture le dimanche

Deux grands dossiers auront dominé le travail de M. François Doublin au ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation : l'ouverture des magasins le dimanche et la modernisation de la loi Royer. Si le second problème a été réglé par la publication de mesures destinées à rendre plus transparent le fonctionnement des

commissions départementales d'urbanisme commercial, le premier reste ouvert. Et ce, malgré les efforts déployés par Virgin, qui n'hésita pas à braver la loi. Cette question, trop sensible pour être réglée à la veille d'élections, restera donc posée au successeur de M. Doublin.

F. V.

ROGER CANS

P. R.-D.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT :

M. Jean Poperen

Un homme de couloirs

M. Jean Poperen aime le Parlement. Surtout pour ses couloirs. Depuis sa nomination, en mai 1988, à la tête du ministère chargé des relations avec le Parlement, membre du gouvernement n'a fréquenté avec autant d'assiduité la salle des Quatre-Colonnes du Palais-Bourbon. Mais à l'analyse des faits de loi ou au décompte laborieux des amendements, M. Poperen préfère de loin le commentaire acerbe des dernières escarmouches entre courants au sein du Parti socialiste.

Sa passion pour la vie de son parti, qu'il avait rejoint au congrès d'Épinay en 1971, poursuivait ainsi un engagement militant comme à dix-huit ans au PCF, puis au PSU de Michel Rocard avant de rejoindre, en 1968, la FGDS de François Mitterrand, ne l'a toutefois pas empêché d'assumer très consciencieusement ses fonctions ministérielles et de siéger de longues heures au banc du gouvernement pour remplacer ses collègues défilants. Ces moments-là, surtout lorsqu'il lui offrait, comme les questions d'actualité de mercredi, l'occasion de mousser les députés de l'opposition, ont souvent donné la mesure de son talent d'orateur et de polémiste.

Sous le gouvernement de M. Michel Rocard, auquel le lie une vraie amitié en dépit d'analyses politiques divergentes, M. Poperen avait abandonné à M. Guy Cussone, conseiller du premier ministre pour le Parlement, le soin de trouver des majorités de circonstance sur les textes. « L'ouverture » entendue dans le sens du débouchage individuel, n'était guère de goût du ministre chargé des relations avec le Parlement qui lui aurait préféré une alliance en bonne et due forme avec les communistes. Le ministre a, en revanche, eu fort à faire avec les velléités de rénovation des travaux parlementaires de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale de 1988 à janvier 1990, qui n'étaient pas toujours aisées à mettre en œuvre.

Quatre ans à la tête de ce ministère-charnière auront en tout cas permis à séparer l'évocation du nom de M. Poperen, du qualificatif de « sectaire ».

SANTÉ : M. Bruno Durieux

La solitude d'un centriste

Malgré un an et demi de présence au gouvernement, M. Bruno Durieux n'a jamais donné l'impression d'avoir vraiment fait sa place. Son titre de ministre délégué, ses relations parfois difficiles avec ses deux ministres de tutelle successifs — MM. Claude Evia et Jean-Louis Bianco —, la nouveauté que représentait pour lui la découverte du monde de la santé, sa qualité de « ministre d'ouverture », rien de tout cela ne contribua à lui faciliter la tâche. Si l'on ajoute une crise sociale importante — le mouvement des infirmiers — une discussion épineuse au Parlement lors du débat sur la réforme hospitalière et surtout l'affaire du sang contaminé, on comprend que M. Durieux ne fut guère gâté par les événements.

Pourtant, à son arrivée avenue de Ségur, ses éloges, volontiers arborés, de centriste, libéral, chrétien social européen et surtout barbare, lui avaient attiré d'emblée une certaine sympathie de la part d'un corps médical traditionnellement mal disposé à l'égard de la gauche. M. Evia, puis M. Bianco lui firent jouer le rôle de « Monsieur bons offices » au moment de la discussion sur les réformes hospitalières. Les communistes étant contre, il lui fallut tenter de s'attirer la bienveillance de ses amis centristes du CDS. Deux mois durant, d'avril à juin 1991, sous deux premiers ministres différents, il tenta tout pour éviter que

cette loi fût votée à l'aide de l'article 49-3 de la Constitution. Il y parvint in extremis, grâce à l'aide d'une poignée de députés barbares, au terme d'une séance dont l'Assemblée nationale ne sortit pas grande.

L'automne 1991, il eut à affronter un important mouvement de revendication des infirmiers. Au terme de négociations-marathons et de manifestations houleuses, qui virent les forces de l'ordre jeter des grenades lacrymogènes et matraquer des infirmiers, M. Durieux finit par résoudre — sans doute provisoirement — un conflit qui menaçait de s'enliser.

FRANCK NOUCHI

FRANCOPHONIE : M^{me} Catherine Tasca

Du crédit mais peu de crédits

A propos de cette jeune femme attentive et n'abaissant pas de son charme, M. Mitterrand opina un jour : « C'est une lame ! ». Pour s'imposer, face à un milieu politique peu enclin à prendre la question francophone au sérieux, l'ancienne ministre de la communication a préféré, à l'instar de son prédécesseur, Alain Decaux, suivre la voie de la persuasion plutôt que celle de l'éclat. Devant son discours visant patiemment à montrer l'intérêt diplomatique et culturel de la France à soutenir plus activement un mouvement intercontinental à base linguistique, passé en vingt ans d'une trentaine à près de cinquante pays ou entités, M^{me} Tasca s'est vu souvent rétorquer : « Quels sont vos crédits ? ». Or la francophonie stricto sensu n'a guère bénéficié, ces dernières années, de la part de Paris, que de 400 à

500 millions de francs par budget. A son actif, on peut inscrire le déroulement plutôt satisfaisant du quatrième Sommet de la francophonie, réuni en novembre 1991 au palais de Chaillot, conférence qui enregistrera en particulier l'adhésion spectaculaire d'États comme la Roumanie et la Bulgarie. On retiendra également l'action de M^{me} Tasca en faveur de l'extension à l'Afrique noire de la chaîne internationale francophone TV 5. En revanche, elle aura été plus discrète sur d'autres problèmes graves, comme la sorte de discrimination tendant à s'installer, en France même, à l'égard de la recherche scientifique en français ou comme le lent renouveau linguistique français au sein des Communautés européennes.

J.-P.P.-H.

La stratégie du hérisson

par Alain Rollat

C'ÉTAIT inévitable : la formation du nouveau gouvernement se traduisait par la mise à la retraite anticipée de deux des « éléphants » historiques du Parti socialiste, MM. Lionel Jospin et Jean Poperen, certains jadis de l'opposition ironisaient sur le nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, en le comparant, vendredi matin 3 avril, à un Hannibal privé de sa force de frappe.

Cette comparaison est peut-être plaisante mais elle n'est pas juste, car la stratégie gouvernementale par M. François Mitterrand, Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius s'inspire moins de la seconde guerre punique que de la guerre des Gaules. Le président de la République, qui connaît par cœur ses classiques et se pique volontiers de concilier l'art politique et l'art militaire, emprunte, cette fois, à Jules César, qui n'avait pas son pareil pour éviter que ses revers militaires ne se transforment en débâcle : il prévoit toujours, pour ses légions, des positions de repli solidement retranchées d'où il pouvait préparer ses contre-offensives.

Devant les ravages causés dans les rangs socialistes par les élections des 22 et 29 mars, dont l'ampleur l'a surpris, M. Mitterrand, en tant que garant institutionnel de la cohésion nationale, pouvait être tenté de répondre à l'éclatement des forces politiques en prenant acte de la déroute des socialistes et en recherchant de nouvelles alliances par la nomination d'une personnalité non-socialiste à l'hôtel Matignon et par la formation d'un gouvernement plus ouvert, politiquement, que le précédent, notamment en direction des écologistes. Il a jugé que cette option de la fuite en avant le conduirait à une impasse. M. Mitterrand s'est rangé sans difficulté à l'avis de ceux qui, tel M. Jack Lang, préconisaient le retour aux sources et le resserrement du camp en soulignant que s'il existait encore un espoir de reconquête, pour les socialistes, il passait par la reconstruction d'un socle identitaire. Le chef de l'Etat a donc décidé d'emprunter à Jules César la stratégie du hérisson consistant, en milieu hostile, à reconstruire ses forces à l'abri d'un ouvrage fortifié.

Tel qu'il est expliqué depuis jeudi soir à l'Élysée, le « mode d'emploi » du nouveau gouvernement illustre parfaitement ce souci de reconquête interne conçu comme la meilleure des garanties pour la suite des événements : « resserrement, rapprochement, recherche d'une plus grande cohésion, d'une plus grande efficacité... »

Les fonctions régaliennes de l'Etat (monnaie, diplomatie, administration publique, police, défense...) restent assurées par des vétérans alignés derrière M. Bérégovoy : MM. Dumas, Delebarre, Quilès, Joxe, Charensat. Ceux-ci encadrent les ministres-loups, qui ont fait leurs classes dans le giron présidentiel, M. Michel Vauzelle (Justice), M. Ségolène Royal (Environnement), M. Marie-Noëlle Lienemann (Logement et cadre de vie), et ceux

qui ont déjà participé à la dernière campagne en prenant parfois le gelon, MM. Michel Sapin, Bernard Kouchner, M. Frédéric Bredin (Jeunesse et sports) Marine Aubry (Travail). Mais, curieusement, c'est à un manipulateur exclusivement féminin que le chef de l'Etat et son premier ministre confient les travaux prioritaires : travail, emploi, formation professionnelle (M. Aubry), logement, cadre de vie (M. Lienemann), environnement (M. Royal), affaires européennes (M. Guigou)...

M. Mitterrand aura ainsi ses « armées ». Le reste de la cohorte, déléguée des « grognards », est composée d'hommes « qui y croient ».

L'eau et le feu

Quant à M. Jack Lang, promu au rang de numéro deux du gouvernement et chargé d'un super-ministère de l'Éducation nationale et de la culture, qui englobera aussi la responsabilité de la communication, parce que ses résultats personnels, à la fois dans l'action gouvernementale et sur le terrain électoral, démentent la réputation de fantasiste qui lui est souvent faite, il fonctionnera « en binôme » avec M. Bérégovoy et sa mission de reconquête des jeunes déçus du mitterrandisme sera déterminante dans la réussite ou l'échec du nouveau schéma de travail élyséen.

L'eau et le feu, la prudence et l'impétuosité, M. Mitterrand attend beaucoup de l'alliage constitué par ces deux caractères différents. Il en espère un sursaut de créativité.

Le gouvernement de M. Bérégovoy n'est donc pas, loin de là, un gouvernement de transition. Le chef de l'Etat lui fixe, au contraire, une tâche de longue haleine et attend de lui des exploits.

Mais le hérisson, évidemment, n'est jamais en fin de soi. Il permet de préparer des parades mais, en cas de siège, il peut dégénérer en bunker sans issue. M. Mitterrand mise énormément, en complément, sur le renfort « extérieurs » de M. Laurent Fabius dont il veut croire qu'il saura rénover le PS et à qui est ainsi dévolu le rôle de la cavalerie. C'est à M. Bérégovoy qu'est imputée la mission de créer les conditions psychologiques de la reconquête mais c'est au corps d'armée socialiste, ou du moins à ce qu'il en reste, qu'il appartient, sous la conduite de M. Fabius, de renouer, sur le terrain, les alliances avec les écologistes, comme avec les communistes critiques, s'ils le veulent, afin que la conjonction de ces préfigurés savants produise un miracle à l'issue de la bataille en mars 1993.

Certains stratèges objecteront sans doute que la présence dans ce plan d'un fantasme aussi imprévisible que M. Bernard Tapie pour représenter le grain de sable dans la machine de guerre mais M. Bérégovoy, qui le connaît bien, s'en porte personnellement garant. Et puis, après tout, même Jules César avait, si l'on ose dire, son talon d'Achille...

La maison Mitterrand

Suite de la première page

Aux termes de la Constitution, le premier ministre dirige certes l'action du gouvernement, qui « détermine et conduit la politique de la nation ». Mais nul n'ignore que « la politique de la nation » est arrêtée par le chef de l'Etat, et par lui seul. Pourquoi nommer un nouveau premier ministre, dès lors que celui-ci se place dans la continuité de son prédécesseur et que le président de la République n'entend pas changer de politique ? Dans ces conditions, seules la compétence technique, nécessaire pour maîtriser le lourd appareil de l'administration, et la capacité de communiquer, indispensable pour convaincre les Français, peuvent distinguer, sous la V^e République, un chef de gouvernement d'un autre.

La compétence technique de M. Bérégovoy est incontestable : le successeur de M. Cresson a acquis depuis 1981 une assez bonne connaissance des rouages de l'Etat pour en garantir un fonctionnement correct. Quant à son art de la communication, il s'est révélé suffisamment efficace pour lui valoir une image d'honnête homme, travailleur et proche des gens, qui, à défaut de « charisme », devrait toucher l'opinion. Cela peut-il lui per-

mettre de réussir là où M. Cresson a échoué ? Probablement non. Il lui faudra un autre atout, celui qui a manqué précisément à son prédécesseur et qu'il peut, lui, espérer obtenir : l'appui des socialistes. La formation du gouvernement, solidement organisée autour du noyau qui tient aujourd'hui le PS, confirme que M. Bérégovoy entend bien exploiter cet avantage.

Le réseau fabiusien

Chaque fois que le poste de premier ministre a été confié à une personnalité devant au chef de l'Etat, et à lui seul, sa promotion, l'expérience s'est soldée par un échec. Avant M. Edith Cresson, M. Pierre Messmer sous le mandat de Georges Pompidou et M. Raymond Barre sous celui de M. Valéry Giscard d'Estaing ont connu une impopularité croissante, qui a conduit certains de leurs propres amis à souhaiter leur départ pour protéger le président de la République. Celui-ci se trouvait en effet, selon la formule consacrée, en première ligne : son premier ministre risquait donc de l'entraîner dans sa chute.

Pour réussir, un premier minis-

Des marges de manœuvre économiques limitées

La Bourse n'a pas véritablement flambé après l'annonce de la nomination de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, à laquelle elle était très préparée. Le CNPF s'est abstenu, conformément à sa tradition, de tout commentaire officiel. Mais la satisfaction des milieux financiers et industriels est évidente. Voilà longtemps que le CNPF s'est fait sa religion sur le nouveau premier ministre et qu'il considère que globalement sa politique économique va dans le bon sens.

A cette satisfaction qu'on se garde d'exprimer trop fort s'ajoute un sentiment de soulagement : la lenteur de la décision présidentielle ayant évité quelques craintes — mais aussi quelques premières inquiétudes. Le chef du gouvernement ne va-t-il pas porter quelques coups de canif, dans la perspective des élections législatives de mars 1993, à la politique rigoureuse du ministre de l'économie ?

M. Bérégovoy ne peut guère jouer les Gribouilles et défaire en onze mois ce qu'il a patiemment construit en six ans de ministère à Rivoli puis à Bercy. Il ne peut pas ruiner sa réputation de défenseur du franc fort, après avoir plaidé en 1985... pour la sortie du système monétaire européen, et prendre le risque de relancer l'inflation ou d'aggraver le déficit du commerce extérieur. Ses marges de manœuvre sont au demeurant limitées. La France ne peut pas se permettre de faire le grand écart avec ses partenaires européens au moment où arrive sur le devant de la scène la ratification du traité de Maastricht sur l'union économique et monétaire.

La quadrature du cercle

Les pressions pour venir à bout du « déficit social » tant reproché à M. Cresson vont s'intensifier de deux côtés. D'abord du côté des syndicats, qui connaissent bien le nouveau premier ministre, d'abord comme responsable des relations avec les partenaires sociaux au PS puis pendant deux ans comme ministre des affaires sociales — et enfin comme ministre de l'écono-

mie, poste où il a souvent joué le rôle de « Monsieur Niets » face aux revendications syndicales. Il s'est ainsi toujours refusé à jouer la relance, notamment en laissant filer le déficit budgétaire. Pour autant, les syndicats ne désespèrent pas — et notamment FO, qui ne voit pas d'un mauvais œil sa nomination — de voir le premier ministre se réorienter devant la notion de « solidarité » dont il a parlé dans sa première déclaration.

Ensuite, du côté du Parti socialiste. Le parti au pouvoir attend un véritable renouveau de la politique gouvernementale, ce qui implique qu'elle ne s'inscrive pas dans la simple continuité de ce qui a été fait jusqu'à présent. Déjà M. Laurent Fabius, dont M. Bérégovoy et nombre de ministres sont proches, a demandé des « corrections de trajectoire », en particulier dans le sens de la « justice sociale ». Pour le premier secrétaire du PS, il faut répondre au « besoin de changement » exprimé par l'opinion à travers les élections régionales et cantonales.

Dès lors, M. Bérégovoy va se trouver rapidement dans une situation difficile. Il lui faut démontrer que sa politique répond davantage aux attentes de l'opinion que celle du précédent ministre de l'économie, sans pour autant briser les piliers de la « désinflation compétitive ». La quadrature du cercle. Que faire ? Alors que l'on parle déjà d'un déficit budgétaire de l'ordre de 150 milliards de francs en 1992, le nouveau premier ministre peut difficilement se résoudre à laisser filer à l'excès les dépenses publiques en se livrant à une relance déguisée. Il

est fort probable en revanche qu'il va accélérer les privatisations partielles inaugurées avec le Crédit local de France et Elf Aquitaine, de façon à financer par une large part sa politique de traitement économique du chômage. Ira-t-il au-delà, notamment en développant le traitement social dans le cas où la croissance s'avérerait insuffisante cette année pour éviter la franchise-chômage de 3 millions de chômeurs ? M. Bérégovoy a d'ores et déjà annoncé des « mesures audacieuses » dans ce domaine.

On sait qu'il envisage de favoriser le développement du travail à temps partiel, même si beaucoup a déjà été fait et si le récent rapport Marimbert ne laisse pas espérer de miracles. On sait aussi qu'il est favorable à une diminution du coût du travail, ce qui avait abouti à quelques passes d'armes avec M. Martine Aubry, ministre du travail, sur l'éventuelle création d'un SMIC jeunes. Le chef du gouvernement pourrait être tenté par de nouvelles initiatives qui pourraient combiner une amélioration des bas salaires dans certains secteurs et un allègement des charges patronales sur les rémunérations les plus basses, quitte à le compenser par un relèvement pour les rémunérations les plus hautes. Un moyen de combiner efficacité économique et justice sociale... ? M. Bérégovoy peut au moins espérer que sur une telle orientation Bercy, dévolu à un jeune novice, ne lui mette pas de bâtons dans les roues.

MICHEL NOBLECOURT

L'équilibre des courants socialistes

Le « congrès de Solferino-Bercy »

Le changement de gouvernement s'accompagne, pour les socialistes, d'une sorte de « congrès » subreptice, qui laisse sans voix les « minoritaires ». Tout se passe comme si M. Laurent Fabius, et M. Mitterrand avec lui, réglaient, deux ans après, les comptes du congrès de Rennes, au cours duquel il avait échoué à prendre la direction du PS.

Le départ de M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement depuis juin 1988, est une des illustrations les plus évidentes du processus mené à bien par les fabusiens. En tentant de jouer au troisième larron, il y a deux ans, et d'écarter M. Fabius et M. Michel Rocard à soutenir sa propre candidature au poste de premier secrétaire, le maire de Meyzieux avait gêné le député de la Seine-Maritime. Celui-ci étant devenu premier secrétaire il y a deux mois et demi, M. Poperen s'était opposé à lui au sujet de la constitution des listes pour les élections régionales. Il fait les frais du 31 mars par M. Fabius et du « renouvellement » annoncé aux parlementaires socialistes, jeudi, par M. Pierre Bérégovoy.

Autre courant minoritaire, celui des amis présents ou passés de M. Jean-Pierre Chevènement est, lui aussi, victime de l'offensive fabiusienne. M. Edwige Avice, qui avait rompu avec l'ancien ministre de la défense au moment de la guerre du Golfe, mais qui continuait à représenter au gouvernement la sensibilité de son ancienne famille au sein du PS, ne figure pas dans la nouvelle équipe. Celle-ci n'est pas ouverte, au niveau des ministres en tout cas, aux autres dissidents de Socialisme et République, réunis autour de MM. Michel Charzat — et Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse.

Le principal courant auquel M. Fabius s'est attaché, en mai 1988 d'abord, au congrès de Rennes ensuite, est le plus attentif par le changement de gouvernement : le courant de M. Lionel Jospin quittant le ministère de l'Éducation nationale, deux autres ministres qui l'avaient soutenu il y a deux ans partent eux aussi. L'éviction de M. Henri Nallet et Philippe Marchand s'explique pour des raisons qui tiennent à leur situation individuelle — le premier ne s'étant pas remis d'avoir été un des cibles des accusations portées par l'opposition au sujet de l'affaire Urba, le second ayant échoué à maîtriser le ministère de l'Intérieur — mais, en termes d'équilibre de

courants, ils ne sont pas remplacés. S'il reste ministre d'Etat, M. Michel Delebarre perd la responsabilité des problèmes de la ville, confiés à M. Bernard Tapie, pour celle, moins valorisante, de la fonction publique. De ce qui était le « courant 1 » à Rennes (formé par MM. Mauroy, Jospin et Mermaz), il ne reste au gouvernement, outre le ministre de l'Agriculture et celui de la fonction publique, que M. Dominique Strauss-Kahn, qui ne change pas d'attributions (l'industrie et le commerce extérieur), mais passe du rang de ministre délégué à celui de ministre de plein exercice.

Les rocardiens ne peuvent se plaindre de leur sort, l'un d'entre eux ayant le privilège de succéder à M. Bérégovoy lui-même (M. Michel Sapin devient ministre de l'Économie et des finances). L'accord entre MM. Fabius et Rocard est ainsi honoré, tandis que l'ancien premier ministre — appelé à l'Élysée le 1^{er} avril, non pas pour être consulté sur le changement de gouvernement, mais pour en être informé et s'y voir publiquement associé — peut estimer que la présence de M. Bérégovoy à l'hôtel Matignon n'est pas de mauvais augure pour lui. Comptable de la gestion économique depuis 1988, le nouveau premier ministre n'est pas de ceux qui pourraient accablent son prédécesseur. Au surplus, le maire

de Nevers, fabiusien, est l'un des artisans du *modus vivendi* auquel sont parvenus MM. Fabius et Rocard.

Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement Bérégovoy est en grande partie un « gouvernement Fabius », et qu'avoir fait le bon choix à Rennes — était la principale clé permettant d'en faire partie. M. Michel Vauzelle réunit, ainsi, les deux qualités d'être un fidèle de M. Mitterrand et d'avoir pris part pour M. Fabius, M. Ségolène Royal, elle aussi fidèle du président, avait évité de choisir à Rennes. M. Marie-Noëlle Lienemann s'y était ralliée à M. Fabius, comme MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, avec qui elle avait créé ensuite, au moment de la guerre du Golfe, la Gauche socialiste.

La prise de contrôle du PS par l'ancien premier ministre a progressé de plusieurs longueurs avec la formation du gouvernement de M. Bérégovoy, lequel ne rencontre guère d'opposition affirmée au sein du PS, qui demandait avant tout un nouveau premier ministre. Le « congrès de Solferino-Bercy » est loin d'en faire que du bien, mais il n'existe pas de tribune dont ceux qui ont à s'en plaindre pourraient s'emparer pour le proclamer.

PATRICK JARREAU

L'adolescence normande de M. Bérégovoy

Dans l'aviion du GLAM, M. Pierre Bérégovoy, à l'époque ministre des affaires sociales, se détend, après une réunion du Bureau international du travail à Genève. Il raconte une sombre histoire de crime qu'il a eu à connaître vingt-huit ans plus tôt, alors qu'il était jeune secrétaire de la section SFO de Rouen. Il se rappelle encore le cadavre de l'homme, la marque de la voiture — une traction avant, — l'heure et le lieu : une obscurité Montfort-l'Amaury. Il n'a pas oublié les circonstances, le nom des témoins ni le rôle trouble du député SFO de Rouen-Gauche, Jean Capdeville. Vice-président de la commission de la défense nationale, celui-ci est impliqué dans un trafic de graisses à chausseries de l'armée. Démissionnaire, il redeviendra commandant de compagnie de CRS...

Rouen, ou plutôt sa banlieue ouvrière, M. Pierre Bérégovoy connaît bien. Il y est né en 1925 à Deville-lès-Rouen. Avec sa mère Irène — une Normande — et son père, Adrien, d'origine ukrainienne, ses deux frères et sa sœur, il habite successivement Caudbec-Beaumont et Elbeuf, où il obtiendra son CAP d'ajusteur-traisseur. Un temps, ses parents seront épiciers

à Darnétal. Il entre aux Chemins de fer et, après la Libération, profite de la « promotion des Français résistants » pour commencer une nouvelle carrière à Gaz de France.

Jeune, ses ambitions n'étaient que militantes et sa défense de la tradition ouvrière l'amène à se heurter aux caducques de son parti. Désigné en 1956 par ses camarades comme candidat à la candidature au siège de député laissé vacant par Jean Capdeville, il sera écarté par M. Tony Larue, maire du Grand-Quevilly (le même qui laissera son mandat à M. Laurent Fabius vingt ans plus tard). Son rival d'alors prétend même s'en être débarrassé en 1958 en lui faisant poursuivre sa « carrière de gazier » à Paris.

Mais la rupture était déjà consommée. Comme tant d'autres à l'époque, M. Pierre Bérégovoy ne supportait plus les compromissions du parti de Guy Mollet. Avec des amis radicaux, il commence à nouer des relations avec Pierre Mendès France, alors député de l'Eure et maire de Louviers, une ville proche de Rouen. De ces rapprochements entre jeunes militants venant de la gauche non communiste va naître le Parti socialiste autonome (PSA), dont il sera l'un

des fondateurs, puis, après la fusion avec l'Union de la gauche socialiste (UGS), le Parti socialiste unifié (PSU). Il continuera de venir souvent à Rouen, où son frère Michel avait suivi le même itinéraire politique, animateur local du PSA, secrétaire fédéral du PSU, « parce qu'il était un cheminot », aujourd'hui député PS de la capitale normande et membre du courant de M. Jean Poperen. Parfois, pour des motifs d'appartenance à des courants différents, les retrouvailles familiales sont animées.

Depuis la mort de sa mère, l'an passé, M. Pierre Bérégovoy ne garde plus qu'un seul vrai lien avec le pays de son enfance. Il possède une résidence secondaire à Saint-Martin-aux-Buneaux, dans l'arrondissement de Dieppe. Hormis sa famille, peu de gens se souviennent de son passé rouennais. Pourtant, un de ses vieux complices en politique se souvient du conseil qu'adressait un préfet de Seine-Inférieure, Robert Hirsch, aux débutants qu'ils étaient : « Cet ami-là, ne l'oubliez pas, il fu l'ain ».

GERGE BOLLOCH et ALAIN LEBEAUBE

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Les réactions en France et à l'étranger

Les syndicats espèrent un assouplissement de la politique économique

Sans trop le dire - mais sans, non plus, se bercer d'illusions - les centrales syndicales espèrent que le contexte politique dans lequel intervient la nomination de M. Pierre Bérégovoy incitera le nouveau gouvernement à satisfaire leurs demandes en faveur de choix économiques moins axés sur le respect des grands équilibres. En d'autres termes, il suggère à M. Bérégovoy, premier ministre, d'assouplir la politique menée depuis près de quatre ans par M. Bérégovoy, ministre de l'économie.

Prenant au mot le nouveau chef du gouvernement, qui a placé la lutte contre le chômage au premier rang de ses priorités, les syndicats ont renouvelé jeudi 2 avril leurs demandes traditionnelles. « Je souhaite que M. Bérégovoy prenne conscience que les grands équilibres, ce n'est pas simplement la monnaie, l'équilibre de la balance commerciale, la compétitivité économique », a souligné M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT. Selon lui, il faudra prendre à bras le corps « l'emploi et la lutte contre l'exclusion, faute de quoi la société française continuera à être désastreuse ».

De son côté, la CFTC insiste pour que « la volonté de changement » exprimée par les électeurs « soit prise en compte dans le domaine économique et social ». Le

président de la CFE-CGC, M. Paul Marchelli, reconnaît « la bonne qualité » des résultats obtenus par M. Bérégovoy à Bercy mais considère que celui-ci risque « d'être rejeté » s'il s'obstine à apparaître comme « le gardien du temple des grands équilibres ».

Force ouvrière réaffirme pour sa part « l'urgence d'un inflexionnement réel de la politique économique, indispensable pour lutter efficacement contre le chômage ». L'organisation de M. Marc Blondel (qui n'a jamais caché sa complicité avec M. Bérégovoy) ne cache pas son émotion : la désignation du premier ministre, souligne son communiqué, « montre que quel qu'un d'origine modeste peut accéder aux fonctions les plus importantes ». Force ouvrière saluera-t-elle avec la même chaleur la promotion de M. Bernard Tapie, lui aussi « d'origine modeste » ?

Comme on pouvait s'y attendre, M. Louis Vianet, le nouveau secrétaire général de la COT, s'accorde aucun crédit à M. Bérégovoy, dont l'arrivée « hypothèque lourdement l'hypothèse d'un réel changement ». Evoquant « le désaveu cinglant infligé au Parti socialiste », il dénonce la confirmation de choix ayant « contribué à un nouvel affaiblissement du pays ».

J.-M. N.

Dans les milieux politiques

□ Le RPR : « Où est le changement ? Avec la nomination de M. Pierre Bérégovoy au poste de premier ministre, c'est la poursuite assurée d'une gestion désastreuse pour l'emploi et les finances publiques. M. Bérégovoy, ministre de l'économie de Laurent Fabius de 1984 à 1986, de Michel Rocard puis d'Edith Cresson depuis 1988, est le principal responsable d'une politique qui n'a cessé d'aggraver le chômage et le déficit budgétaire. La France a besoin d'une politique radicalement différente. Ce n'est pas M. Bérégovoy, avec comme seul soutien à l'Assemblée un Parti socialiste désavoué par plus de 80 % des électeurs, qui pourra engager le nécessaire changement ».

□ M. Charles Pasqua (RPR) : « M. Bérégovoy représente une certaine austerité salariale et le maintien des bas salaires. Sa politique en tant que ministre de l'économie n'a pas été conforme à l'intérêt national. Il a fait uniquement une politique d'affichage de la valeur du franc sans mener une politique économique adaptée ».

□ M. Michel Noir, maire de Lyon (ex-RPR) : « L'ampleur de l'échec urbain, l'incapacité d'innovation du système éducatif, l'absence d'une véritable politique de compétitivité des entreprises et, surtout, l'échec contre le chômage nécessitent une autre politique, bénéficiant de la durée et d'une solide majorité. Que peut faire M. Bérégovoy en onze mois et sans majorité ? »

□ M. François Léotard (PR) : « L'arrivée de M. Bérégovoy retarde le moment du redressement véritable du pays, qui ne peut venir que d'une majorité différente. La sanction finale ne résulera que de l'expression populaire des Français lors des élections législatives, sans aucun changement du mode de scrutin ».

□ M. Pierre Méhaignerie (CDS) : « Devant une politique usée, un Parti socialiste cruellement divisé, l'homme seul ne fera pas le printemps. (...) Il ne reste au président de la République, après avoir fait accepter par la France les accords de Maastricht, que la voie d'élections anticipées, présidentielle ou législative ».

□ M. Alain Madelin (UDF) : « Ces deux derniers dimanches électoraux, les Français ont exprimé un message fort : il faut que cela change. La nomination de M. Bérégovoy ne répond absolument pas à cette attente. (...) En réalité, ce n'est pas vraiment un gouvernement, c'est le dernier carré des jokers du président de la République qui se regroupent pour lui permettre de gagner du temps ».

□ M. Charles Millon (UDF) : « Un jeu de chaises musicales ». - « Je persiste à penser que la France traverse aujourd'hui une crise similaire à celle qu'elle a affrontée en 1958. Ce n'est pas en procédant à une permutation ministérielle que l'on créera le choc psychologique nécessaire au redressement de la France. La France mérite autre chose qu'un jeu de chaises musicales. Que M. Bérégovoy assume

maintenant toutes ses responsabilités. Qu'il engage sa responsabilité en posant la question de confiance devant l'Assemblée nationale ».

□ M. Philippe de Villiers (UDF) : « Radicalement différent ». - Ce « gouvernement des battus de dimanche » auxquels s'ajoutent bientôt les secrétaires d'Etat de la disquette du juge Van Ruybeke » est « un rajustage concocté par le ministre de l'économie. La nomination de Jack Lang à l'éducation, c'est Jules Ferry qu'on déguise en Chat botté pour amuser les enfants. Celle de Bernard Tapie, c'est la prime à l'esbroufe et à la magouille ».

□ M. André Lajoinie (PC) : « La nomination de ce premier ministre qu'on considère un peu comme un des pères de l'austérité n'est pas de très bon augure pour l'avenir. (...) Nous ne sommes pas décidés à accorder la confiance. Nous ne donnerons pas de chèque en blanc au gouvernement ».

□ Le Front national : « La démission du gouvernement Cresson, au bout de dix mois et demi, constitue un terrible aveu d'échec pour François Mitterrand. La nomination de Pierre Bérégovoy est un replâtrage destiné à masquer la poursuite de la même politique de recul économique et social ; de plus, les affaires financières internationales auxquelles ont été mêlés les proches de M. Bérégovoy rendent celui-ci suspect aux yeux de la majorité des Français et des partenaires de la France. Ce n'est donc pas le premier ministre qu'il faut changer mais le président qui incarne le socialisme qui doit quitter l'Elysée ».

□ M. Bruno Mégret (FN) : « Un replâtrage à l'usage des gais et des médias ». - « La promotion de Jack Lang, Bernard Kouchner et Bernard Tapie, ces trois personnalités virtuoses de l'esbroufe, démontre la volonté des socialistes de camoufler leur décadence par l'usage du gadget médiatique national. Ce gouvernement est celui de la continuité habillée de siras médiatiques : on cherche à cacher la déliquescence d'un régime finissant derrière le savoir-faire des magiciens de l'apparence. Une fois de plus, les socialistes prennent les Français pour des gogos ».

□ M. Antoine Gaudin : « Écœurément ». - L'ancien inspecteur de police Antoine Gaudin, réagissant à la nomination de Bernard Tapie au poste de ministre de la ville, a accusé le pouvoir socialiste de « promouvoir un délinquant au rang de ministre » et a estimé que cette nomination ne pouvait que susciter un très large sentiment d'écœurément. Il l'a qualifiée de « nouvelle étape dans la dérive morale et politique socialiste ».

□ RECOURS-FRANCE : « Il est éminemment regrettable que l'arrivée d'un homme aussi sérieux et respectable que Pierre Bérégovoy à Matignon puisse être en partie minée par la présence d'un homme aussi léger et imprévisible que Bernard Tapie, alors même que la France a besoin de la plus grande rigueur pour conjurer les dérives de l'instabilité et de l'extrémisme ».

WASHINGTON

WASHINGTON

de notre correspondant

Le changement de chef de gouvernement à Paris a guère suscité de commentaires à Washington, qui s'inquiète surtout de la montée de l'extrême droite en France. Les propos définitifs tenus par M. Edith Cresson sur des communautés aussi diverses que « les Japonais ou les Anglo-Saxons » avaient en général suscité, outre-Atlantique, des commentaires peu flatteurs pour l'ancien premier ministre. Par son classicisme monétaire, son obsession de la rigueur budgétaire et son côté self-made-man, M. Pierre Bérégovoy a un profil de nature à rassurer aussi bien Washington que Wall Street. Jeudi matin, la National Public Radio qualifiait le nouveau premier ministre de responsable politique « pas spectaculaire mais solide ».

Les Américains - milieux officiels et commentateurs - ont d'abord retenu une chose : la montée conti-

nue de l'extrême droite. Plus que la déroute des socialistes aux élections régionales, l'impopularité de M. François Mitterrand, le tassement de la droite républicaine, l'élection des Verts ou le changement de premier ministre, ce qui a frappé et ce qui inquiète, ici, ce sont les scores du Front national de M. Jean-Marie Le Pen.

La France est présentée comme le pays européen où l'extrême droite est la plus puissante. « Le Pen est ouvertement raciste, antisémite, prône l'expulsion de tous les immigrants nord-africains et a qualifié l'Holocauste de « détail de l'histoire », écrivait cette semaine le Washington Post. Pour nombre d'observateurs américains, la montée ininterrompue du Front national est le symbole d'un mouvement plus large, qui touche toute l'Europe de l'Ouest : un malaise général devant l'immigration, que celle-ci vienne du Sud ou de l'Est. En ouvrant la perspective de vagues d'immigrants encore plus importantes,

la recomposition du paysage politique européen de l'après-guerre froide aurait accru les craintes d'une Europe communautaire jusqu'à doublement protégée ».

« Le Front national, poursuit le Washington Post, est la version française de ce parti politique extrémiste qui sont en passe d'acquiescer une manière de respectabilité dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ». La récente rencontre de Munich entre le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et son ancien collègue autrichien, M. Kurt Waldheim, est jugée à la même aune. Que M. Kohl ait eu bon de recevoir un homme au passé aussi douteux serait, là encore, une sorte de geste d'apaisement à l'égard d'une extrême droite montante et bruyante.

Il y a à peine un an, les Américains percevaient la Communauté européenne comme une puissance politique et économique sûre d'elle-même. Aujourd'hui, elle est souvent décrite, ici, comme assaillie de diffi-

cultés, affligée d'un taux de chômage inquiétant, maladroite, frioleuse devant l'émergence des Européens vivant derrière l'arc-boutant de fer, perturbée par la reconstitution d'une Allemagne de près de quatre-vingts millions d'habitants.

Le New York Times écrit que le pays d'Europe de l'Ouest le plus mal à l'aise devant la nouvelle Allemagne est la France, qui, depuis longtemps, avait fondé une grande partie de sa diplomatie, notamment européenne, sur son entente privilégiée avec Bonn. Le Wall Street Journal présente une Allemagne attisée par d'autres horizons que ceux de la CEE, plus à l'est, et qualifie M. Mitterrand de « politiquement infirme » ; comme le couple franco-allemand était un des principaux moteurs de l'Europe et le chef de l'Etat français « un des principaux avocats de l'union politique et monétaire », le Wall Street Journal s'interroge sur l'avenir des accords de Maastricht.

ALAIN FRACHON

TOKYO

TOKYO

de notre correspondant

C'est plus la situation politique en France et le phénomène de rejet dont sont l'objet les socialistes que le changement de premier ministre qui retient l'attention à Tokyo. Sans doute est-on satisfait de l'arrivée au pouvoir d'un homme qui, comme l'écrit l'Asahi, « a toujours veillé au maintien de relations normales entre la France et le Japon ». Le laconisme des réactions concernant le départ de M. Cresson est, en revanche, symptomatique d'une certaine indifférence.

L'« effet » Cresson a été assez destructeur qu'habituel. Les efforts de certains diplomates français pour expliquer à des Japonais, quelque peu narquois, le caractère positif que revêt le mot « fourmis » chez La Fontaine ont eu des effets

limités. D'autant plus, que les Japonais ont pu constater que le premier ministre français ne faisait pas preuve de plus de maîtrise du langage, voire de discernement, dans d'autres domaines que les relations franco-japonaises. Ce qui les préoccupait, en revanche, et dont l'attitude du premier ministre sortait était un symptôme, c'était le manque de cohérence de la politique de Paris à leur égard.

Pour constructive qu'elle ait pu être, remédiant à un évident malaise, la récente visite de M. Bérégovoy à Tokyo laissait néanmoins planer quelques doutes : parlait-il au nom du gouvernement ou au nom de son propre ministère ? Les Japonais ont aujourd'hui la réponse. M. Cresson n'aura eu finalement au Japon qu'un seul effet : promouvoir, involontairement, une marque de maillot de bain féminin portant par le plus pur

hasard son nom...

Au delà des relations bilatérales qui comptent tenu d'une part de prestige de la France sur l'archipel bien antérieur à l'arrivée au pouvoir de M. Cresson, ne sont pas les préoccupations majeures des dirigeants japonais, c'est davantage l'évolution politique de la France, « sa stabilité », comme l'écrit le Mainichi, qui retient leur attention. Les commentateurs japonais voient dans l'anecdote du passage au pouvoir de M. Cresson le signe que « les qualités de clarté et de cohérence de la République ont commencé à s'émousser », écrivait entre les deux tours le quotidien économique Nihon Keizai. Il écrit aujourd'hui que le président, qui croyait avoir « vu » M. Cresson une France forte, a dû se résoudre à prendre une personnalité « effacée » : « M. Bérégovoy était le pion sûr du dernier recours ». Pour le quotidien

conservateur Sankei, « tel un bateau qui coule, le PS est abandonné et ne semble plus avoir de chance de gagner les élections législatives de l'année prochaine ».

L'ampleur de la déroute des socialistes est l'objet d'analyses ayant pour thème la « lassitude face au onze ans de pouvoir socialiste ». Celle-ci ne s'expliquerait pas seulement pour des considérations économiques mais, plus largement, par les bouleversements internationaux qui ont « mis à l'épreuve l'identité nationale » (Yomiuri). Pour ce quotidien, la réunification de l'Allemagne et la fin de la guerre froide ont en des « effets destabilisateurs sur les démocraties occidentales ».

PHILIPPE PONS

BONN ET FRANCFORT

Vertus « allemandes » à Matignon

BONN ET FRANCFORT

de nos correspondants

La satisfaction est générale dans les milieux financiers allemands. M. Bérégovoy est connu en Allemagne : « Sa réputation l'a précédé », comme on l'explique au sein d'une des plus grandes banques de Francfort. Le nouveau premier ministre est considéré comme « l'homme du franc », celui qui a stabilisé le cours de la monnaie française après des décennies de dévaluation.

Ce qui impressionne Francfort est bien évidemment la chute de l'inflation en France qui est désormais au-dessous des niveaux allemands : une performance qui est saluée à sa juste mesure dans une communauté financière pour qui la rigueur monétaire est la vertu des grands hommes politiques. « L'Europe a besoin de pays à monnaie stable, la France de M. Bérégovoy en est un », se félicite cet autre banquier. Fermé, rigueur économique : le nouveau premier ministre est paré des vertus « allemandes ».

MADRID

Un « gouvernement ambulance »

MADRID

de notre correspondant

« Un gouvernement ambulance » titre dans un éditorial le quotidien El País, qui reconnaît en M. Bérégovoy « la fidélité et la continuité » d'un homme que « M. Cresson considère comme le principal coupable de son échec au gouvernement ». Tel est pour ce journal le sens du remplacement du « fidèle petit soldat Cresson » par « le non moins fidèle banquier Bérégovoy » ainsi que les qualifie le correspondant d'El País à Paris. Selon la Vanguardia, le chef de l'Etat a tranché entre « un cadavre politique » et celui qui aimait être qualifié de « Pinoy de gauche ». Le choix de l'ancien ministre de l'économie et des finances illustre pour le quotidien de Barcelone « la faible marche de manœuvre de M. Mitterrand ».

Tous les quotidiens espagnols notent que le remplacement à la tête

du gouvernement a été réalisé après le refus de M. Jacques Delors et que la tâche du nouveau locataire de l'hôtel Matignon est une des plus difficiles à une année d'un scrutin législatif. La Vanguardia souligne que le référendum qui pourrait avoir lieu cet automne est « l'unique sortie honorable » pour un président accusé de « saboter ce qui, pour Diario 16, est « sa dernière carte ». Ce journal évoque « la démission-déstitution » du premier ministre sortant et son éditorialiste indique qu'il ne s'agit que « d'un empiètement pour gagner du temps ».

« Homme de l'ombre » comme le dépeint El Mundo, « Monsieur le rigueur », « cet homme à qui l'énergie ne manque pas, va devoir avec son habile mélange de discrétion et d'efficacité redresser le socialisme français ».

HENRI DE BRESSON et ERIC LE BOUCHER

LONDRES

L'arrivée de « Monsieur rigueur »

LONDRES

de notre correspondant

M. Edith Cresson ne sera pas regrettée en Grande-Bretagne. Personne ici n'avait beaucoup apprécié les allusions tendant à mettre en cause la virilité des Britanniques, de celle que The Independent qualifie d'« inept prime minister ». Les « gaffes » de l'ancien premier ministre sont donc rappelées par les principaux journaux, ainsi que son « extrême impopularité ».

Quel contraste ! Son successeur trouve grâce sous la plume de la plupart des commentateurs d'outre-Manche, même si la personnalité de l'ancien ministre des finances fait l'objet de quelques annotations amusées, par exemple sur le fait qu'il ne possède pas même le baccalauréat (le Times). « Super-Béré : un socialiste avec une page solide », annonce le Financial Times, en soulignant que celui-ci n'a pas eu l'avantage pour M. Mitterrand de ne pas avoir d'ambition présidentielle. Le journal des milieux d'affaires souligne la compétence économique du nouveau premier ministre, notamment ses résultats pour contenir l'inflation et

préserver la solidité du franc, mais doute qu'il soit en mesure d'améliorer la situation du chômage.

Même ton dubitatif dans le Times, où le « grisé » Bérégovoy, par ailleurs qualifié d'« honnête, travailleur et extrêmement compétent », ne semble pas l'homme idéal pour reprendre en main un Parti socialiste « anéanti » par ses défaites électorales, et un pays où la morosité domine. La raison, explique le Times, est que le nouveau chef du gouvernement est le « quinquennaire de la vieille école du socialisme français » et l'un des « éléphants » du PS.

De toute façon, note le Guardian, M. Bérégovoy est destiné à assurer un simple interim, jusqu'au moment où M. Jacques Delors (qui n'est pas particulièrement apprécié en Grande-Bretagne) décidera de se lancer dans la course à Matignon ou à l'Elysée. Mais ce remaniement gouvernemental en France est surtout vu comme la « faillite politique » de M. Mitterrand, illustrée par l'échec électoral des socialistes. La réponse logique à ces votes de défiance, estime le Times, aurait dû être la démission du chef de l'Etat.

LAURENT ZECCHINI

ROME

La victoire du « machisme »

ROME

de notre correspondant

La nouvelle de la nomination de M. Pierre Bérégovoy à Matignon n'a ni surpris ni étonné l'Italie, les journaux ayant largement évoqué cette possibilité les jours précédents. A 9 heures du soir, jeudi, il n'y avait même encore aucun commentaire officiel de la part des membres du gouvernement ou de la classe politique, bien trop occupée, il est vrai, en cet avant-dernier jour de campagne électorale. Le journal télévisé des socialistes, « TG2 », a consacré un commentaire presque apitoyé « aux dix mois solitaires d'Edith Cresson », dans lequel le journaliste constatait que « la Cresson » avait dû se battre contre les « éléphants » du parti et les préjugés de la classe politique, pour finir sur cette conclu-

sion : « Les conservateurs l'ont emporté ». Un commentaire souvent repris ces derniers jours où l'aspect politique le cédait parfois dans les analyses au côté plus anecdotique, et le « machisme » français a été largement montré du doigt.

L'autre aspect de cette crise qui semble avoir réjoui les Italiens - mais c'est de bonne guerre - est l'impression de chaos et d'intrigues parisiano-florentines qui a accompagné la décision présidentielle. « La France mitterrandienne offre le spectacle insolite d'une crise politique qui ne trouve pas de solution. Pour retrouver de telles convulsions et un président indécis il faut retourner en arrière à la quatrième République », écrivait jeudi le Corriere della Sera, sous le titre : « Hamlet à l'Elysée ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

محمد بن النحل

ENT

POLITIQUE

L'élection des présidents de conseils généraux

Renouvelés pour moitié les 22 et 29 mars, les conseils généraux se sont réunis, vendredi 3 avril pour élire leur président.

REÉLUS

Alpes-Maritimes : M. Charles Giney (RPR), sénateur, maire de Pégay, a obtenu 44 voix contre 4 à M. Louis Broch (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs et M. Jacques Peyrat (FN) s'est abstenu.

Aveyron : M. Jean Puech (UDF-PR), sénateur, maire de Rignac, seul candidat, a obtenu 37 voix. Il y a eu 7 bulletins blancs et 2 nuls.

Calvados : M. Anne d'Ornano (UDF-PR), maire de Deauville, a obtenu 28 voix contre 21 à M. André Ledran (PS).

Cantal : M. Roger Besse (RPR), sénateur, maire d'Yves, seul candidat, a obtenu 20 voix. Il y a eu 7 bulletins blancs.

Corse-du-Sud : M. José Rossi (UDF-PR), député, maire de Grosseto-Fregene, a obtenu 12 voix contre 4 à M. Jérôme Polverini (RPR), 2 à M. Nicolas Alfonsi (div. g.) et 2 à M. Paul Borelli (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs.

Côte-d'Or : M. Henry Berger (RPR), maire de Fontaine-Francaise, a obtenu 31 voix contre 10 à M. Jean-Claude Robert (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

Doubs : M. Georges Gruillot (RPR), sénateur, maire de Verceil-Villedieu-le-Camp, a obtenu 25 voix contre 9 à M. Georges Massacrier (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

Eure-et-Loir : M. Martial Taugouraud (RPR), sénateur, maire de Tremblay-Villages, a obtenu 21 voix contre 8 à M. Maurice Legendre (PS).

Ille-et-Vilaine : M. Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), député, maire de Vitré, ancien ministre, a obtenu 39 voix contre 14 à M. Jean-Louis Tourenne (PS).

Isère : M. Alain Carignon (div. d.), maire de Grenoble, ancien ministre, a obtenu 39 voix contre 11 à M. Yves Pillet (PS) et 8 à M. Madeleine Barathieu (PC).

Haute-Loire : M. Jacques Barrot (UDF-CDS), député, maire d'Yssingaux, ancien ministre, seul candidat, a obtenu 33 voix. Il y a eu 2 abstentions.

Loire-Atlantique : M. Charles-Henri de Cossé-Brissac (UDF-PR), sénateur, maire de Saint-Mars-la-Jaille, a obtenu 41 voix contre 18 à M. Yannick Vaugrenard (PS).

Loire : M. Kléber Malécot (UDF), sénateur, maire de Neuville-aux-Bois, seul candidat, a obtenu 38 voix contre 1 à M. Louis Boyer (UDF-PR). Il y a eu 2 bulletins blancs.

Lozère : M. Janine Bardoux (UDF-PR), maire de Chananac, a obtenu 21 voix contre 3 à M. Jacques Gasparin (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

Meurthe-et-Moselle : M. Jacques Baudot (UDF-CDS), a obtenu 24 voix contre 10 à Michel Dinet (PS), 6 à M. Bogdan Polianski (PC) et 1 à M. Jacques Leclerc (UDF).

Nièvre : M. Bernard Bardin (PS), député, maire de Clamecy, a obtenu au second tour après le retrait du candidat communiste 17 voix contre 15 à M. Paul Cabaret (div. d.).

Orne : M. Hubert d'Angigné (RPR), sénateur, maire du Champ-de-la-Pierre, a obtenu 22 voix contre 11 à M. Alain Lambert (PS) et 2 à M. Gérard Burel (RPR). Il y a eu 4 bulletins blancs et 1 bulletin nul.

Pyrénées-Orientales : M. René Marquet (UDF), maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque, a obtenu 20 voix contre 8 à M. François Boffera (PS) et 2 à M. Antoine Sarda (PC).

Bas-Rhin : M. Daniel Hoefel (UDF), sénateur, a obtenu 41 voix. Il y a eu 3 bulletins blancs.

Haute-Rhin : M. Jean-Jacques Weber (UDF-CDS), député, maire de Sausheim, a obtenu 25 voix. Il y a eu 6 bulletins blancs.

Essonne : M. Christian Bergelin (RPR), député, a obtenu 19 voix contre 13 à M. Yves Krattinger (PS).

Savoie : M. Michel Barnier (RPR), a obtenu 27 voix. Il y a eu 9 bulletins blancs et 1 refus de vote.

Haute-Savoie : M. Bernard Pellier (UDF), sénateur, maire de Cruseilles, seul candidat et qui s'est abstenu, a obtenu 31 voix. Il y a eu 1 bulletin blanc.

Deux-Sèvres : M. André Dulait (UDF), maire de Ménégoût, a obtenu 24 voix contre 8 à M. Ségolène Royal (PS), nouveau ministre de l'environnement et 1 bulletin blanc.

Tara : M. Thierry Carcenac, adjoint au maire de Lescure-d'Albi, a obtenu 25 voix contre 17 à M. Pierre Carreau (RPR). Il y a eu un bulletin blanc.

Tara-et-Garonne : M. Jean-Michel Baylet (MRG), ministre délégué au tourisme, maire de Valence-d'Agén, a obtenu 21 voix contre 4 à M. José Poujet (RPR). Il y a eu 5 bulletins blancs.

Vienne : M. René Monory (UDF-CDS), sénateur, maire de Loudun, a obtenu 27 voix contre 7 à M. Gérard Baré (PS) et 4 à M. André Rideau (PC). M. Edith Cresson, absente, avait donné son pouvoir à M. Alain Clacys (PS).

Essonne : M. Xavier Dugoin (RPR), député, maire de Mennecy, a obtenu 31 voix contre 3 à M. Robert Vizat (PC). Il y a eu 6 abstentions.

La Réunion : M. Eric Boyer (div. d.) a obtenu 26 voix contre 20 à M. José Pinna (div. d.), maire d'Etang-Salé.

ÉLUS

Ais : M. Jean Pélissier (UDF-PR) a obtenu 33 voix contre 9 à M. Louis Lamarque (MRG) et 1 bulletin blanc. Il succède à M. Jacques Boyon (RPR), député, maire de Pont-d'Ain, ancien secrétaire d'Etat, qui a été battu le 29 mars.

Alpes-de-Haute-Provence : M. Jean Rinaldi (RPR) a obtenu 16 voix contre 13 à M. Paul Bernard (div. g.) et 1 à M. Jean Ballester (div.). Il succède à M. Maurice Bonifaire (app. UDF), qui ne se représentait pas aux élections cantonales.

Drôme : M. Jean Mouton (UDF-CDS) a obtenu 20 voix contre 15 à M. Rodolphe Fesse (PS), maire de Valence et président sortant. Il y a eu 1 bulletin blanc.

Gers : M. Yves Rispail (app. RPR) a obtenu 16 voix contre 14 à M. Jean-Pierre Joseph (PS), président du conseil général sortant. Il y a eu 1 bulletin nul.

Indre-et-Loire : M. Jean Delaune (UDF-PR), sénateur, a obtenu 31 voix contre 5 à M. Yves Mayevrand (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. André-Georges Voisin (app. RPR), sénateur, maire de L'Île-Bouchard, qui a été battu le 29 mars.

Moselle : M. Philippe Leroy (RPR) a obtenu 36 voix contre 8 à M. Pierre Ferrari (maj. prés.) et 5 à M. Paul Bladt (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Julien Schwartz (RPR), qui ne se représentait pas.

Mayenne : M. Georges Chometon (UDF-CDS) a obtenu les 34 voix des élus RPR, UDF et divers droite, les 27 élus de gauche votant blanc. Il succède à M. Pierre Bouchaudy, PS, maire de Taverne.

Pyrénées-Atlantiques : M. François Bayrou (UDF-CDS), député, conseiller municipal de Pau, a obtenu 39 voix contre 12 à M. Georges Labazée (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Henri Grenet (UDF), maire de Bayonne, qui ne s'était pas représenté aux élections cantonales.

Seine-et-Marne : M. Jacques Larché (UDF-PR), sénateur, a obtenu 31 voix contre 8 à M. Pierre Carreus (PS), 2 à M. Lionel Hurtebize (PC), qui n'était pas candidat, et 1 à M. Noël Fraboulet (RPR). Il succède à Paul Séramy (UDF), décédé.

L'ouverture de la session du Parlement

Le groupe communiste souhaite que le gouvernement entende le « message des urnes »

Les députés n'ont siégé qu'une dizaine de minutes, jeudi 2 avril, à l'ouverture de la session de printemps du Parlement, le temps de prendre connaissance d'une série de communications et de ratifier, sans vote, la nouvelle composition du bureau.

Deux nouveaux vice-présidents ont été nommés sur proposition de leur groupe : M. Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis), proche de M. Laurent Fabius, en remplacement de M. André Billardon (PS, Saône-et-Loire), et M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), l'un des députés les plus assidus de l'opposition, en remplacement de M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine). Trois nouveaux secrétaires ont fait leur entrée au bureau : MM. Claude Gaijs (app. PS, Hauts-Pyrénées), Jean de Gaulle (RPR, Deux-Sèvres) et Francis Gaule (UDF, Orne), qui succèdent respectivement à M. Roger-Gérard Schwartzberg (app. PS, Val-de-Marne), M. Christiane Papon (RPR, Val-de-

La mise en place du statut Joxe en Corse

M. Jean Baggioni (UDF-PR) élu président de l'exécutif régional

AJACCIO
de notre correspondant

L'Assemblée de Corse nouvellement élue a désigné ses instances, le jeudi 2 avril, invariablement par 24 voix contre 9 au candidat de Corsica Nazione (M. Edmond Simeoni), 4 à ceux du Mouvement pour l'autodétermination (M. Alain Orsoni), 4 à ceux du Parti communiste (M. Dominique Bucchini), et 10 abstentions (8 du groupe de M. José Rossi, 2 du groupe de M. Philippe Coccaldi). M. Jean-Paul de Rocca Serra, député et maire de Porto-Vecchio, RPR, a été élu président de l'assemblée (nos dernières éditions du 3 avril). Il aura pour premier vice-président M. Nicolas Alfonsi, maire de Piana (divers gauche), ancien député apparenté PS, et pour deuxième

vice-président, M. Jean Colonna, maire de Corte, RPR. Le conseil exécutif de la Corse, qui présidera M. Jean Baggioni, UDF-PR, maire de Ville-di-Pietrabugno, comprend deux RPR, deux divers droite et deux radicaux de gauche (1). L'accord passé entre MM. de Rocca Serra, Paul Natali, président de la chambre de commerce de Bastia, et Nicolas Alfonsi a ainsi été confirmé, mais M. Coccaldi, divers droite, ne s'y est pas rallié, contrairement à l'attente générale. M. Coccaldi, qui dirige la compagnie régionale aérienne Corse-Méditerranée, créée par l'Assemblée de Corse, a ainsi entendu se situer dans le droit fil de sa campagne électorale, regrettant que les tractations sur le dosage aient conduit sur la confrontation des programmes. Une telle confrontation

Les communistes contestataires reprennent l'offensive contre M. Marchais

Avant la prochaine réunion du comité central

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a estimé, mercredi 1^{er} avril, à l'occasion des journées parlementaires du PCF, que les résultats des élections régionales et cantonales, bien qu'« insuffisants », sont plutôt roboratifs pour son parti : « Qu'après tous les événements intervenus au plan international et national, exploités à outrance pour annoncer l'effondrement de l'influence communiste, les résultats aient démenti ces prévisions est un encouragement pour les communistes et il nous faut le déclarer. J'insiste sur le mot « encouragement », qui est un constat objectif et ne fait pas dire à ces élections plus que ce qu'elles ont voulu dire. Evidemment, ce résultat n'est pas satisfaisant. Il faut que le PCF fasse davantage et qu'il y ait vraiment une contribution de gauche à tout ce qui tire la politique actuelle et la société vers la droite. »

En cours de cette réunion à huis clos, M. Georges Marchais a vivement pris à partie les trois dirigeants du PCF élus en Lorraine le 22 mars, énumérés par M. Roland Favaro, membre du courant « refondation ». Le secrétaire général du PCF les a accusés d'avoir commis « une faute politique lourde » en ayant contribué à l'élection de M. Jean-Marie Rausch à la présidence du conseil régional au risque de mêler leurs suffrages à ceux du Front national. M. Marchais ayant laissé entendre que cette attitude pouvait justifier des mesures d'exclusion, il s'est attiré une verte réplique de la part de MM. Guy Hermier et François Asselineau.

Avant la réunion du comité central du parti, convoqué les 8 et 9 avril, pour tirer les leçons des scrutins, les scores médiocres réalisés par le PCF - 8 % des suffrages aux régionales et 6,94 % aux cantonales - conduisent tous les communistes contestataires à reprendre l'offensive contre le secrétaire général du PCF et ses partisans.

En Seine-Saint-Denis, cinq conseillers généraux communistes « refondateurs » menaçaient de ne pas voter, vendredi, pour le président communiste sortant de l'assemblée départementale, M. Georges Valbon, si celui-ci ne s'engageait pas à démocratiser le fonctionnement de son conseil général.

Les dirigeants de l'ADS (Alternative démocratique socialisme), dont les candidats, à l'image de M. Marcel

s finissent
ident
de
man,
les
nline
ées à
e dol-
heure
emier
ation-
avait
meur
larges
g évi-
rme
mem.
quo-
né ne
é. La
ur les
sent-
sante
entail,
client
doit
Lon-
est en
Aires
com-
la
pel
des
bri-
gion-
pas
ils
je le
iver-
de
pre-
982.
ND

POINT DE VUE

Pour la construction d'un nouveau mouvement politique

par Charles Fiterman

CONFUSION, tohu-bohu, voire « bordel ». Nombre de commentateurs n'ont pas de mots assez accablants pour qualifier les votes des 22 et 29 mars, et leurs conséquences dans les assemblées élues. Ce jugement est bien sévère et unilatéral. Les résultats électoraux comportent, certes, des aspects négatifs. Faut-il ignorer les facteurs positifs ? La recherche à l'échelle de la crise politique qui frappe notre pays produit des démarches hésitantes et dispersées. Elle aiguise les appétits d'aventuriers démagogues à la Le Pen, dont les manœuvres visent à discréditer la démocratie. Mais l'enlèvement dans la domination immobile des vieilles structures seraient générateurs de désordres pires encore. Alors, tant mieux si ça bouge, et faisons en sorte que cette pagaille soit créatrice de ce qu'attendent les Français.

En participant largement aux scrutins, ceux-ci ont montré qu'ils ne se désintéressent pas de la politique. C'est en détournant du Parti socialiste, ils ont sanctionné les choix politiques actuels. Ils ne se sont pas pour autant tournés vers l'opposition de droite qui régresse, car elle ne leur apparaît pas porteuse de choix neuve, bien différenciée. C'est en vérité toutes les forces politiques traditionnelles que l'électorat boude. L'attente de changements porte à la fois sur les politiques, les structures, les comportements et les hommes.

Le Parti communiste n'est pas épargné par ce jugement. Depuis dix jours, une lourde pression s'exerce pour imposer une vision anglophilie et rassurante de ses résultats. Cet effort apparaît à la fois émouvant et désolatoire. Si un gain de voix par rapport aux élections européennes de 1989 devait être le critère premier, alors toutes les forces politiques seraient fondées à crier victoire, puisqu'elles ont toutes progressé pour cette simple raison que l'abstention a été moindre ! En fait, la part qui revient au PCF est visible, chiffrée : c'est... 8 %. Ce qui le situe à un niveau d'autant moins satisfaisant que l'espoir laissé par le recul du PS était considérable, et que l'appel avait été lancé à un vote d'opposition, certes de gauche, mais en tout cas au contenu limité.

Stratégie attendue

Au-delà des polémiques sur les chiffres, un soulèvement malvenu servant à justifier la poursuite d'une stratégie attentiste, essentiellement contestataire, étroitement partisane, serait proprement désastreux. Car des millions d'hommes et de femmes, dans la diversité de leurs votes, ont en fait manifesté la recherche d'une perspective politique neuve, apportant réponse à leurs angoisses. La question est certes posée au président de la République. La solution ne tient pas au seul changement de gouvernement, mais à des changements déterminants des politiques suivies, notamment en matière économique et sociale, et aussi à des changements institutionnels assez pro-

fonds pour donner le jour à une République neuve, une démocratie renouvelée et approfondie.

Mais cette perspective a avant tout besoin d'être prise en charge par les intéressés eux-mêmes. Pourquoi ne pas se donner pour objectif la construction d'un vaste mouvement politique réunissant toutes les forces de changement social et de libération humaine ? Bien des clivages anciens n'ont plus de sens. Les formes de cette entente démocratique pluraliste émergeront de la vie, de la confrontation ouverte et libre des idées pour établir toutes les convergences possibles, de la participation à des batailles communes, y compris - pourquoi pas ? - des batailles électorales. Commençons sans attendre.

Cette construction a besoin des communistes, avec d'autres. Mais leur effort prendrait toute son ampleur, toute son efficacité, si leur parti lui-même réalisait enfin le renouvellement urgent, profond, visible dont il a besoin, renouvellement de ses conceptions, dans bien des domaines, de ses comportements, de ses règles de vie, des directions elles-mêmes. Saisirait-il ce nouveau rendez-vous vital - un des derniers - que cette fin de siècle égrène ? La réponse lui appartient. En sachant que, faute de cela, les exigences de la vie se feraient de toute façon leur chemin. Elles sont plus inventives qu'on ne peut l'imaginer.

M. Charles Fiterman est membre du bureau politique du PCF.

La victoire du

Poète et militant de toujours

AJACCIO
de notre correspondant

Né le 9 août 1939 à Bastia, le président du premier conseil exécutif de la Corse est conseiller technique du recteur après avoir été inspecteur de la jeunesse et des sports et professeur d'enseignement général des collèges. M. Jean Baggioni est un militant. A quinze ans, le jeune homme, qui écrit des poèmes en corse, fonde une association de jeunes pour défendre la langue maternelle. A dix-neuf ans, il s'engage derrière le général de Gaulle, fondant en 1958 les Jeunesses gaullistes à Bastia. A vingt-cinq ans, il devient le plus jeune maire de l'île à une époque (1965) où l'acharnement des batailles engendre parfois de violents affrontements et des contestations interminables. La popula-

tion de son village, Ville-di-Pietrabugno, aujourd'hui citée de trois mille habitants de l'agglomération bastiaise, l'a choisi et elle lui renouvellera depuis lors sa confiance à chaque consultation. Il est élu conseiller général du canton de San-Martino, en 1973, et il l'est également resté. En 1982 enfin, il fait son entrée à l'assemblée de Corse créée par les lois Defferre. Il y était depuis 1984 vice-président délégué à l'éducation, à la formation et à l'université, délégué qu'il conservera malgré sa charge de président de l'exécutif.

Sur le plan politique, M. Baggioni avait donné son adhésion au mouvement gaulliste. Il quitta le RPR en 1978 lorsque M. Pierre-Paul Giacomi lui fut préféré comme candidat aux législatives, et il adhéra aux républicains indépendants de

M. Valéry Giscard d'Estaing. Il est, depuis, le président du Parti républicain et de l'UDF en Haute-Corse et c'est à ce titre qu'il a publié en pleine campagne électorale une lettre d'encouragement que l'ancien chef de l'Etat lui avait adressée l'été dernier.

Officier des palmes académiques, officier de l'ordre du mérite national, M. Jean Baggioni est un homme de réflexion, avec un penchant qu'il ne dissimule pas pour le verbe et, en campagne électorale, pour la polémique. Aujourd'hui, les responsabilités qui lui sont confiées en font le garant de la loi républicaine et l'homme qui devra conduire le développement dans un climat qu'il aspire à rendre paisible. C'est apparemment une mission qui ne le rebute pas.

PAUL SILVANI

ÉTRANGER

RUSSIE : M. Gaidar écarté du ministère des finances

M. Eltsine brouille les cartes

Aux prises avec une fronde parlementaire, le président russe, M. Boris Eltsine, a décidé jeudi 2 avril de se séparer de son ministre des finances, M. Egor Gaidar, symbole de la «thérapie de choc» appliquée à l'économie russe. M. Gaidar conserve cependant son poste de premier vice-premier ministre du gouvernement.

MOSCOU

de notre correspondant

Tout est clair... et l'obscurité s'épaissit. Il y a d'abord eu ce sec petit communiqué de l'agence Itar-Tass, annonçant que M. Egor Gaidar avait été relevé par le président Boris Eltsine de ses fonctions de ministre des finances. Un communiqué qui aurait pu passer pour un poisson d'avril à retardement, tant l'événement semblait énorme : à quatre jours d'un Congrès des députés de Russie qui s'annonce houleux, M. Eltsine, après avoir dit et répété qu'il défendrait avec la dernière énergie son gouvernement et sa politique de réformes économiques, pouvait-il vraiment capituler avant la bataille et «sacrifier» ainsi un homme dont la politique venait d'être ostensiblement récompensée par l'annonce d'une aide occidentale massive ?

Non, apparemment, puisque, si M. Gaidar est bien remplacé aux finances par son premier adjoint, M. Vassili Barchouk, il conserve son poste de premier vice-premier ministre. Et il faut aussi savoir qu'il va ainsi pouvoir «se concentrer» sur la conduite des réformes économiques. En même temps, un

officiel confirme que M. Gaidar va «continuer à s'occuper d'économie et de finances» et «rester l'architecte de réformes dont le cours ne change pas».

Ne s'agit-il donc rien passé du tout, s'agit-il simplement de soulager un peu un homme surchargé de travail dans un système resté très «soviétique» où toutes les décisions ou presque se prennent au plus haut niveau ? Les télévisions russe et «centrale» dans leur sillage ont-elles eu raison de ne consacrer chacune qu'une phrase à l'événement ?

Changement de stratégie

Ce serait trop simple. M. Gaidar, qui était jusqu'à une date récente à la fois ministre des finances et de l'économie et a déjà cédé l'économie à un peu plus d'un mois, fait figure de symbole d'une politique qui se voulait fondée sur la plus grande rigueur budgétaire. Une politique contestée de plus en plus vigoureusement par tous ceux qui lui reprochent d'abandonner aussi bien les entreprises que la population à leur triste sort, de se fonder sur des théories économiques abstraites, d'être trop jeune (il a trente-huit ans), trop sûr de lui et pas assez au fait des choses de la vie. Jeudi encore, le président du Parlement, M. Rouslan Khasboulatov, dénonçait cette politique «fondée sur des illusions» tandis que les maîtres des grandes villes de Russie, réunis en congrès à Novossibirsk, reprochaient au gouvernement d'appliquer des «idées abstraites» et de «ne pas tenir compte des intérêts fondamentaux de la population».

Dans ces conditions, et à la

veille du Congrès des députés de Russie, toucher de quelques manières ce qui se soit à la personne de M. Gaidar ne peut être innocent. S'agit-il donc de donner un os à ronger aux députés et à tous ceux qui attaquent la politique du gouvernement et réclament en outre que M. Eltsine renonce à la fonction de premier ministre ? En ce cas, l'os serait bien maigre, surtout si, comme on l'affirme dans le même temps dans les milieux officiels, on est déterminé à conduire la même politique «gaidarienne». En réalité, pourtant, cette politique a déjà été sensiblement infléchie au cours des dernières semaines. Pour empêcher que les entreprises ne souffrent, on a déjà discrètement relâché les restrictions monétaires (et parallèlement la fameuse «hausse» du cours du rouble, revendiquée comme un grand succès, n'est plus qu'un vieux souvenir). M. Gaidar a lui-même annoncé que 100 milliards de roubles allaient être accordés aux entreprises qui ont le plus besoin. Et surtout, la seconde phase, capitale, de la stratégie de M. Gaidar — la libération des prix de l'énergie — initialement prévue pour le mois d'avril, a déjà été reportée. La mesure a d'abord été présentée comme une faveur faite au Kazakhstan, qui demandait un délai d'un mois (l'Ukraine dans le même temps avait annoncé de vigoureuses mesures destinées à répondre à ces hausses qui auraient mis en péril son économie).

Mais depuis, M. Eltsine a laissé entendre que les prix de l'énergie ne seraient pas libérés avant plusieurs mois, ce qui ressemble plus à un changement de stratégie qu'à un simple correctif. M. Gaidar est-il donc en train de boire son

calice tout en restant premier vice-premier ministre, titre qu'il partage avec M. Guennadi Bourboulis, un homme également très contesté, et objet de presque autant de récriminations que l'ex-ministre des finances ? Pas forcément, puisque vendredi matin le porte-parole de la présidence russe affirmait ne pas savoir au juste si M. Bourboulis était lui-même toujours premier vice-premier ministre. Tandis qu'un porte-parole de M. Bourboulis lui-même, tout en expliquant que son patron gardait tous ses titres (il est également secrétaire d'Etat) ajoutait que le remplacement de M. Gaidar comme ministre des finances pouvait très bien être interprété comme une manière de renforcer la main dudit Egor Gaidar, ainsi mis en mesure de se concentrer sur ses plus hautes fonctions.

Si M. Eltsine avait l'intention de brouiller les cartes, il y a parfaitement réussi.

JAN KRAUZE

RUSSIE : effondrement de la stabilité. — Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le nombre de décès a dépassé celui des naissances en Russie dans les derniers mois de 1991, selon des statistiques officielles publiées jeudi 2 avril à Moscou. La population russe a augmenté 2,5 fois moins en 1991 qu'en 1990. — (Itar-Tass).

Fin de la visite du président Cossiga. — Le président italien Francesco Cossiga a quitté, jeudi 2 avril, Saint-Petersbourg, à l'issue d'une visite officielle de quatre jours en Russie. — (AFP).

MOLDAVIE

Rupture des négociations entre les autorités et les séparatistes

Le conflit moldave s'aggrave de jour en jour et menace de jeter la Russie dans la guerre. De délicates négociations entre les autorités de la Moldavie indépendante et les séparatistes russes du Dniestr, qui restaient de rester parties intégrantes de la Moldavie, ont été rompues, vendredi 3 avril à l'aube, alors que le cessez-le-feu conclu la veille n'avait même pas pu entrer en vigueur.

Le principal danger, dans ce conflit qui a déjà fait plusieurs dizaines de morts depuis le début de l'année, provient aujourd'hui des troupes de la XIV^e armée de la CEI stationnées en Moldavie, et passées mercredi sous juridiction de la Russie par décret du président Eltsine. Le commandant en chef de cette XIV^e armée, le général Iouri Netchaïev, a en effet adressé, jeudi, un ultimatum aux parties belligères, menaçant de mettre ses troupes en «état d'alerte maximale» si les combats ne cessent pas à 16 heures locales.

Le président moldave, M. Mircea Snegur, a aussitôt mis en garde Moscou contre une intervention de la 14^e armée : «Toute implication des unités militaires serait considérée comme une agression de la Russie».

contre la République de Moldavie», a-t-il déclaré. De leur côté, les États-Unis jugeaient la situation suffisamment sérieuse pour prendre ouvertement position dans l'affaire : dans un communiqué, le département d'Etat a demandé, jeudi, à la Russie de se garder de toute intervention militaire et estimé que le pouvoir moldave avait fait preuve d'une «retenue admirable en cherchant à apaiser les tensions par des négociations avec les dirigeants séparatistes du Dniestr».

Un espoir repose encore sur la négociation, puisque les ministres des affaires étrangères de Russie, de Moldavie, de Roumanie et d'Ukraine devaient se réunir, vendredi, à Kichinev, la capitale moldave.

En visite jeudi à Bucarest, le président du Parlement ukrainien, M. Ivan Pliontch, a clairement fait savoir que l'Ukraine n'accepterait aucune modification de ses frontières avec la Roumanie.

Enfin, les ministres des affaires étrangères des onze pays de la CEI se rencontreraient le 24 avril à Kichinev pour examiner plusieurs dossiers, dont celui des forces armées. — (AFP, Reuters, Itar-Tass).

GEORGIE : treize morts dans de nouveaux affrontements. — Treize personnes, au moins, ont trouvé la mort, mercredi 1^{er} avril, dans de nouveaux affrontements entre forces gouvernementales géorgiennes et partisans du président déchu, M. Zviad Gamsakhourdia. Ces affrontements ont eu lieu dans le port de Poti, sur la mer Noire, actuellement sous le contrôle des forces de M. Gamsakhourdia. L'agence Itar-Tass précise que 11 soldats gouvernementaux ont été tués dans les combats et une vingtaine d'autres blessés. — (Reuters).

Création d'un fonds pour la démocratie. — L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a annoncé jeudi 2 avril la création d'un «fonds pour la reconnaissance et la démocratie en Géorgie».

AZERBAÏDJAN : saisis pour cinq condamnés à mort américains. — Sous la pression internationale, les autorités de Bakou ont suspendu jeudi 2 avril l'exécution de cinq Arméniens condamnés à mort. Les cinq hommes, accusés d'avoir tué un journaliste azerbaïdjanais au Karabakh, vont pouvoir faire appel. — (AFP).

ALLEMAGNE : les élections régionales du 5 avril dans le Bade-Wurtemberg et le Schleswig-Holstein

Les conséquences de la réunification et de l'intégration européenne sont au centre de la campagne

Deux élections régionales vont permettre, dimanche 5 avril, de prendre le pouls d'une opinion publique ouest-allemande qui s'interroge sur sa capacité à financer l'unification et sur les bénéfices à tirer de l'intégration européenne. Au Bade-Wurtemberg, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Kohl défend sa majorité absolue menacée par une résurgence de l'extrême droite. Au Schleswig-Holstein, le président du Parti social-démocrate (SPD), M. Björn Engholm, ministre-président sortant, tente la même opération en espérant consolider son image de leader politique national.

BERLIN

de notre correspondant

Les prochaines échéances politiques importantes en Allemagne ne sont pas attendues avant les légis-

latives de 1993. L'année dernière, la CDU, sortie largement vainqueur des premières élections législatives de l'Allemagne réunifiée, subissait, dans les Länder, une série d'échecs qui lui faisaient perdre sa majorité au Bundestag, la chambre représentant les régions au Parlement allemand.

Les sondages n'indiquent pas que les deux élections de dimanche puissent modifier sensiblement l'équilibre actuel entre la majorité et l'opposition. Dans le Schleswig-Holstein, la route semblait ainsi dégagée pour permettre la victoire de l'actuel ministre-président du Land, le social-démocrate Björn Engholm. Celui-ci, s'il n'est pas certain d'obtenir les 54,8 % de voix recueillies en 1988, semble assuré d'atteindre une courte majorité absolue.

L'élection est pourtant faussée par la crise qui vient de secouer la classe politique allemande à propos de la livraison illégale de chars à la Turquie, provoquant la démission en début de semaine du ministre de la défense, M. Gerhard Stolten-

berg, ministre-président du Land jusqu'en 1982. La CDU avait perdu le Schleswig-Holstein en 1988 à la suite du scandale Barchel, le successeur de M. Stoltenberg à la tête de la région, qui s'était suicidé après avoir été convaincu de manipulations électorales.

Parachuté pour ces élections à la tête de la liste du Parti chrétien-démocrate, M. Ottfried Henning, ancien secrétaire d'Etat à la défense, est, lui aussi, sorti échaudé de l'affaire des chars.

Angoisse diffuse

Les élections au Bade-Wurtemberg, le Land le plus riche de toute l'Allemagne mais aussi le dernier à être obtenu par la CDU, promettent de refléter davantage l'humeur actuelle de l'opinion publique. Successeur du populaire Lothar Späth, qui avait dû démissionner il y a un an et demi pour avoir fréquenté d'un peu trop près les milieux d'affaires, l'actuel ministre-président, M. Erwin Teufel, s'y bat lui aussi

pour défendre sa majorité absolue. L'adversaire des chrétiens-démocrates n'est pas tant le candidat social-démocrate, M. Dieter Spöri, qu'une angoisse diffuse qui risque de pousser une frange de l'électorat, dans l'abstention ou dans un vote de contestation en faveur des petites formations d'extrême droite qui se disputent leur faveur.

Malgré des scissions qui l'ont affaibli, le parti des Républicains frôle dans les sondages les 5 % qui lui permettraient d'entrer au Parlement régional. Ses thèmes de campagne — la peur des immigrants, la facture de la réunification et la défense du deutschemark face à la future monnaie européenne — ont mis les chrétiens-démocrates sur la défensive.

Accusé par les sociaux-démocrates de faire le lit de l'extrême droite, M. Erwin Teufel, un sympathique «papi» de cinquante et un ans, qui joue une image conservatrice bon teint, s'est fait le champion d'une réforme constitutionnelle réclamée par la droite allemande pour supprimer les abus du droit d'asile politique. Il défend l'intégration européenne, le devoir de solidarité à l'égard de l'ex-RDA, mais il se fait applaudir dans ses meetings en affirmant qu'il ne peut être question de «sacrifier la stabilité du DM sur l'autel de l'Europe» et en appelant les Allemands de l'Est à «un petit peu de patience».

Les riches Souabes, qui versent au Fonds pour l'unité allemande quelque 2 milliards de deutschemarks, ont été les premiers à profiter du boom économique provoqué par la réunification. Mais il a fallu accueillir les nouveaux venus attirés par la prospérité locale : 500 000 habitants de plus en trois ans. Le logement y est devenu précaire, et les premiers indices d'une dégradation de l'emploi font tout d'un coup prendre conscience que les nouvelles responsabilités des Allemands de l'Ouest vont avoir leur prix. Le chancelier Kohl a, lui-même, battu la campagne pour rassurer les esprits et promettre qu'avec un peu de sagesse, notamment en matière de salaires, l'Allemagne avait la capacité de faire face à sa tâche.

HENRI DE BRESSON

GRANDE-BRETAGNE : avant les élections du 9 avril

Haro sur les démocrates-libéraux

La perspective d'une absence de majorité absolue aux Communes au lendemain des élections du 9 avril est confortée par les sondages, lesquels envisagent une poussée des intentions de vote en faveur des démocrates-libéraux. Si M. Major affirme que ceux-ci sont le «cheval de Troie» d'une victoire travailliste, M. Kinnock tente de les courtiser.

LONDRES

de notre correspondant

Le plus frappant, dans cette campagne électorale, reste l'extrême volatilité de l'électorat et la propension des responsables politiques à adapter leur discours aux moindres évolutions des sondages. A moins d'une semaine du scrutin, chacun sait que rien n'est joué, l'avantage pris par le Labour sur le Parti conservateur n'étant pas encore déterminant. Chacun voit bien, aussi, que les résultats des sondages d'aujourd'hui seront démentis par ceux de demain et que la marge d'erreur de toute enquête d'opinion est de 3 %. Pourtant, rien n'y fait : M. John Major, pour les conservateurs, et M. Neil Kinnock, pour les travaillistes, s'emparent immédiatement de chaque résultat pour proclamer que leur parti a, cette fois, fait pencher la balance en sa faveur ou, en sens inverse, se livre à une douloureuse introspection pour envisager un changement de stratégie.

A quelques centaines de mètres de la Chambre des communes, à Smith Square, le siège du Parti conservateur, voisin du centre de presse travailliste de Millbank, la tension, depuis quelques jours, est au plus haut. A cette incertitude prénée à l'élection, relayée par les réactions trop nerveuses des États-majors politiques, s'ajoute l'appréhension, classique, des marchés financiers à la perspective d'une victoire du Labour. La Bourse de Londres a, ainsi, réagi sans ménagement mercredi, à l'annonce d'une avance de 6-7 points accordée par plusieurs sondages aux travaillistes. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a enregistré une chute de 30 points à l'ouverture, se redressant ensuite pour marquer une chute de 31,5 points à la fermeture.

Les marchés financiers envisagent maintenant clairement une défaite des conservateurs. Le risque d'une réelle détérioration du marché des valeurs serait de pousser les principales banques à augmenter les taux d'intérêts, liés à 10,5 % depuis septembre dernier. Une telle décision serait évidemment catastrophique

pour les conservateurs à quelques jours du scrutin.

Si les conservateurs manifestent plus de fébrilité que les travaillistes à l'annonce des sondages, c'est que ceux-ci accablent la perspective d'une absence de majorité absolue aux Communes (un «Hung Parliament») et montrent que le Parti démocrate-libéral est le principal bénéficiaire d'un climat politique marqué par une polémique incessante entre les deux grands partis.

«M. Ashdown ouvre la porte à M. Kinnock!»

La formation de M. Paddy Ashdown recueille environ 19 % des intentions de vote et prend d'ailleurs de voix aux conservateurs qu'aux travaillistes. Soudainement, un tel phénomène, le premier ministre — qui s'est résolu à mener une campagne plus «populaire», en haranguant la foule dans les rues — a qualifié le Parti démocrate-libéral de «cheval de Troie d'une Grande-Bretagne travailliste», ajoutant : «Faites attention à M. Ashdown. Ne regardez pas l'homme, regardez derrière la porte. La porte la plus fameuse du monde est celle de 10, Downing Street : ne laissez pas M. Ashdown l'ouvrir pour M. Kinnock!». La difficulté des démocrates-libéraux est en effet de convaincre les électeurs qu'un vote en leur faveur n'est pas un vote perdu, ce que tend à prouver le scrutin majoritaire à un tour, qui privilégie les deux formations arrivées en tête.

M. Ashdown a beau dénoncer la campagne du parti tory, déclarer que celui-ci, après avoir «insulté» ses partisans, tente maintenant de les «effrayer», l'argument développé par les conservateurs est d'un certain poids. Vendredi prochain, disent-ils, il y aura soit un premier ministre conservateur, soit un premier ministre travailliste.

Alors que M. Major a catégoriquement refusé d'envisager le remplacement du mode de scrutin actuel par la représentation proportionnelle — principale revendication des démocrates-libéraux — M. Neil Kinnock a choisi de courtiser l'électorat tenté de voter pour M. Ashdown. L'«ouverture» des travaillistes en direction des démocrates-libéraux reste toutefois fort mince, puisqu'elle consiste à offrir à ces derniers de participer à la commission de travail du Labour sur une éventuelle réforme électorale. Elle peut cependant être suffisante pour provoquer une cassure parmi les élus du parti de M. Ashdown, et favoriser ainsi un gouvernement de coalition dominé par le Parti travailliste.

LAURENT ZECCHINI

La fin de la visite de M. Lech Walesa

«Nous avons un long chemin devant nous» déclare le président Richard von Weizsäcker

BERLIN

de notre correspondant

La visite de quatre jours en Allemagne que M. Lech Walesa a achevée jeudi 2 avril a montré qu'il restait encore fort à faire pour réellement normaliser les relations entre les deux grands voisins du centre de l'Europe. Après s'être rendu en Bavière, où il est allé rendre hommage aux victimes du camp de concentration de Dachau, le chef de l'Etat polonais a terminé sa visite par Berlin et le Brandebourg avant de regagner la Pologne par la ville frontalière de Francfort-sur-Oder, où les étudiants polonais ont désormais la possibilité de suivre les cours de la nouvelle université européenne.

Au cours d'une conférence de presse donnée à Berlin avec le président Richard von Weizsäcker, M. Walesa a estimé que cette visite avait été «la plus importante» mais aussi «la plus difficile» de toutes

celles qu'il avait été amené à faire à l'étranger.

En signant, l'année dernière, le nouveau traité d'amitié entre l'Allemagne réunifiée et la Pologne démocratisée, les deux gouvernements avaient, certes, déclaré solennellement l'indivisibilité de la frontière Oder-Neisse et le droit de la minorité allemande de Pologne à s'organiser comme elle l'entendait. Mais leur objectif à long terme était d'adapter les relations germano-polonaises au modèle franco-allemand pour venir, petit à petit, à bout des méfiances, faisant obstacle à la coopération souhaitée.

«La direction est donnée»

Cet objectif a bien été réaffirmé tout au long de la visite de M. Walesa. Le président von Weizsäcker a toutefois reconnu : «Nous avons un long chemin devant nous». Si la Pologne a besoin, économique-

ment, de l'Allemagne, son plus important partenaire, elle en a également besoin, et les susceptibilités des uns renforcent la méfiance des autres. Il est plus facile de se reconnaître que de se comprendre, a reconnu M. Walesa, qui cachait mal son agacement devant la Pologne en cause de la stabilité de la Pologne par les milieux d'affaires allemands.

«Contrairement à la RDA, la Pologne n'a pas eu une domination polonoise pour la prendre en charge», a souligné le chef de l'Etat polonais, qui en appelait à l'indulgence de ses interlocuteurs. «Mais la direction est donnée», a-t-il dit, en assurant que les Polonais étaient prêts à accueillir tous les investissements, d'où qu'ils viennent. Quant aux industriels allemands, que M. Walesa a rencontrés mardi, ils se plaignent de ce que les Polonais les soupçonnent de vouloir reconquérir leur pays.

H. de B.

LE PORTUGAL
A PARTIR DE
1500 F/A-



هكذا انظر

EUROPE

Passions macédoniennes

Suite de la première page

Avec l'œuvre de Manolis Andronikos, nous avons vu que la République de Macédoine est née d'une révolution. Elle est née d'une révolution qui a été menée par des hommes qui ont été des hommes de la révolution. Elle est née d'une révolution qui a été menée par des hommes qui ont été des hommes de la révolution.

Le symbole d'une grandeur

L'écho donné, ici, à la mort de Manolis Andronikos, le fondateur de la République de Macédoine, est un écho qui résonne dans l'âme de tous les Macédoniens. C'est un écho qui résonne dans l'âme de tous les Macédoniens.

Le président albanais annonce sa démission

Dernier dirigeant européen de l'ère communiste, le président albanais, M. Ramiz Alia, a annoncé sa démission. C'est une décision qui a été prise par un homme qui a été un homme de la révolution.

LE PORTUGAL A PARTIR DE 1500F* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.

AIR PORTUGAL



« L'insécurité traditionnelle des Grecs... »

La République de Macédoine est née d'une révolution. Elle est née d'une révolution qui a été menée par des hommes qui ont été des hommes de la révolution.



Voici pourquoi, aujourd'hui, il y a des Mercedes Air-Bag dans toutes les concessions de France.

Pour protéger la vie de visage, il y a des crânes, des visages, des vies. On ne peut pas se passer de la sécurité. C'est un système qui a été conçu pour protéger la vie.



Mercedes-Benz

PROCHE-ORIENT

LIBYE : « Manifestations de colère » après le vote des sanctions

Les ambassades du Venezuela et de Russie ont subi d'importants dégâts

Mais de deux jours après l'adoption par l'ONU d'une résolution menaçant la Libye de sanctions à compter du 15 avril, des manifestations ont eu lieu, jeudi 3 avril, devant les ambassades de plusieurs pays membres du Conseil de sécurité ayant voté en faveur de la résolution.

Celles du Venezuela et de la Russie ont subi d'importants dégâts. L'ambassade du Venezuela (qui préside le Conseil de sécurité) a été la première visée, par trois jeunes étudiants amenés en bus. Seuls cinq policiers ont intervenu à la porte de la capitale et les manifestants ont pénétré dans le bâtiment, jeté des bombes incendiaires et brûlé deux voitures, selon l'ambassadeur, M. Miguel

Raïdi, qui a été volé et a déploré que les pompiers soient arrivés qu'une demi-heure plus tard et les renforts de police une heure et demie après. Il n'y a eu de blessés.

Dans l'ambassade, quatre pièces ont été dévastées par les flammes. Des engins incendiaires ont aussi été lancés contre l'ambassade de Russie, où des voitures ont été brûlées, selon un diplomate occidental.

Un diplomate belge a été blessé dans un premier temps d'une tentative de pénétration repoussée par les forces de l'ordre à l'ambassade de France, située à l'extérieur de la ville. En fait, une centaine de manifestants se sont rassemblés à distance, contrôlés par les forces de

sécurité et il n'y a pas eu de « débordements ». « Nous refusons la présence française », scandaient les manifestants, qui ont brandi des slogans à la même veine sur un mur de la mission. L'ambassadeur Jacques Rouquette a déclaré : « C'est une petite manifestation et nous ne sommes pas en otages ».

La police a bouclé la rue menant à l'ambassade belge, qui représente les intérêts américains à Tripoli et qui est située au cinquième étage d'un immeuble. La manifestation a été contenue à distance, tout en brûlant des drapeaux américains, britanniques et belges.

Les missions d'autres pays ayant voté en faveur des sanctions ont aussi été visées : l'Italie (au titre de représentant des États britanniques à Tripoli), mais aussi la Hongrie. Selon un diplomate européen, les renforts de police sont parfois arrivés avant les manifestants, laissant penser à une organisation précise. Un autre diplomate dénonce la passivité de la police d'agents en civil qui ont parfois les manifestants.

Selon l'agence officielle libyenne JANA, des dizaines de manifestants ont été blessés lors d'agressions à Tripoli avec les armes de l'ordre qui ont été lancées sur les manifestants. Le feu a été allumé à certains des bâtiments diplomatiques. Selon JANA, les forces de l'ordre ont réussi à prendre le contrôle de la situation, après les « manifestations de colère ». JANA indique également qu'à la suite de ces incidents, le colonel Kadhafi a appelé ses compatriotes à la retenue et à la nécessité de préserver la sécurité et la stabilité étrangères. — (AP, AFP)

AFSANE BASSIR POUR

Le Conseil de sécurité dénonce à l'unanimité les autorités de Tripoli

NEW-YORK (Reuters) unies

correspondance

L'attaque contre l'ambassade du Venezuela à Tripoli a ressemblé, jeudi 2 avril, au Conseil de sécurité qui a voté à l'unanimité la résolution imposant des sanctions contre la Libye. Cinq de ses membres s'étaient abstenus. La Libye a été cette fois-ci condamnée à l'unanimité.

À la demande de l'ambassadeur du Venezuela à l'ONU, le Conseil s'est réuni pour approuver une déclaration qui dénonce la manifestation comme une violation de la Convention de Vienne sur la protection des bâtiments et des personnels diplomatiques. Le Conseil de sécurité demande que le gouvernement de Tripoli « prenne les mesures nécessaires afin de garantir la protection et la sécurité de tous les locaux et agents diplomatiques contre tout acte

de violence ou de terrorisme ». Le Conseil réclame aussi des indemnités au profit du gouvernement du Venezuela. Ce dernier a présidé le Conseil de sécurité au moment du vote de la résolution 748 imposant des sanctions contre la Libye.

S'efforçant de justifier l'attaque contre l'ambassade du Venezuela à Tripoli, l'ambassadeur de Libye à l'ONU, M. Ahmed el Houdeiri, a expliqué que cet acte n'était pas dirigé contre le Venezuela mais était une « réaction » contre la résolution 748. Le Conseil a estimé que cette explication était « extrêmement grave et totalement inacceptable ». De source diplomatique, on affirme que M. Houdeiri a accepté que son pays dédommage le Venezuela de la destruction d'une partie de son ambassade et lui présente des excuses officielles.

Les sanglants incidents de Gaza

L'OLP demande une réunion « urgente » du Conseil de sécurité

Afin de « prendre rapidement des mesures pratiques pour protéger le peuple palestinien » dans les territoires occupés par Israël, l'OLP a demandé une réunion « urgente » du Conseil de sécurité de l'ONU, a indiqué, jeudi 2 avril, M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat, le porte-parole du département d'État. M. Margaret Tutwiler, la pas voulu se prononcer sur la responsabilité des affrontements de mercredi 1er, a commencé à jeter des pierres sur les gardes-frontières. Selon M. Hussein, les Palestiniens auraient « tiré le feu sur la foule », mais quatre personnes ont été blessées.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des véhicules militaires qui font cent sur une place de marché, un défilé de pierres qui s'abat, des coups-de-feu, des cris, des explosions, de la fumée, des nuages de poussière... La scène s'est jouée de télévision depuis qu'a éclaté, en décembre 1987, l'intifada palestinienne contre l'occupation par Israël des territoires. C'est pourtant ce que M. Fayyaz Hussein, l'un des chefs de file des Palestiniens, a appelé jeudi soir « l'une des plus sanglantes journées de l'intifada », évoquant les événements de la veille dans le sud de la bande de Gaza.

Les tensions se sont poursuivies et même intensifiées jeudi, pour la seconde journée consécutive, dans d'autres parties de ce petit territoire de plus en plus surpeuplé et constamment survillé. Après quarante-huit heures d'émeutes et d'échauffourées, d'une intensité qu'on n'avait pas vue depuis dix-huit mois à Gaza, le bilan est de cinq Palestiniens tués par les forces

de sécurité israéliennes et plusieurs dizaines d'autres, blessés par balles. Selon les témoignages, recueillis notamment par M. Hussein, tout a commencé mercredi soir par une course poursuite entre un véhicule de Gaza jugé « suspect » et une jeep remplie de gardes-frontières, une unité paramilitaire de la police, réputée pour la brutalité de ses interventions.

C'est alors que le véhicule allait se perdre dans les ruelles du marché de Rafah, petite ville qui jouxte un vaste et misérable camp de réfugiés, que la foule qui se soulevait, « voulant empêcher les arrestations », a commencé à jeter des pierres sur les gardes-frontières. Selon M. Hussein, les Palestiniens auraient « tiré le feu sur la foule », mais quatre personnes ont été blessées. La version officielle de l'armée est quelque peu différente, et en attendant les résultats de l'enquête qui a été ordonnée — et qui sera effectuée par l'armée elle-même, alors que M. Hussein réclame une investigation indépendante — un porte-parole a fait savoir qu'au vu des premières constatations, « il ne semble pas que les forces de sécurité aient agi de manière incorrecte ».

Le même scénario se répète

D'après l'armée, le véhicule aurait été mis en mouvement par le jet d'une grenade mercredi soir sur un poste militaire. L'explosion n'a fait ni dégâts ni victime, mais c'est peu après que la police des frontières aurait repéré le véhicule suspect. Le prenant en chasse, la jeep militaire aurait alors été la cible de jets de pierre par une foule particulièrement nombreuse à ce moment-là, puisqu'on prépare, dans le monde musulman, la fête de l'Aïd qui marque la fin du ramadan. Selon les intéressés, c'est qu'après avoir reçu deux cocktails Molotov, dont l'un a

leur véhicule, que les gardes ont ouvert le feu. Les règlements en vigueur permettent aux forces de sécurité de tirer à balles réelles dès lors qu'elles jugent leur vie en danger.

Toujours selon la version officielle préliminaire, deux ou quatre victimes de mercredi, âgées de 17 à 22 ans, auraient lancé les bombes incendiaires. Les gardes-frontières, qui ont rapidement été secourus et renforcés par des unités régulières de l'armée, ont également affirmé que, dans sa fuite, le véhicule suspect a heurté et blessé trois civils palestiniens avant de disparaître. D'après « des sources palestiniennes », citées jeudi par le Jerusalem Post, le véhicule en question était chargé de jeunes militants du « groupe de choc » baptisé « Aigle rouge » affilié au mouvement populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache. Un tract, signé de cette organisation de libération de la Palestine (FPLP), circulait jeudi soir dans les salles de rédaction, prévenant que « la massacre de Rafah » n'était « pas impuni ».

Le camp et la ville de Rafah — environ mille habitants — avaient été placés sous couvre-feu pendant cinq jours jusqu'à mardi matin. Mercredi soir, les restrictions les plus sévères ont été réimposées sur la région et, par force, la situation s'est calmée. Mais d'un autre côté, ce territoire de la bande de Gaza que les habitants, apparemment, quatre jours avant de tuer la veille, ont descendu dans la rue. L'explosion, jet de pierres, tir de représailles : le scénario s'est à nouveau répété. Les heurts les plus violents se sont produits cette fois dans les camps de réfugiés de Jabalya et de Chati. De sources hospitalières, on a vu des dizaines de jeunes gens ont été blessés, dont un serait dans un état sérieux.

PATRICE CLAUDE

YÉMEN : un tournant politique

La polygamie institutionnalisée

Un grand principe tel, longtemps ignoré par le régime de l'ex-Yémen du Sud qui se réclamait du marxisme, vient de disparaître avec la promulgation d'un nouveau code du statut personnel qui institutionnalise la polygamie sur le territoire du Yémen.

Promulgué au début de la semaine, ce code ne déroge pas à l'ancien qui était en vigueur à Aden depuis l'effacement révolutionnaire des années 70 et qui garantissait le droit des femmes.

Certains intellectuels de gauche avaient violemment critiqué le nouveau code, avant même qu'il soit rendu public. Parmi eux, M. Abou

reçut récemment : « Le nouveau code, qui a gravité à l'équilibre d'une société multiraciale, aura des effets dévastateurs sur la société yéménite ». M. Al Saqqaf déplorait en même temps « le rôle des complaisances du Parti socialiste yéménite (PSY), qui partage le pouvoir à l'État : « Avec son alliance et l'absence de la moindre critique, théorique ou pratique, du code de 1974, le PSY participe à une dégradation de la société yéménite et à une grande trahison des espoirs populaires », écrit M. Al Saqqaf en dénonçant « l'alliance illégitime » entre le PSY (avec le CGP) et le pouvoir au Yémen.

Entre-temps, les attaques meurtrières contre les membres du PSY se poursuivent. Deux de ses responsables ont été assassinés récemment au Yémen, d'autres depuis plusieurs mois d'une vague d'attentats contre des membres de ce parti. Selon El Thawri, organe du PSY, M. Mousleh Saleh El Chahwani, un ancien du parti dans le gouvernement de Sadeq, a été tué par balles, lundi 30 mars, alors qu'il regagnait son domicile. Pour sa part, l'hebdomadaire Sawt Al Qumal, organe des syndicats ouvriers du Yémen, a indiqué qu'un ancien membre du PSY, M. Mohammed Louf Messoud, avait été tué le 17 mars dernier chez lui à Ta'ez, au sud-ouest de Sanaa. — (AFP)

Washington « lave de tout soupçon » Jérusalem dans l'affaire des Patriot

« Israël est lavé de tout soupçon dans l'affaire des Patriot », a déclaré le secrétaire d'État américain James Baker, jeudi 2 avril. C'est le résultat d'une enquête sur les rumeurs selon lesquelles Israël se serait livré à un transfert de technologie vers le Liban pour fabriquer des missiles Patriot. Mais des investigations continuent à propos d'éventuelles autres réexportations illégales d'armes américaines par l'État hébreu. Le porte-parole du département, M. Margaret Tutwiler, a souligné que cette procédure se poursuivait mais ne visait pas à « tirer des conclusions ». Elle a d'ailleurs refusé de commenter publiquement cette procédure mettrait en Israël, comme l'ont fait plusieurs responsables sous le nom de l'anonymat. — (AFP)

IRAN

Plusieurs figures de proue de la fraction « dure » du régime sont écartées de la campagne électorale

L'ouverture officielle, jeudi 2 avril, de la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée consultative islamique (Majlis) a marqué le début de la lutte entre les deux principales forces politiques en Iran.

Les dignitaires religieux et les personnalités politiques de tous bords ont appelé à une participation « massive » au scrutin du 10 avril pour dire « les adieux ».

À Téhéran, des affiches de candidats de l'Association des combattants (ACC, modérée) apparaissent partout dans la ville, que les affiches des candidats de l'Association des religieux combattants (ARC, radicale) étaient presque absentes.

Plusieurs figures de proue de la tendance radicale ont été écartées, des

l'ayatollah Khomeini, ancien juge des tribunaux révolutionnaires et député de la ville sainte de Qom.

À Téhéran, la liste officielle des candidats ne comprend pas le nom de plusieurs personnalités de la tendance « dure », MM. Hadi Ghafari et Mohammad Ibrahim Asgharzadeh, deux députés. M. Asgharzadeh est le porte-parole des musulmans lors de la prise d'otages à Téhéran.

L'ayatollah Janati, porte-parole du Conseil de surveillance, chargé de la surveillance, a affirmé que « les réseaux postaux à la répression ne sont pas publiés officiellement, mais confiés aux intérêts eux-mêmes ». — (AFP)

DIPLOMATIE

Au Conseil de l'Europe

La Turquie mise en cause à propos de Chypre

STRASBOURG

de notre correspondant

Les membres du Conseil de l'Europe ont décidé, jeudi 2 avril, de publier un rapport condamnant la Turquie pour manquements graves au respect des droits de l'homme à Chypre, et qui date d'octobre 1983. Déjà en 1979, l'institution européenne de Strasbourg avait étendu trois ans de production les pièces dénonçant les agissements d'Ankara dans le nord de l'île après l'intervention militaire de juillet 1974.

Au Conseil de l'Europe, on donne « aucune » importance à qui expliquerait la décision de publier le rapport maintenant. Sans doute, certains partenaires de la Turquie estiment-ils qu'il est temps de temps à autre, aux pressions qui s'exercent au sein du Conseil pour rappeler Ankara aux normes européennes. Le Conseil de l'Europe garde aussi sous le coude, depuis un an et demi, un rapport

dénonçant la situation dans le pays, notamment à l'encontre des Kurdes. En outre, la commission des droits de l'homme a été saisie de plaintes de Chypriotes grecs portant, encore une fois, sur le non-respect des libertés individuelles dans la partie de l'île occupée par l'armée d'Ankara.

Les conclusions du rapport de 1983, concernant à quelques détails près, les violations de 1976, indiquent que la Turquie a violé les dispositions de la Convention européenne en ne rendant pas compte du fait de « Chypriotes grecs, toujours portés disparus, qui ont été privés irrégulièrement de leur liberté et qui ne pouvaient pas se faire entendre en 1974 ». Selon les experts européens, leur nombre est évalué à deux mille personnes. Il y a également eu à Ankara l'interdiction à « plus de cent soixante-dix mille réfugiés » dans leur foyer.

MARCEL SCOTTO

La visite du président tchécoslovaque en Russie

M. Eltsine a remis à M. Havel les archives sur l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968

Le président de Russie, M. Eltsine, a remis, mercredi 2 avril, au président tchécoslovaque Vaclav Havel, en visite officielle à Moscou, des documents relatifs à l'intervention soviétique en 1968. Il a trouvé les archives du KGB et du Comité central du PCUS.

Les deux pays ont d'autre part signé, mercredi, un accord régissant les problèmes matériels et financiers au retrait des troupes soviétiques de la Tchécoslovaquie ; aux termes de cet

accord, les autorités de Prague pourront vendre les biens immeubles des troupes soviétiques et le produit de ces ventes sera utilisé pour réparer les dégâts infligés à l'environnement par le stationnement des forces soviétiques, ainsi que pour construire en Russie des logements destinés aux militaires rapatriés.

La Tchécoslovaquie a pour premier pays qui parvient à signer avec l'ex-URSS le contenu de « l'après-traité ». — (Icar-Tass)

LE MONDE diplomatique

Avril 1992

- NOUVEL ORDRE : Washington et la maîtrise du monde, par Paul-Marie de La Gorce. — Les habits neufs de la domination néocoloniale par Georges Corm. — Feu la doctrine française de défense ? par Jean-Loup Motchane et Gilbert F. Rozier.
- EUROPE : Les Britanniques tentés par le « modèle » européen, par Anthony Sampson. — L'Italie : l'année, par la criminalité d'État, par François Vitrani. — La politique agricole commune sur la sellette, par Bernard Cassen.
- MAROC : Comment désamorcer la bombe sociale ? par Sophie Bessis.
- AFRIQUE : Après l'apartheid, par Ignacio Ramonet. — Sanglante recomposition dans la Corne de l'Afrique, par Gérard Prunier. — Les États-Unis, nouveaux parrains du continent, par Philippe Leymarie.
- ÉTATS-UNIS : L'Amérique malade de ses armes à feu, par Jamil Salmi. — New-York fait éclater le mythe de la « main postindustrielle », par James Petras.
- LITTÉRATURE : « De sol et de sang », une nouvelle d'Aziz Chouaki.

En vente chez votre marchand de

20 F

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Mme Carol Moseley Braun pourrait devenir la première femme noire élue sénateur

CHICAGO

de notre envoyée spéciale

Il y a la terminologie officielle américaine, les deux plus importantes « minorités » du pays sont les noirs et les hispaniques. Outre ces deux handicaps, Mme Carol Moseley Braun, épouse de la formation, est une chère amie de la nature - n'avait guère de moyens financiers. Elle disposait d'environ 100 000 dollars pour sa campagne en vue d'obtenir l'investiture du Parti démocrate à l'un des sièges de sénateur (1) de l'Illinois, avant les primaires du 17 mai de cet État du Midwest, dont Chicago est la métropole. Autant dire peu de choses en comparaison des millions de dollars qu'ont dépensés les autres candidats blancs, le sénateur sortant Alford Heford et le sénateur sortant Dick Durbin, qui ont tous deux été réélus.

Agée de quarante-quatre ans, Mme Moseley Braun n'avait pas plus le soutien de l'appareil du parti, dont les dirigeants locaux avaient préféré rester loyaux à M. Durbin, le sénateur sortant, qu'elle n'en avait pratiquement jamais perdu. Elle a donc dû se battre dans une campagne politique, on peut dire, comme il se doit, dans une ligne conservatrice modérée sans en couper le lien avec la démocratie, la condition n'est pas trop loin. Or le sénateur Durbin a déposé sa candidature le 15 octobre dernier, en faveur de la confirmation du juge (noir) Clarence Thomas, nommé à la Cour suprême par le président George Bush.

Toutes les féministes américaines sont convaincues que le juge a effectivement été victime d'un harcèlement sexuel; beaucoup de démocrates noirs ne pardonnent pas à ce juge très conservateur de renier les acquis de la lutte pour les droits civiques (les femmes ont obtenu l'embauche parmi les minorités notamment), et un nombre significatif de personnes trouvent que le juge n'était tout simplement pas assez qualifié pour siéger à la plus haute instance judiciaire de l'État-Unis.

« Délicieuse à 51 % »

Libérale, un certain féminisme, Mme Moseley Braun a su profiter du mécontentement qu'éveille le juge d'Alan Heford et de la confiance des électeurs à la candidature de la milliardaire Heford. Elle a ainsi remporté la victoire, mais tout juste, avec 51 % des suffrages (52 % du vote noir et une bonne partie du vote hispanique).

« Gagner une élection dépend de nombreux facteurs », dit-elle, « mais ce n'est pas tout. On doit aussi avoir une bonne équipe, et c'est ce que j'ai fait. »

enseignants de la faculté de l'Illinois, réunie en congrès samedi 28 mars à Chicago. Et chacun d'y aller de son côté pour aller « Carol » à remporter le scrutin de novembre prochain, une victoire qui ferait d'elle la première femme noire à entrer au Sénat.

Ses adversaires ont jugé sa candidature une erreur. Le républicain Richard Williamson, le beau mari de l'actuelle présidente Reagan au Illinois, n'est guère connu dans l'Illinois, dont il s'est absenté longtemps à l'étranger. En revanche, M. Moseley Braun, député pendant six ans au Parlement fédéral, est une femme connue pour s'être battue comme une lionne en faveur des droits civiques des moins nantis et pour l'augmentation des budgets sociaux. Chargée de la procédure de réforme de la procédure de nomination, elle a tout fait pour la simplifier.



« Le Sénat, qui ne compte actuellement aucun noir en son sein, a besoin de quelqu'un qui ne défende pas uniquement les intérêts de la gent masculine blanche », assure-t-elle. Catholique pratiquante respectueuse du « libre choix » de chaque femme, bien qu'opposée personnellement à l'avortement, Mme Moseley Braun se battra pour deux grandes causes : la mise en œuvre d'un système universel de soins de santé et le « redémarrage » de l'État-Unis, particulièrement au nord, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, financée en partie par les « bénéfices de la paix ».

Les moyens financiers, dont son adversaire dispose, sont, d'ores et déjà, une commune mesure avec les siens. Mais le candidat républicain aura à justifier les politiques économiques des deux derniers présidents, qui ont entraîné la perte de millions d'emplois dans l'industrie. « Je suis optimiste à 51 % », proclame-t-elle humoristiquement dans le bureau de M. Moseley Braun.

MARTINE JACOT

(1) Le Sénat est composé par tiers des deux ans, la durée du mandat étant de six ans.

o L'écart entre M. George Bush et M. Bill Clinton se creuse, mais au profit de ce dernier. Le président George Bush l'emporterait largement sur le gouverneur démocrate de l'Arkansas Bill Clinton, si l'élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, selon un sondage publié, jeudi 2 avril, par le quotidien *USA Today*. M. Bush devancerait M. Clinton de 20 points (54 % contre 34 %). Les sondages donnaient M. Bush victorieux avec 52 % des intentions de vote, contre 43 % pour M. Clinton il y a une semaine. — (AFP).

o Prochaine fermeture du consulat américain à Lyon. L'ambassade des États-Unis à Paris a annoncé, jeudi 2 avril, la fermeture, à compter du 15 juin, du consulat américain à Lyon. Cette décision s'est imposée en raison de la nécessité de consacrer les ressources aux exigences croissantes de l'Union européenne, précise l'ambassade dans un communiqué. L'ambassade estime que peu de personnes seront touchées par cette mesure, puisque les touristes américains effectuant un

séjour de moins de 90 jours aux États-Unis n'ont plus besoin de visa. Les services consulaires américains pour la région Rhône-Alpes seront transférés par la suite à Marseille, Lyon et Paris.

o CHILI : arrestation du général Mendoza, inculpé pour l'assassinat de dirigeants communistes. — Le général César Mendoza, ancien chef de la junte militaire sous le régime du général Augusto Pinochet (1973-1990), a été arrêté par la police, après avoir été inculpé dans l'affaire de l'assassinat en 1985 de trois dirigeants communistes : MM. Manuel Guerrero, José Manuel Parada et Santiago Mattar, le juge chargé de l'enquête. Le général Mendoza avait quitté la direction des Carabiniers (police militarisée) en août 1983, lorsque plusieurs de ses subordonnés avaient été impliqués dans l'assassinat de trois opposants, dont les cadavres égarés avaient été retrouvés dans les fourrés de Santiago. — (AFP).

ARGENTINE : dix ans après le débarquement aux Malouines

L'heure est aux négociations avec la Grande-Bretagne

Remplacement des portraits du général Peron, quelques trois mille personnes ont défilé, jeudi 2 avril, dans les rues de Buenos-Aires, le dixième anniversaire du débarquement des troupes argentines aux îles Malouines (*Le Monde* du 3 avril).

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

« Malvinas Argentinas » : dix ans après, ce sont les mêmes slogans qui étaient scandés par les manifestants, parmi lesquels de nombreux anciens combattants. Le gouvernement de M. Carlos Menem a également rendu hommage, mais plus discrètement, aux victimes de cette guerre qui dura soixante-quatre jours et fit plus d'un millier de morts et de disparus.

Malgré la fougue avec laquelle le chef de l'État a réaffirmé « qu'en 2000, les Malouines feront partie du territoire argentin », l'heure est aux négociations avec la Grande-Bretagne. Le président a renoncé au dernier moment à se rendre à Rio-Gallegos, en Patagonie, où a eu lieu une manifestation militaire du souvenir à laquelle ont participé les chefs des forces armées et le ministre de la Défense, M. Erman González. Bien qu'aucune explication n'ait été fournie, on estime que M. Menem a préféré éviter de participer à une cérémonie qui pourrait apparaître en contradiction avec la politique de conciliation adoptée vis-à-vis de l'ennemi d'hier.

Dix ans arrivés au premier, en juillet 1982, un des premiers gestes de M. Menem a été de renouveler les relations diplomatiques avec Londres, rompues pendant le conflit, en mettant entre parenthèses



la revendication de souveraineté qui avait été pourtant un des thèmes de sa campagne électorale.

La presse a accordé une large place à cet anniversaire. « On a perdu la guerre et on a gagné la démocratie », pour l'homme de la rue, ce commentaire lapidaire permet souvent de résumer une frustration encore vive mais aussi le paradoxe d'une des pages les plus douloureuses de l'histoire argentine. Il y a dix ans, plus d'un million de personnes se rendirent sur la place de Mai — lieu mythique de tous les grands rassemblements populaires — pour soutenir « l'épopée » des militaires contre « le colonialisme anglais ». Sur le balcon de la Casa Rosada, en grande tenue

d'apparat, le général Leopoldo Galtieri galvanisait les foules, cherchant à faire oublier les erreurs et les violations des droits de l'homme de la dictature en place depuis le coup d'État du 24 mars 1976.

L'avènement de la démocratie

Surnommé « le général majestueux » ou le « *Fuero argentino* », le président de la troisième et dernière junte militaire ignorait alors que la victoire britannique, le 14 juin 1982, marquerait aussi le glas de la dictature. Avec l'avènement de la démocratie en 1983, les responsables militaires de la défaite des Malouines

firent condamner, puis finalement graciés par le président Menem.

Le ministre de l'économie de l'époque, M. Roberto Alemán, reconnaît maintenant que les dépenses de l'Argentine pendant le conflit ont été énormes : de 10 à 15 milliards de dollars. Mais le 2 avril 1982, l'heure était au triomphe. Au premier rang des manifestants qui ovationnaient le général Galtieri se trouvait M. Carlos Menem, alors gouverneur de la Rioja, cheveux longs et larges favoris.

« La guerre des Malouines fut évidemment une erreur », affirme aujourd'hui le président Menem. Selon un sondage publié par le quotidien de gauche *Página 12*, les partisans d'un affrontement armé ne sont plus qu'une infime minorité. La revendication de souveraineté sur les Malouines reste cependant un sentiment partagé par une écrasante majorité. Au niveau gouvernemental, l'Argentine et la Grande-Bretagne multiplient les gestes d'amitié. M. Menem doit se rendre en visite officielle à Londres. On parle d'ailleurs de l'ouverture d'un pont aérien entre Buenos-Aires et Londres. Buenos-Aires espère reprendre ses échanges commerciaux avec Port-Stanley, la minuscule « capitale » de l'archipel.

De leur côté, les habitants des Malouines, les « *Kelpers* », tous britanniques et presque tous d'origine anglaise ou écossaise, ne veulent pas entendre parler des Argentins. Ils attendent fêter en grande pompe le 14 juin prochain le dixième anniversaire de la victoire avec la visite de M. Margaret Thatcher, qui était premier ministre lors du conflit de 1982.

CHRISTINE LEGRAND

ASIE

CHINE

Pékin dément que des manifestations aient eu lieu en Mongolie-Intérieure

Pékin a démenti, jeudi 2 avril, que des manifestations nationalistes anti-chinoises aient eu lieu ces derniers mois en Mongolie-Intérieure et qu'elles aient été violemment réprimées.

PEKIN

de notre correspondant

L'agence Chine nouvelle a publié le 2 avril une déclaration d'un « responsable d'un département concerné » non identifié, assurant que les informations publiées par les journaux américains de l'existence de manifestations de défense des droits de l'homme dans la région de la Mongolie-Intérieure, région que Pékin contrôle depuis l'époque de la dynastie impériale mandchoue (XVII^e siècle). Un correspondant britannique, Andrew Higgins, de l'Independent, avait cependant été expulsé fin 1991 pour avoir publié des documents confidentiels mentionnant une telle agitation.

Bien que les colons de souche han (chinois) coproducteurs en Mongolie intérieure soient quelque 90 % de la population, les millions d'habitants y vivent, dans une zone de contamination du regain de nationalisme consécutif à la chute du communisme en Mongolie, temps d'enthousiasme pour la région de la Mongolie-Intérieure, « autonome » mais fermement tenue par le pouvoir communiste, à la région, en raison de sa proximité de la capitale chinoise. De Pékin, le point le plus proche de ses limites orientales s'étend en une journée de voiture. La région est fermée aux étrangers, sauf quelques points touristiques soigneusement balisés.

FRANCIS DERON

SRI-LANKA

L'offensive contre les « Tigres » a fait 230 morts

La nouvelle offensive de l'armée sri-lankaise contre les « Tigres » du Front de libération de l'Éelam tamoul (LTTE), a fait 131 morts depuis son lancement le 16 mars, a annoncé jeudi 2 avril un porte-parole des forces armées à Colombo. Les guérilleros ont perdu 190 hommes, mais les gouvernements, qui ont enregistré 40 morts, ont également subi des pertes. Les combats se sont poursuivis dans la ville de Mullaitivu, dans le

nord-est de l'île, non loin de la base des « Tigres », la presque totalité de l'île, située à l'extrême nord.

Lancée en 1983, la lutte armée du LTTE vise la création d'un « patrie » (l'Éelam) pour les Tamouls, majoritaires dans l'île, et surtout le retrait du Ceylan. Cette population, de religion hindoue, est opprimée par la majorité bouddhiste de la population. — (UPI).

AFGHANISTAN

Vive accélération du processus de paix

« Les choses bougent très vite... Nous sommes pratiquement parvenus à un accord... Je n'ai jamais été aussi optimiste ». Ces propos tenus jeudi 2 avril au Pakistan par le médiateur de l'ONU, M. Benon Sevan, au retour d'une nouvelle navette entre Islamabad, Téhéran et Kaboul, témoignent de la « percée » opérée ces derniers jours sur la voie de la paix en Afghanistan après quatorze ans de guerre. Les moudjahidins ont été moins positifs : « Les choses bougent », a déclaré un de leurs dirigeants, mais l'objectif est le même.

La mission de médiation de l'ONU est le quasi-accord auquel les deux camps combattants, par le truchement de l'ONU, ont une formule de règlement politique. S'engouffrant dans une brèche entrouverte le 18 mars par le chef du régime de Kaboul, M. Sevan avait décidé d'accélérer son « plan de paix ». M. Najibullah, ayant accepté solennellement d'abandonner ses pouvoirs à « un gouvernement intérimaire ».

dé qu'il pourrait être mis sur pied, le médiateur de l'ONU a obtenu l'accord de la quasi-totalité des rebelles islamistes sur une formule d'« administration temporaire ».

Bien que M. Sevan ait refusé d'en divulguer les détails, l'AFP d'Islamabad a obtenu ces précisions : une vingtaine de personnalités « modérées » (intellectuels, technocrates en exil, pour l'essentiel), équitables sur deux listes présentées respectivement par Kaboul et les moudjahidins, prendraient en charge, avant la fin d'avril, les questions de sécurité.

Vers la fin du même mois aurait lieu, à Genève ou Vienne, sans doute sous la présidence de M. Boutros Ghali, secrétaire général de l'ONU, une 11^e réunion où seraient représentées toutes les parties combattantes. Cette assemblée de 150 personnes, pour l'essentiel, constituerait un gouvernement intérimaire, qui aurait mission d'organiser, dans les deux ans, une consultation libre en Afghanistan.

PROLONGATION exceptionnelle jusqu'au

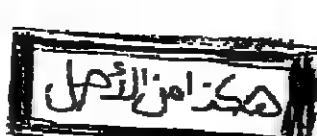
Samedi 18 avril

vente prix coutant sur l'ensemble du magasin

Paris contrôlés par Maître Dominique PINOT huissier justice 23 rue Marheut, Paris 8^e

FOURRURES GEORGE V

22. Av. Hoche magasin ouvert de 10h. à 13h. et de 14h. à 19h. Paris. Métro: Étoile-Ternes - Bus 31 Parking: Hoche



AFRIQUE

Somalie : la famine et la peur dans Mogadiscio

Après le cessez-le-feu entre les factions rivales qui se disputent le contrôle de la capitale, les pillards continuent à semer la terreur et les victimes de la faim comptent par milliers

MOGADISCIO

La tension demeure dans la capitale somalienne, qui goûte pourtant, depuis le 3 mars, un assez-foi assez bien respecté, après quatre mois de combats de bombardements ininterrompus. Le nouveau accord, signé, samedi 28, l'égide des Nations unies, par le président « de transition », Ali Mahdi Mohamed, et son rival du clan hawiye, le général Mohamed Farah Aidid, ne paraît rien changer. Mais si, dans la ville coupée en deux, quelques points de passage se franchissent aisément depuis le début du

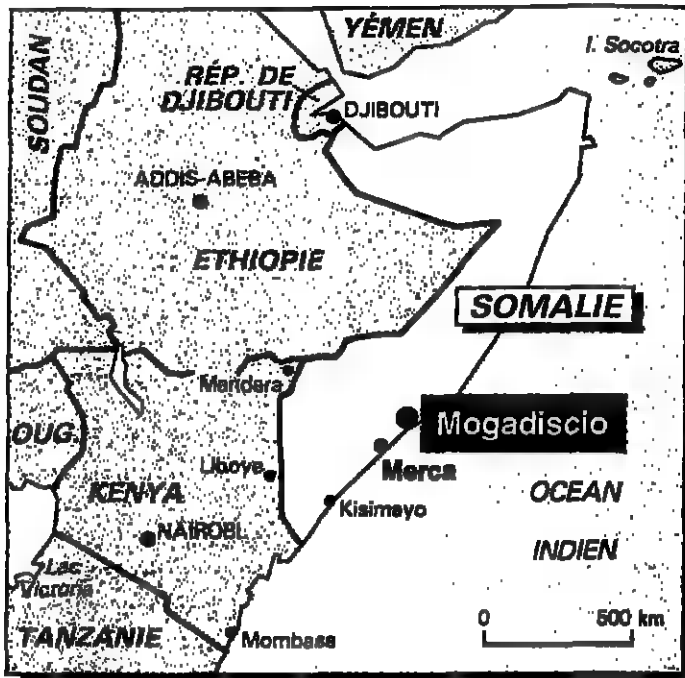
Sur la ligne du front, qui sépare les quartiers de Shangani et de Hama Weyn, les adolescents surveillent distraitement un barrage de fortune, fait de douilles d'obus dressées, de vieilles mitrailleuses et de branchages, en attendant le thé et leur apport de nourriture. Dans les rues jonchées de gravats, les arbres décharnés n'offrent plus qu'une ombre aux passants qui se risquent à la recherche d'objets utiles. Les pillards, si dans la ville, ne mangent quelques jours de plus. Derrière l'Hotel Urubba, l'épave d'un camion, un homme creuse patiemment une tranchée. Il déterre, mètre par mètre, des sacs qu'il échange au marché contre des produits de nourriture.

Pour les Somaliens, qui n'ont pas touché de salaire depuis quinze mois (mis à part les employés des organisations humanitaires), il faut, avant tout, survivre. Durant ces quatre mois d'affrontements, aucun aliment n'a pu être livré dans le port de Mogadiscio, les quelques 200 000 habitants qui se sont réfugiés à la périphérie de la ville, mènent une existence de plus en plus fragile. Sur les marchés de Bakara (sud) et de Karan (nord), le prix du riz ou du carburant, mesuré au compte-gouttes par les hommes d'armes, a augmenté de moitié. Même l'eau s'achète de plus en plus cher, à ceux qui ont la chance de posséder un puits.

« Fiers, surarmés et affamés »

Dans la rue qui mène à l'hôpital Médina, trois enfants, gisant à l'ombre d'un bâtiment, attendant le moment de leur mère, partie mendier. « Il y a, dans les hôpitaux, quelques malades, une famille qui mange pendant des jours », admet un responsable d'une organisation humanitaire.

Les villages des environs de Mogadiscio, depuis six mois, un afflux de populations fuyant les combats tribaux qui ensanglantent le sud et l'ouest du pays, régions



Les déclarations « zones rouges » ont déjà, les interprétations divergent. Pour les partisans de M. Ali Mahdi, ces zones doivent être laissées à l'autorité de l'ONU, alors que le général Aidid et ses alliés, qui contrôlent le port et l'aéroport, ne veulent simplement d'y intervenir les armes. Ils exigent, de plus, que les distributions des vivres soient faites par leur propre organisation humanitaire, condition vraisemblablement inacceptable pour leurs adversaires, qui campent dans le sud de Mogadiscio.

« Derrière aux yeux du monde »

Comment faire pour secourir les 4,5 millions de Somaliens menacés de famine, alors que les bandes de pillards qui écourent le pays pour quelques kilos de riz ? « C'est délicat, car nous avons affaire à des gens fiers, surarmés et affamés », explique un fonctionnaire des Nations unies. A la mi-janvier, un bateau, affrété par le Comité international de la Croix rouge (CICR), a commencé à décharger au port de Merca, à 100 km au sud de la capitale. Mais les marines, ces jeunes bandits, qui sévissent partout, ont fait de Mogadiscio et de Merca des camps de réfugiés se livrant à une révolte qui a entraîné la prise de plusieurs villages.

Les villages des environs de Mogadiscio, depuis six mois, un afflux de populations fuyant les combats tribaux qui ensanglantent le sud et l'ouest du pays, régions

SOUDAN : dans le sud

L'interdiction du transport des secours par voie aérienne menace 200 000 personnes

L'interdiction de transporter les secours par air et la poursuite des combats dans le sud du Soudan, 200 000 personnes menacées de famine, a affirmé, mercredi 2 avril, M. Thomas Ekvall, un responsable de l'opération de secours humanitaires « Lifeline Sudan », qui achemine par pont aérien des vivres dans le sud.

Le gouvernement soudanais a lancé l'opération de plus grande échelle contre les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), obligeant les organisations humanitaires à évacuer les réfugiés contrôlés jusqu'ici par les rebelles. M. Ekvall, un personnel de ces organisations, a déclaré qu'il était parti de la ville de Khartoum, mardi pour la capitale, dans deux avions. La ville, important centre de redistribution de secours, est sous-alimentée.

M. Ekvall a affirmé que les milliers de réfugiés risquent la mort si nous ne pouvons pas nous en occuper. Les rebelles ont pris le contrôle de la route principale pour approvisionner la route par voie navigable. 200 000 personnes dépendent de secours qui ne peuvent parvenir que par voie aérienne.

En février, le gouvernement soudanais a refusé au Comité international de la Croix rouge (CICR) d'envoyer à la voie aérienne dans l'acheminement des secours. Les vols ont été effectivement arrêtés au mois de mars. Avant le début de l'opération de secours gouvernementale, les Nations unies avaient lancé un appel pour obtenir 471 millions de dollars de secours d'urgence pour le Soudan où, selon l'organisation, il y a 7,6 millions de victimes de la sécheresse de la guerre, dont 7,2 millions ont besoin de secours alimentaires. (AFP)

d'épidémies diverses, de malaria. Parmi les mille réfugiés de Bulo-Mereta, cinq à six meurent chaque jour.

Au nord de Mogadiscio, l'opération de distribution des vivres, mise en place par le CICR, semble fonctionner. Du moins, jusqu'à présent. « Il faut apporter les vivres simultanément dans chaque zone selon un plan de distribution établi par les anciens de chaque clan », explique le responsable du CICR pour la Somalie, M. Peter Stocker.

Le problème numéro un reste celui du pont de Mogadiscio, inutilisable pour le moment, qui mettrait à l'acheminement des secours, solution plus simple que la mise en place d'un pont aérien ou le déchargement des vivres par les côtières, privés d'infrastructure portuaire. Mais l'opération est mince, tant que persiste la lutte meurtrière entre les factions hawiye et la capitale. Dans le camp du président Ali Mahdi, on se dit prêt à discuter avec le général Aidid, mais celui-ci refuse tout dialogue avec le gouvernement auto-proclamé. Les partisans du général se disent convaincus qu'une fois abandonné par ses fidèles, le président « de transition » sera totalement isolé, dans l'espace de quelques jours.

Un représentant de Médecins sans frontières a été tué par des miliciens après la prise du pouvoir. Dans sa zone, des environs de Merca, l'ancien président Aden Aden Mohamed (quantité de deux ans) ne cache pas son mécontentement. « Nous passons par les difficultés au yeux de la population », déclare-t-il. Fidèle à son serment de militant indépendant, le vice homme, élu à l'Assemblée de la scène politique après sa défaite aux élections de 1991, refuse de divulguer le nom de son frère. Aujourd'hui, il accuse les deux adversaires du CSU d'avoir détruit la capitale. Et dans un accès de rage impuissante, il lance encore à ses vengeurs, du haut de son balcon : « Dites-leur que la vie leur appartient de libérer Mogadiscio du CSU ».

JEAN HÉLÈNE

TCHAD : coup de semonce au président Déby

La France va retirer sa couverture aérienne

La France s'apprête à retirer la protection aérienne qu'elle a de longue date consentie au Tchad. Les mouvements que cette initiative implique commencent dès la fin de la semaine. Cette décision, dont le principe était depuis quelque temps au ministère de la défense, apparaît aujourd'hui comme un coup de semonce donné à M. Idriss Déby, le président du Tchad, qui a dénoncé l'action de coopérants civils et militaires français (le Monde du 2 avril).

La « couverture » aérienne comprend des intercepteurs Mirage F-1 et des radars, qui sont ramenés en France, et des avions d'entraînement, qui sont transférés en République centrafricaine. Le dispositif « Epervier » français, qui devrait rester au Tchad, est fort de mille deux cents hommes environ. De même, demeureront les éléments militaires de la coopération française, qui sont chargés de restaurer l'armée tchadienne en réduisant ses effectifs de moitié et en remettant en état ses matériels, pour une dépense de 200 millions de francs.

La France prend prétexte de la diminution de la tension entre le Tchad et la Libye pour amorcer son repli. Mais le retrait de la protection aérienne est aussi un avertissement à M. Déby. Depuis la mi-février, en effet, le régime tchadien, soutenu par les tribus zaghawas qu'il contrôle mal et dont les exactions continuent, a livré à une sévère répression des populations « arabes ». La France a désapprouvé ces actions (le Monde des 22, 24 et 28 février).

ANGOÏLA : M. Jonas Savimbi confirme l'existence de deux dirigeants de l'UNITA. Dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat américain James Baker, le président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, a confirmé l'existence de deux dirigeants de son organisation (le Monde du 28 mars), a indiqué jeudi 2 avril le radio angolais. M. Savimbi a déposé de sa responsabilité en incriminant deux généraux de l'UNITA récemment écartés du mouvement. Par ailleurs, le président Eduardo

22, 24 et 28 février). Plus récemment, les Tchadiens ont exposé quatre coopérants français auxquels ils reprochaient d'être impliqués dans les affaires intérieures du pays. Ce qui a entraîné une protestation du Quai d'Orsay, estimant qu'ils n'avaient commis aucune faute.

Un an de prison avec pour le correspondant de France internationale, M. Stéphane Gargoune, correspondant de Radio France internationale, a été condamné jeudi 2 avril à N'Djamena à un an de prison avec sursis et à une amende de 1 million de francs CFA (20 millions de francs). M. Gargoune, qui avait annoncé, en janvier, la prise de la ville de Meï, par les rebelles, était poursuivi pour diffusion d'informations militaires non officielles. (AFP)

Le Nigeria aurait expulsé plusieurs milliers de Tchadiens. Des informations concordantes, provenant notamment de la Civil Liberties Organisation, association nigérienne basée à Lagos, font état de l'arrestation de 250 à 300 Tchadiens, par les autorités nigériennes, depuis le début d'octobre, en vue de leur expulsion vers le Tchad, a révélé, jeudi 2 avril, le Paris, un communiqué de la Fédération internationale des tribunaux de l'homme. Quarante-sept Tchadiens seraient actuellement en détention, notamment dans les locaux de la présidence à N'Djamena. Ces expulsions résulteraient d'un accord au plus haut niveau entre les deux pays.

Donc, l'annonce de la prise de pouvoir par les militaires libyens, le 29 mars, a été suivie de 29 expulsions. (AFP)

RWANDA : Nomination d'un nouveau premier ministre. Le président Juvénal Habyarimana a annoncé, dans la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 avril, à Kigali, la nomination de M. Dismas Nsengiyaremye au poste de premier ministre. M. Nsengiyaremye, qui succède à M. Sylvestre Ntuzamahwa, est membre d'un des principaux partis d'opposition, le Mouvement démocratique républicain (MDR) (le Monde du 2 avril). (AFP)

OCÉANIE

AUSTRALIE : la difficile intégration des populations primitives

Canberra propose un plan d'action en faveur des aborigènes

Le ministre des Affaires indiennes, M. Robert Pickner, a présenté, mardi 23 mars, au Parlement, un plan d'action en réponse aux « trois cent trente-neuf recommandations » d'une Commission créée il y a quatre ans pour enquêter sur les trop nombreux décès et suicides d'Aborigènes dans les prisons du pays.

SYDNEY

correspondance

Dans les cinq années à venir, le gouvernement fédéral australien consacrerait des sommes importantes (150 millions de dollars australiens) à la prévention de l'alcoolisme et au développement de l'éducation légale pour les quelques 200 000 autochtones du continent australien, a annoncé le ministre des Affaires indiennes. Une série de mesures, visant à réduire les inégalités sociales dont sont victimes les habitants primitifs du pays, devrait être annoncée d'ici trois mois.

Deux unités de police, barbouillées de noir, un nez coulant autour du cou, un moquant de détenus aborigènes : ces images retransmises par la télévision le 12 mars ont profondément choqué le pays. Quelques jours auparavant, un documentaire sur le comportement de la police à Redfern, un quartier de Sydney à forte population autochtone, avait déjà provoqué de vives réactions. « On ne pense pas que nous pourrions nous en remettre pas résoudre les problèmes des relations entre les aborigènes et les autres citoyens », a déclaré le premier ministre, M. Paul Keating.

La commission d'enquête a révélé que, des quatre-vingt-dix aborigènes morts en détention entre 1980 et 1989, quarante-trois avaient été arrêtés pour des délits commis sous l'influence de l'alcool. Quarante-trois avaient été dans leur prison, séparés de leur famille sur intervention de l'Etat ; et quatre-vingt-trois étaient sans emploi. A l'échelle nationale, les autochtones représentaient 2,5 % de la population, mais 1,4 % de la population carcérale de l'Australie.

La commission en avait conclu que les handicaps économiques et sociaux étaient la cause principale de l'aliénation des aborigènes et de leur déshérence avec la justice. Elle invitait le pays à une reconnaissance du peuple aborigène en tant que peuple distinct, cruellement dépossédé de sa terre, et qui, jusqu'à une date récente, a été privé du respect dû à son être humain et de la possibilité de coexister en égal.

La question des terres

Les premières mesures annoncées ont pour objectif de réduire les tensions à l'émigration. Elles visent aussi à l'intégration d'Aborigènes dans les corps de police et de gardiens de prison. La partie la plus importante du plan, portant sur une réduction des inégalités sociales, devrait être définie d'ici juin en collaboration avec les six Etats fédérés. Son objectif est d'améliorer le niveau d'éducation de soins aux autochtones, promouvoir les activités sportives des jeunes avec l'aide de leurs parents, de créer des emplois en faveur des projets qui pourraient bénéficier à l'ensemble des

Il incombe également aux fédérés de réformer la loi et les procédures judiciaires afin que l'incarcération ne soit utilisée qu'en dernier recours, et de prendre des mesures pour réduire l'aliénation de la police. En effet, les premiers rapports de la commission, des cas plus sévères, notamment en Australie-Occidentale et en Nouvelle-Galles-du-Sud, ont conduit à l'adoption d'Aborigènes en prison : 25 % de plus qu'en quatre ans à l'échelle nationale.

Une autre recommandation majeure porte sur la terre, les terres aux autochtones. Elle prévoit quelque peu livrée au bon vouloir de chaque Etat. La Commission d'enquête revendique le droit à la terre pour les aborigènes, sans plaider pour une législation fédérale. C'est la plus faible, note M. Chris Cullen, criminologue de l'université de Sydney spécialisé dans la défense des autochtones. Le gouvernement fédéral pourrait passer une législation nationale. Le référendum de 1967, en donnant les moyens (1) ; mais l'exercice du contrôle sur les terres pose des problèmes politiques.

la question du financement, les gouvernements des Etats et Canberra estimant mutuellement, comme toujours, que la contribution offerte par chacun est insuffisante. M. Keating, les ministres de chaque Etat à une conférence pour tenter de débattre le problème.

SYLVIE LEPAGE

(1) En 1967, 91 % des Australiens se sont prononcés en faveur d'un amendement de la Constitution permettant au gouvernement fédéral de légiférer au plan national sur les questions liées aux aborigènes.

LA POBREZA ESTÁ EN LA

la pobreza mexicana announce

RAIZ DE LOS PROBLEMAS

la próxima guerra Nord-Sud.

AMBIENTALES MÀS

Celle de l'écologie.

DRAMÁTICOS.

Cette semaine en français, dans

COURRIER International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

مركز الأبحاث

LE RENDEZ-VOUS NOUVEAUTÉS

SPORT WEEK-END

au petit matelot

27, av. de la Grande-Armée, 101

SON RAYON

GRAND TAILLEUR

Costumes à partir de 750 F

Coupe « CRÉATION », à essayer

62, rue St-André-des-Arts, 6

Tél. : 43-29-44-10

PARKING ATTENDANT À VOS MAGASINS

DAKS

269, rue Saint-Hippolyte - Paris 1er - Tél. : 42-61-22-19

Galeries du Shopping d'Étival - Tél. : 50-46-20

THE LOOK TELLS YOU IT'S THE ORIGINAL FROM THE

DAKS

Le printemps des hommes en blouson de soie

(1 100 F col et poignets en tricot)

En Super 100, pantalon 580 F ; chemise 1 450 F ; ensemble 3 130 F ;

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)

et magasin commercial Vélizy II - 92000 - l'exportation

JACQUES GAUTIER

« Ombres et Lumières »

Pendentif cristal sur argent et émail noir.

Boucles d'oreilles 2 900 F

36, rue Jacob, 75006 PARIS

Tél. : 42-60-84-33.

VOUS avez un rendez-vous ! Nous vous donnons rendez-vous. Oui cette page n'est qu'un rendez-vous. Rendez-vous avec le printemps d'abord, rendez-vous avec l'horaire d'été qui rend le jour plus long à vivre et la nuit plus courte.

Rendez-vous avec le charme, rendez-vous avec l'élégance, rendez-vous avec des articles, des modes, des adresses dénichées avec le plus grand soin. Rendez-vous avec les prix, les bonnes affaires et les trouvailles de dernière heure.

Mais aussi rendez-vous avec la qualité. Rendez-vous quoi ?

• LA SOIE POUR SOI !

Monsieur, vous aussi, vous pouvez enfin vous habiller de soie. Cette noble matière se fait « lavée », ce qui lui donne un touché doux, genre « peau de pêche ». Chez Vogue, à deux pas de l'Opéra Garnier, découvrez la nouvelle soie dans une très belle sélection, blouses aux cols et poignets en tricot, 1 190 F, ou sous forme de veste, droite ou croisée, à 1 190 F. Le tout dans un grand choix de coloris. Voici encore des costumes en laine Super 100, croisés, gris « flammé », à 1 190 F, la silhouette Pierre Cardin pour aller avec, 1 190 F, ou 1 190 F dans des coloris vifs. Pour les lecteurs du Monde uniquement, un prix spécial, 970 F seulement, pour la tenue tout-terrain et multipoches, pour le printemps ! 33, bd des Italiens, 75009 Paris.

• UN MODE COMPOSABLE

Marie Moor, c'est le nom qui a donné deux jeunes styles qui créent, avec brio, un mode souvent composable et sur-mesure pensée pour toutes les « lignes ».

Leurs grands succès du moment est une superbe petite robe-bustier trépanée, très sexy, un stretch d'aspect laqué, noir, à pois, bleu, rouge... à porter habillée ou à la plage selon l'humeur, 800 F seulement. Bien entendu vous trouverez toujours un grand choix de robes impeccables et, d'ailleurs redingote, en lin et coton, 1 000 F environ. Vous aimerez aussi, beaucoup, les tuniques en soie aux coloris vifs, devant, les faciles à porter, elles vont avec tout. Marie Moor, c'est aussi une ligne d'accessoires complète et très belle, n'oubliez pas les collants Chantal Thomass à 80 F seulement.

Marie Moor 74, rue de la Chapelle des-Champs. Tél. : 43-25-23-53.

• LE LOOK BRITISH

C'est toujours un plaisir de découvrir la nouvelle collection Daks et ses tissus imprimés exclusifs ! Ce printemps, les hommes pourront s'offrir de très beaux vêtements dans des coloris gris-vert, pour des vestes prince-de-galles ou de petits carreaux dans lesquels s'insinue un petit fil rouge c'est superbe ! À partir de 1 190 F, les pantalons dans le même ton, 850 F. On aime aussi les pulls en laine à effet de trompe l'œil en V. Amusant et chic. Mais aussi trouvera, entre autres, un tailleur gris dans un prince-de-galles réinventé dont la veste se porte sur une jupe à effet de trompe l'œil. Pour le yacht, on se laisse facilement glisser dans une veste en lin, à très large revers, très sympathique. Daks 269, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris.

• LES GROTTES AUX MIRACLES

Stephane Men's qui a relancé le vrai costume à la mode et à la fois à la mode propose en Super 100 pour seulement 1 450 F. Il vous séduira avec ses collections de costumes signés Lapidus, Balmain, Feraud et Dior, toujours à des prix bas ! Le pantalon, dans un magnifique mérinos Super-100 à 590 F et dans un grand choix de coloris. Pour vos prochaines soirées, voici des smoking signés Dior pour seulement 3 100 F, que vous payerez presque le double ailleurs ! Un immense rayon de chemises vous attend avec une fourchette de prix allant de 100 à 400 F. Et toujours, la « grotte aux miracles » où des affaires fantastiques vous guettent.

Marie Moor Style

Spécialiste des tailleurs, ensembles et accessoires de qualité à des prix « douceur ».

Ouvert du mardi au samedi de 11 h à 19 h

74, rue Notre-Dame-des-Chatons 75006 Paris. - Tél. : 43-25-23-53.

tent. 130, Saint-Germain, 75006 Paris et 5, rue Washington 75008 Paris.

• LE FAX MOINS CHER

Profitez de la boutique Gapie, elle vous permet d'acquiescer des appareils techniques à des prix « demi-gros » ! En effet, l'importateur vous propose, à partir de 439 F t.c. On trouve également un modèle signé Panasonic dans lequel est intégré un répondeur très sophistiqué pour 900 F hors taxes. Pour ce qui est du répondeur seul, vous en trouverez, avec interférence à distance, à partir de 100 F ainsi que le célèbre Sony « Tam 50 », muni d'un système permettant de changer son message à distance, 190 F. Voici encore des téléphones sans fil à partir de 900 F. Micux encore, Gapie offre une remise de 10 % à tous les lecteurs du Monde ! Gapie 189, rue Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

• IMPERMÉABILISEZ-VOUS

En cette mi-saison, un petit tour au Petit Maitre s'impose. Vous allez découvrir l'endroit rêvé où l'on trouve le nouveau tissu Gore-Tex travaillé d'une façon très légère pour des imperméables à partir de 2 500 F et des vestes 3/4 à partir de 2 000 F. Très amusants sont également les costumes « chemise taille dans une toile de jean, sans oublier les pantalons en même tissu, proposés de 10 à 20 piques, à partir de 500 F. On trouve aussi, pour madame et monsieur, des vêtements superbes dans ce fameux tissu imperméable japonais à l'aspect « peau de poisson », et qui respire ! Voici des blousons, des parkas et des lampes dans un choix de coloris classiques. C'est également ici que vous trouverez le blouson officiel des américains pour l'Armée Cup. Au Petit Maitre 27, avenue de la Grande-Armée 75017 Paris.

• UN JARDIN EXTRAORDINAIRE

Bienvenue dans le jardin extraordinaire de Jacques Gautier, un grand artisan qui travaille l'émail avec l'habileté d'un talent. Il a rendu un merveilleux hommage au printemps à l'aide de fleurs sculptées sur bijoux, colliers et boucles d'oreilles scintillantes de couleurs et de matières de cristal sur argent, 1 200 F. Dans ce jar-

din s'ajoutent une série de papillons fabriqués en émaux translucides, mais oublier une libellule et là. Il a également réalisé des bijoux clin d'œil à la mode grâce à des émaux noir et blanc de pois blancs, superbes ! Quant à la femme, Andrée, elle reçoit dans son salon littéraire le 11 avril Pierre-Robert Leclerc pour son livre « L'Équilibre Nique » qu'il mettra en parallèle avec « Monsieur Quine » de Bernanos. 36, rue Saint-Denis 75001 Paris.

• LES BONNS PRIX DU PRINTEMPS

Au Dépôt Grand Marques, « DGM » pour les initiés, les collections de printemps viennent d'arriver, et cela, comme toujours, à des prix défiant toute concurrence. Les vêtements débutent à 1 000 F pour un ensemble en laine et atteignent seulement 3 250 F pour le top-niveau. Ils sont signés des grands noms de la mode : Louis Feraud, Dior, Jacques Fath, Ungaro, Renoma et d'autres encore. On remarque aussi la jolie gamme de coloris bleu allant jusqu'à des verts aux tons tendus en passant par des prince-de-galles fondus. On y trouve encore de la soie lavée, bien sûr, et vestes noires et superbes à seulement 1 600 F ainsi que des costumes à 2 450 F. Les pantalons vont de 275 F à 675 F, quant aux chemises et cravates elles sont toutes au même prix, quelle que soit leur taille : 245 F et 175 F. DGM 15, rue de la Banque 75002 Paris.

• BELLE POUR MOINS CHER

Dans les boutiques Toutes Chiffes Dehors, on trouve toujours de très bonnes affaires au féminin. Regardez les robes et les plus grands noms de la couture. Cela pour des vêtements de la saison en cours. Il s'agit de fins de séries ou de retours de l'exportation. Vous allez beaucoup aimer les tailleurs en laine et jean aux tons pastel. On trouve également de très belles pièces pour les mariages et les communions, signées d'un grand couturier parisien. Les jupes sont droites, en tulle et de toutes les couleurs, 350 F. Retenons une robe de nuit drapée à 100 F. Mais attention, quantité limitée ! 146, rue de Courcelles, 17, rue Lecourbe, 84, rue Saint-Denis et 76, rue Saint-Dominique, à Paris.

GAPIE

189, rue de St-Denis, 75010 Paris.

Métro : Gare du Nord.

Tél. : 40-36-28-97.

LES CAVES DE ST-SULPICE

Réceptions, mariages, dîners, soirées, anniversaires.

10, rue Servandoni, 75006 PARIS.

Tél. : 43-54-43-41.

NOUVELLE BOUTIQUE, RIVE DROITE

Toutes griffes dehors

LE SPÉCIALISTE DU GRIFFÉ DÉGRIFFÉ DES GRANDS COUTURIERS

Jupe à partir de 350 F. Veste ou blazer à partir de 490 F. Ensemble jupe et blazer à partir de 1 000 F. Robe à partir de 690 F.

* Dans la limite des stocks disponibles.

84, rue de Sévres, 7. 45-67-00-64 - 76, rue St-Dominique, 7. 45-67-85-14

146, rue de Courcelles, 17. 40-53-02-11 - 17, rue Lecourbe, 15. 45-67-87-85

STEPHANE MEN'S

DISCOUNT DE LUXE, c'est

LE MEILLEUR PRÊT-À-PORTER MASCULIN DES MEILLEURS GRANDS COUTURIERS AUX MEILLEURS PRIX DE PARIS

T. LAPIDUS, P. BALMAIN, L. FÉRAUD, C. DIOR ET SES COSTUMES EN SUPER 100 à 1 600 F

Fidélité par le ministère du commerce et la presse usuelle.

JE VOUS LE GARANTIS

Ouvert tous les jours, sauf dim., ven. fond de court, de 12 h à 19 h 30

S. RUE DE WASHINGTON, PARIS 8. MÉTRO ET PARKING GEORGE V

130, BD SAINT-GERMAIN, PARIS 6. MÉTRO ET PARKING ODÉON

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques

Vente sans intermédiaires

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

Les collections printemps-été 82 au prix du dégriffé.

du 38 au 64

atelier de retouches

ouvert du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)

Bourse. Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millau »

UTILES ET FUTILES

Eblouissant ?

Une nouveauté formidable non éblouissante, c'est ce que propose Essilor, qui vient de mettre au point un nouveau verre, « Transitions ». Il est photochromique et s'assombrit donc à la lumière. Cela n'a rien de nouveau, mais Sachet pourtant que les autres verres similaires passent sous « toutes » alors que les Transitions sont « light ». En effet, c'est la première fois que l'on arrive à réaliser une prouesse technique dans un verre organique, nettement plus léger, à savoir 50 % moins lourd qu'un verre minéral.

Vite et bien.

Lors de vos réunions, dans vos conférences et autres rendez-vous, pour défendre vite et bien, Fanchon se propose désormais comme cuisinier grand chef avec un choix de sept plateaux-repas allant de 150 F à 400 F l'unité ; pour ce dernier prix vous aurez un peu de caviar, un peu de langoustes, un peu de saumon, un peu de sole du Lion, un petit chèvre, un gâteau... miam ! Livraison gratuite sur Paris et 100 F dans une région, minimum 4 plateaux par commande. Tél. : 47-42-60-11.

200 ans et si fraîche !

Avec ce printemps qui s'annonce, on a bien sûr le cœur léger et plein d'optimisme et, par là même, envie d'une nouvelle fraîcheur. Pourquoi pas « 1711 Eau de Cologne originale ». Une eau exquise qui fut son bicentenaire avec un léger et extraordinaire et toujours avec un formelle magique garde secrets. Les hommes s'habillent par cette eau fraîche et naturelle qui a reçu, pour cadeau d'anniversaire, une nouvelle robe, un packaging alliant la modernité à la tradition, 270 F le flacon de 100 ml et 200 ml en forme de carafon, 47 F le coffret de 3 saçons.

11 litres de bulles.

Pour un prochain mariage ou anniversaire, pensez grand, on s'en souviendra ! Pommevy vient de mettre au point une nouvelle méthode de fabrication de la grande bulle réalisée de façon semi-artisanale. Les « Salomanzers » de Pommevy, l'équivalent de 12 bulles ou, si vous préférez, quelques 95 centimes ! Ce vin de prestige que vous enverrez par correspondance chez Pommevy, 5 place du Général-Gouraud, 51100, Reims. - Tél. : 26-61-62-63.

La min Courrèges.

Avec la grand couturier Courrèges, la pluie ne pose plus problème, au contraire, on a même affaire à pouvoir s'offrir un parapluie complètement argenté et aux manches transparentes. En revanche, quand vient le soleil, Madame pourra s'offrir les nouvelles lunettes solaires dont les montures sont typiquement dans l'esprit Courrèges, c'est-à-dire new-age, comme on dit aujourd'hui, en oubliant parfois qu'en est l'inventeur ! 40, rue François-1^{er} à Paris, entre autres.

Deux bonnes glaces !

Les glaces sont très bonnes, quand elles sont faites à la maison. C'est aussi plus amusant. Découvrez-les, vous en avez assez des sorbetsiers Philips HR 2302, équipés d'un disque accumulateur de froid qui se garde dans le congélateur sans vous encombrer. Elles sont d'un niveau sonore réduit à 58 dB et d'une capacité de 1,2 litre. Du 1^{er} avril au 30 juin, Philips offre pour tout achat d'une sorbeterie un deuxième accumulateur de froid qui vous permettra de réaliser deux glaces à la suite.

GUNNAR P.

هكذا نحن الآن

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Marcel Bovis, l'intuitif

Découverte d'un représentant discret de la nouvelle vision dans les années 20



« L'Enfant et la colombe », 1933.

Suffit-il d'une image pour qu'un photographe soit mal compris ? En 1933, Marcel Bovis réalise *L'Enfant et la colombe*, une œuvre qui, à l'époque, est jugée trop abstraite. Beaucoup attribuent encore à Doineau, le grand maître de la photographie humaniste et sentimentale, en réalité, en compagnie de Doineau, d'Isidore et de Kertész, sous la bannière du « réalisme poétique ». La Mission du patrimoine photographique a fait une spécialité de mettre dans la lumière des photographes méconnus ou de recentrer quelque auteur égaré sur des terrains photographiques incertains. Avec Marcel Bovis, la tâche est donc ardue.

Qui connaît Marcel Bovis ? Sa biographie est mal connue à Nice en 1904 où sa grand-mère lui fait suivre le cours de l'École des arts et métiers, de peur qu'il ne s'engage dans les rues et fréquente les filles. D'abord photographe, il devient photographe à temps plein, entamant un parcours qui rappelle celui de son ami René-Jacques, à qui la Mission a consacré une exposition en juin 1991.

La donation faite par l'auteur à l'État en 1991 (21 000 clichés réalisés entre 1927 et 1977) donne lieu à une exposition au Palais de Tokyo et à un livre qui tranche avec le caractère confidentiel de cet étrange photographe qui, pour baigner dans les courants les plus novateurs, ne peut être l'ombre des maîtres français des années 30 à 40. Doineau à Tabard, de Kertész à Brassai. L'homme a trop revêtu l'habit du parfait illustrateur, du technicien, du professionnel touche-à-tout (illustration, mode, reportage, nus, portraits personnels, mais aussi gravure, si il fut passionné d'appareils photo), le photographe trop caméléon - mais aussi trop discret - pour accrocher le train de la notoriété, savoir se vendre et rejeter sur les cimaises des musées et dans les pages des revues spécialisées.

C'est, en tout cas, la thèse - séduisante - défendue par Pierre Borhan et Alain Fleig dans le catalogue de l'exposition qui lui est consacrée. « Marcel Bovis ne fut jamais une valeur marchande », affirme Pierre Borhan, qui parle d'œuvre étouffée. Alain Fleig montre comment le représentant instinctif de la nouvelle vision dans les années 20 (documents réalistes, cadrages plongés, surimpressions et photogrammes) s'est laissé embarquer dans l'humanisme des années 30 pour disparaître complètement dans les années 60. Mais Alain

Fleig n'hésite pas à comparer certaines œuvres de Bovis à celles d'Henri Cartier-Bresson, d'André Kertész, de Germaine Krull, de Robert Frank ou de Les Félou-Bauder, il le dit comme l'inspirateur « des jeunes artistes des années 70, les Plossu ou les Claessens ».

Ces éloges sont pourtant loin d'être toujours mérités. Les nus de Bovis - genre qu'il a beaucoup pratiqué - sont trop souvent maniérés et lourds. Ses photomontages, ses collages, ses surimpressions, ses photogrammes, de sa curiosité, mais il veut mieux oublier ses abstractions et ses compositions réalisées à la fin des années 60, ainsi que ses essais en couleur.

Reste le médium. Les photos, prises dans les rues de Paris et de Marseille, dans les fêtes foraines ou dans les gares. De telles photos de nuit sont habillées à montrer après le célèbre *Paris de nuit* de Brassai (1932) et les images de René-Jacques. Celles de Marcel Bovis ne le font pas. Elles sont, il y a travaillé, dès 1927, à Paris essentiellement, témoignant d'une qualité de matière enrichie par les jeux de lumière. Mais Bovis va plus loin : il retrouve ses images audacieuses, ses nus notamment, dans ses photos de jour comme dans ses formidables images de Marseille.

A ses débuts, alors qu'il travaille intuitivement, Marcel Bovis est convaincu qu'il faut se fier à son sens artistique du pictorialisme. Qu'elle n'est pas sa joie lorsqu'il tombe sur des photos d'Eugène Atget, Eli Lothar, Man Ray mais surtout Germaine Krull. « Je me suis enfin la justification des premières images pour lesquelles je n'avais guère qu'un instinct peu affirmé », dit-il justement à cette période, avant que le photographe ne laisse la place au plus savant.

MICHEL GUERRIN

► « Rétrospective Marcel Bovis », Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016, Paris. Tél. : 47-23-36-53. Jusqu'au 24 mai.

► « Marcel Bovis », texte d'Alain Fleig, édité par le ministère de la Culture, La Réunion, 250 p., 395 F. Le numéro de printemps de *L'Art et l'Essai International* est entièrement consacré à la Mission du patrimoine photographique, 80 F.

VARIÉTÉS

La chanteuse à la tête coupée

LES CHANSONS
FIN DE SIÈCLE
à l'exposition Toulouse-Lautrec

1901 : Toulouse-Lautrec dessine l'affiche du *Divan japonais* (75, rue des Martyrs). Au premier plan, Jane Avril, chanteuse et danseuse, dans une robe noire. À ses côtés, monnaie, un haut-de-forme, le critique musical Edouard Dujardin. Au fond, Yvette Guilbert, la « chanteuse fin de siècle », chante à la tête coupée dont le cou est percé par la hanches et les longs bras. Dans le décor du cabaret montmartrois, à l'orientale, grivoise et chic, il y a le popu, Guilbert surimprime les premiers pas de la Troisième République au café-concert, en toulonnant les paroles interdites des Valéris.

EPN/Adas vient de lui consacrer un double-album (*Le Monde Arts-Spectacles* du 5 mars 1992), accompagné d'un livret orné d'esquisses de Toulouse-Lautrec et de Steinlen. Il regroupe, à côté de succulents classiques (*Le Fiacre*, des *Vieux Messieurs*, *Mardi carême*) et de pièces d'inspiration religieuse, de nombreux enregistrements datant de 1897 (*Le Soulier*). On ne le trouve pas à la boutique, mais dans un chapitre pointu de la notice de l'exposition vendue de l'année (1).

Et l'on entendra difficilement Annie Papin et Francesca Solleville, qui ont été officiellement chargées d'animer les chansons le même chapitre. La sonorisation du spectacle a mal fait qu'elle décourage de s'y arrêter plus de cinq minutes, pour échapper aux deux chanteuses à la tête coupée culturelle ambiante.

Pas d'oreille attentive

Domage ! L'idée, née au Théâtre du Campagnol et reprise par le conservateur du Musée d'Orsay, était pourtant bonne de montrer ces éléments fondamentaux de la scénographie de Toulouse-Lautrec et de son époque. L'exposition d'une telle rétrospective, mais la chanson populaire, glorifiée par le peintre, n'a apparemment pas trouvé d'attention au Grand Palais. Pendant qu'elles font le travail du sourd, Hélène Delavault, plus il faut dire son emploi de chanteuse qu'en tant que de rue, fait de ridicules glissades en s'accrochant sur scène, un air aime comme ça ou sur l'Éloge de la vie, se prépare, pour le Musée d'Orsay (le thème de meilleures conditions techniques !), un spectacle avec Irène Attorf, qui fut la chanteuse pianiste d'Yvette Guilbert (Auditorium du Musée d'Orsay, les 7, 9 et 11 avril).

Francesca Solleville, interprète d'Aragon, de Ferrat, coauteur avec Mouloudji, en 1973, d'un spectacle consacré à Aristide Bruant au Vieux-Colombier (2), et Annie Papin, chanteuse de rue adepte de l'orgue de Barbarie dans le jazz, ont travaillé sérieusement. La Bibliothèque nationale aux archives personnelles de Mouloudji, elle est retrouvée dans parfois perdues des collections, au Chat noir, du Moulin rouge, d'Aristide Bruant, mais aussi de Léon Xanrof, Jean Jouy, Maurice Vaucaire, Jehan Viret, Maurice Mac-Nab, auteur du *Fiacre*, des *Petits Pavés*, de la *Chanson des immortels* du peuple, avant de mourir dans la misère.

Essayer les platres

Toulouse-Lautrec peignait la lumière, des écouyres, des danseuses, des humbles qui affrontaient la vie bourgeoise. « Ce fut, explique Francesca Solleville, une époque où les femmes, les pauvres, les exclus. L'univers du Chat noir n'est pas tragique et sensible, vécu avec une énergie farouche. Il faut d'entendre En revenant de la messe, de Paulus, ou encore Le métinge des femmes échevées, d'Yvette Guilbert - les femmes essayaient encore d'avoir le droit de vote. La Veuve, la Fille d'ouvrier, le Joueur, c'est tout ça. »

Jouy, c'est tout ça. Les rappeurs français d'aujourd'hui n'expriment pas le dixième de cette culture.

Avec la même énergie, Annie Papin et Francesca Solleville, qui se prennent la main jusqu'au 17 mai, mènent la direction du Musée d'Orsay à donner une Internationale tonitruante et imprévisible devant le Musée des visiteurs étrangers si rien n'est fait pour que ces trois femmes de spectacle hebdomadaires ne restent leur juste place. C'est une tâche de fâcheux.

VÉRONIQUE MORTAGNE

(1) Tandis que celui d'Hélène Delavault, Paris 1900, est une estimation des collections nationales : 1 000 000 d'œuvres.

(2) Un CD est paru chez Muzik, malheureusement pas réédité en CD à ce jour. À lire sur l'histoire de la chanson française illustrée, du café-concert à nos jours : *La Chanson à l'effigie*, de Jean-Claude Klein, Éditions Du May, 170 p., 250 illustrations.

Grand Palais, square Jean-Perrin. Tous les samedis et dimanches, entre 18 h et 30 h et 18 heures, le mercredi matin 17 h 30 et 18 heures. Prochaine apostrophe : Annie Papin et l'atelier d'orgue de Barbarie au Ludion, le 5 avril. Francesca Solleville et Michel Prévostalli (piano), le 8 avril.

DU 26 MARS AU 13 AVRIL

CHEZ CITROËN
REPRISE ARGUS* + 7000 F
OU 7000 F MINIMUM

OU SI VOUS AVEZ UNE CHANCE FOLLE
AU GRATTAJE



CITROËN

CITROËN et TOTAL

Du 26 mars au 13 avril 1992, venez gratter votre bulletin-jeu dans tous les points de vente du réseau CITROËN France affichant l'opération. Vous y découvrirez le montant du chèque de reprise qui vous sera accordé, pour tout achat d'un véhicule particulier neuf CITROËN, de cylindrée égale ou supérieure à celle du véhicule à reprendre, commandé durant l'opération et immatriculé avant le 31 mai 1992.

Jeu gratuit et sans obligation d'achat doté de 337 chèques de reprise 10 000 F minimum ou Argus* + 10 000 F, 111 chèques de reprise 9 000 F minimum ou Argus* + 9 000 F, 337 chèques de reprise 8 000 F minimum ou Argus* + 8 000 F, 111 chèques de reprise 7 000 F minimum ou Argus* + 7 000 F. Le règlement de l'opération est déposé chez Maître Leli, huissier à Paris, 16, rue du Vieux-Neuf, et sera adressé à titre gratuit à toute personne qui en fera la demande. Offre non cumulable avec d'autres offres promotionnelles : valeur de reprise Argus calculée en fonction du cours moyen de l'Argus du jour, du kilométrage du véhicule, et diminuée des éventuels frais de remise à l'état standard des 15 % pour frais et charges professionnelles.

à Aubervilliers
création
du 11 au 26 avril 1992

scénographie
et mise en scène
Eric Vigner

Le régiment de Sambre et Meuse

loc.
48 34 67 67

LES EXCLUSIVITÉS

هكذا من الأضليل

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

bureaux

4^e arrdt

FACE PARC 74 m²
PRIX INTERESSANT
APARTS-ET-MIERS, 2^e et
Pierres de l'Yvette, 2^e et
1^{er} étage, cuisine, bain, wc,
4, RUE VAUCANSON
Sem. dim. 15 h à 18 h.

10^e arrdt

BO MAGENTA
Imm. d'angle, pierre de t.
3/4 PIÈCES sur rue,
17 m², 11^e et 3^e et
1 850 000 F. 48-04-34-48

12^e arrdt

PRÈS BASTILLE
GO 2 P. cuisine, salle, 11^e et 3^e et
3^e et 4^e et 5^e et 6^e et 7^e et 8^e et 9^e et 10^e et 11^e et 12^e et 13^e et 14^e et 15^e et 16^e et 17^e et 18^e et 19^e et 20^e et 21^e et 22^e et 23^e et 24^e et 25^e et 26^e et 27^e et 28^e et 29^e et 30^e et 31^e et 32^e et 33^e et 34^e et 35^e et 36^e et 37^e et 38^e et 39^e et 40^e et 41^e et 42^e et 43^e et 44^e et 45^e et 46^e et 47^e et 48^e et 49^e et 50^e et 51^e et 52^e et 53^e et 54^e et 55^e et 56^e et 57^e et 58^e et 59^e et 60^e et 61^e et 62^e et 63^e et 64^e et 65^e et 66^e et 67^e et 68^e et 69^e et 70^e et 71^e et 72^e et 73^e et 74^e et 75^e et 76^e et 77^e et 78^e et 79^e et 80^e et 81^e et 82^e et 83^e et 84^e et 85^e et 86^e et 87^e et 88^e et 89^e et 90^e et 91^e et 92^e et 93^e et 94^e et 95^e et 96^e et 97^e et 98^e et 99^e et 100^e et 101^e et 102^e et 103^e et 104^e et 105^e et 106^e et 107^e et 108^e et 109^e et 110^e et 111^e et 112^e et 113^e et 114^e et 115^e et 116^e et 117^e et 118^e et 119^e et 120^e et 121^e et 122^e et 123^e et 124^e et 125^e et 126^e et 127^e et 128^e et 129^e et 130^e et 131^e et 132^e et 133^e et 134^e et 135^e et 136^e et 137^e et 138^e et 139^e et 140^e et 141^e et 142^e et 143^e et 144^e et 145^e et 146^e et 147^e et 148^e et 149^e et 150^e et 151^e et 152^e et 153^e et 154^e et 155^e et 156^e et 157^e et 158^e et 159^e et 160^e et 161^e et 162^e et 163^e et 164^e et 165^e et 166^e et 167^e et 168^e et 169^e et 170^e et 171^e et 172^e et 173^e et 174^e et 175^e et 176^e et 177^e et 178^e et 179^e et 180^e et 181^e et 182^e et 183^e et 184^e et 185^e et 186^e et 187^e et 188^e et 189^e et 190^e et 191^e et 192^e et 193^e et 194^e et 195^e et 196^e et 197^e et 198^e et 199^e et 200^e et 201^e et 202^e et 203^e et 204^e et 205^e et 206^e et 207^e et 208^e et 209^e et 210^e et 211^e et 212^e et 213^e et 214^e et 215^e et 216^e et 217^e et 218^e et 219^e et 220^e et 221^e et 222^e et 223^e et 224^e et 225^e et 226^e et 227^e et 228^e et 229^e et 230^e et 231^e et 232^e et 233^e et 234^e et 235^e et 236^e et 237^e et 238^e et 239^e et 240^e et 241^e et 242^e et 243^e et 244^e et 245^e et 246^e et 247^e et 248^e et 249^e et 250^e et 251^e et 252^e et 253^e et 254^e et 255^e et 256^e et 257^e et 258^e et 259^e et 260^e et 261^e et 262^e et 263^e et 264^e et 265^e et 266^e et 267^e et 268^e et 269^e et 270^e et 271^e et 272^e et 273^e et 274^e et 275^e et 276^e et 277^e et 278^e et 279^e et 280^e et 281^e et 282^e et 283^e et 284^e et 285^e et 286^e et 287^e et 288^e et 289^e et 290^e et 291^e et 292^e et 293^e et 294^e et 295^e et 296^e et 297^e et 298^e et 299^e et 300^e et 301^e et 302^e et 303^e et 304^e et 305^e et 306^e et 307^e et 308^e et 309^e et 310^e et 311^e et 312^e et 313^e et 314^e et 315^e et 316^e et 317^e et 318^e et 319^e et 320^e et 321^e et 322^e et 323^e et 324^e et 325^e et 326^e et 327^e et 328^e et 329^e et 330^e et 331^e et 332^e et 333^e et 334^e et 335^e et 336^e et 337^e et 338^e et 339^e et 340^e et 341^e et 342^e et 343^e et 344^e et 345^e et 346^e et 347^e et 348^e et 349^e et 350^e et 351^e et 352^e et 353^e et 354^e et 355^e et 356^e et 357^e et 358^e et 359^e et 360^e et 361^e et 362^e et 363^e et 364^e et 365^e et 366^e et 367^e et 368^e et 369^e et 370^e et 371^e et 372^e et 373^e et 374^e et 375^e et 376^e et 377^e et 378^e et 379^e et 380^e et 381^e et 382^e et 383^e et 384^e et 385^e et 386^e et 387^e et 388^e et 389^e et 390^e et 391^e et 392^e et 393^e et 394^e et 395^e et 396^e et 397^e et 398^e et 399^e et 400^e et 401^e et 402^e et 403^e et 404^e et 405^e et 406^e et 407^e et 408^e et 409^e et 410^e et 411^e et 412^e et 413^e et 414^e et 415^e et 416^e et 417^e et 418^e et 419^e et 420^e et 421^e et 422^e et 423^e et 424^e et 425^e et 426^e et 427^e et 428^e et 429^e et 430^e et 431^e et 432^e et 433^e et 434^e et 435^e et 436^e et 437^e et 438^e et 439^e et 440^e et 441^e et 442^e et 443^e et 444^e et 445^e et 446^e et 447^e et 448^e et 449^e et 450^e et 451^e et 452^e et 453^e et 454^e et 455^e et 456^e et 457^e et 458^e et 459^e et 460^e et 461^e et 462^e et 463^e et 464^e et 465^e et 466^e et 467^e et 468^e et 469^e et 470^e et 471^e et 472^e et 473^e et 474^e et 475^e et 476^e et 477^e et 478^e et 479^e et 480^e et 481^e et 482^e et 483^e et 484^e et 485^e et 486^e et 487^e et 488^e et 489^e et 490^e et 491^e et 492^e et 493^e et 494^e et 495^e et 496^e et 497^e et 498^e et 499^e et 500^e et 501^e et 502^e et 503^e et 504^e et 505^e et 506^e et 507^e et 508^e et 509^e et 510^e et 511^e et 512^e et 513^e et 514^e et 515^e et 516^e et 517^e et 518^e et 519^e et 520^e et 521^e et 522^e et 523^e et 524^e et 525^e et 526^e et 527^e et 528^e et 529^e et 530^e et 531^e et 532^e et 533^e et 534^e et 535^e et 536^e et 537^e et 538^e et 539^e et 540^e et 541^e et 542^e et 543^e et 544^e et 545^e et 546^e et 547^e et 548^e et 549^e et 550^e et 551^e et 552^e et 553^e et 554^e et 555^e et 556^e et 557^e et 558^e et 559^e et 560^e et 561^e et 562^e et 563^e et 564^e et 565^e et 566^e et 567^e et 568^e et 569^e et 570^e et 571^e et 572^e et 573^e et 574^e et 575^e et 576^e et 577^e et 578^e et 579^e et 580^e et 581^e et 582^e et 583^e et 584^e et 585^e et 586^e et 587^e et 588^e et 589^e et 590^e et 591^e et 592^e et 593^e et 594^e et 595^e et 596^e et 597^e et 598^e et 599^e et 600^e et 601^e et 602^e et 603^e et 604^e et 605^e et 606^e et 607^e et 608^e et 609^e et 610^e et 611^e et 612^e et 613^e et 614^e et 615^e et 616^e et 617^e et 618^e et 619^e et 620^e et 621^e et 622^e et 623^e et 624^e et 625^e et 626^e et 627^e et 628^e et 629^e et 630^e et 631^e et 632^e et 633^e et 634^e et 635^e et 636^e et 637^e et 638^e et 639^e et 640^e et 641^e et 642^e et 643^e et 644^e et 645^e et 646^e et 647^e et 648^e et 649^e et 650^e et 651^e et 652^e et 653^e et 654^e et 655^e et 656^e et 657^e et 658^e et 659^e et 660^e et 661^e et 662^e et 663^e et 664^e et 665^e et 666^e et 667^e et 668^e et 669^e et 670^e et 671^e et 672^e et 673^e et 674^e et 675^e et 676^e et 677^e et 678^e et 679^e et 680^e et 681^e et 682^e et 683^e et 684^e et 685^e et 686^e et 687^e et 688^e et 689^e et 690^e et 691^e et 692^e et 693^e et 694^e et 695^e et 696^e et 697^e et 698^e et 699^e et 700^e et 701^e et 702^e et 703^e et 704^e et 705^e et 706^e et 707^e et 708^e et 709^e et 710^e et 711^e et 712^e et 713^e et 714^e et 715^e et 716^e et 717^e et 718^e et 719^e et 720^e et 721^e et 722^e et 723^e et 724^e et 725^e et 726^e et 727^e et 728^e et 729^e et 730^e et 731^e et 732^e et 733^e et 734^e et 735^e et 736^e et 737^e et 738^e et 739^e et 740^e et 741^e et 742^e et 743^e et 744^e et 745^e et 746^e et 747^e et 748^e et 749^e et 750^e et 751^e et 752^e et 753^e et 754^e et 755^e et 756^e et 757^e et 758^e et 759^e et 760^e et 761^e et 762^e et 763^e et 764^e et 765^e et 766^e et 767^e et 768^e et 769^e et 770^e et 771^e et 772^e et 773^e et 774^e et 775^e et 776^e et 777^e et 778^e et 779^e et 780^e et 781^e et 782^e et 783^e et 784^e et 785^e et 786^e et 787^e et 788^e et 789^e et 790^e et 791^e et 792^e et 793^e et 794^e et 795^e et 796^e et 797^e et 798^e et 799^e et 800^e et 801^e et 802^e et 803^e et 804^e et 805^e et 806^e et 807^e et 808^e et 809^e et 810^e et 811^e et 812^e et 813^e et 814^e et 815^e et 816^e et 817^e et 818^e et 819^e et 820^e et 821^e et 822^e et 823^e et 824^e et 825^e et 826^e et 827^e et 828^e et 829^e et 830^e et 831^e et 832^e et 833^e et 834^e et 835^e et 836^e et 837^e et 838^e et 839^e et 840^e et 841^e et 842^e et 843^e et 844^e et 845^e et 846^e et 847^e et 848^e et 849^e et 850^e et 851^e et 852^e et 853^e et 854^e et 855^e et 856^e et 857^e et 858^e et 859^e et 860^e et 861^e et 862^e et 863^e et 864^e et 865^e et 866^e et 867^e et 868^e et 869^e et 870^e et 871^e et 872^e et 873^e et 874^e et 875^e et 876^e et 877^e et 878^e et 879^e et 880^e et 881^e et 882^e et 883^e et 884^e et 885^e et 886^e et 887^e et 888^e et 889^e et 890^e et 891^e et 892^e et 893^e et 894^e et 895^e et 896^e et 897^e et 898^e et 899^e et 900^e et 901^e et 902^e et 903^e et 904^e et 905^e et 906^e et 907^e et 908^e et 909^e et 910^e et 911^e et 912^e et 913^e et 914^e et 915^e et 916^e et 917^e et 918^e et 919^e et 920^e et 921^e et 922^e et 923^e et 924^e et 925^e et 926^e et 927^e et 928^e et 929^e et 930^e et 931^e et 932^e et 933^e et 934^e et 935^e et 936^e et 937^e et 938^e et 939^e et 940^e et 941^e et 942^e et 943^e et 944^e et 945^e et 946^e et 947^e et 948^e et 949^e et 950^e et 951^e et 952^e et 953^e et 954^e et 955^e et 956^e et 957^e et 958^e et 959^e et 960^e et 961^e et 962^e et 963^e et 964^e et 965^e et 966^e et 967^e et 968^e et 969^e et 970^e et 971^e et 972^e et 973^e et 974^e et 975^e et 976^e et 977^e et 978^e et 979^e et 980^e et 981^e et 982^e et 983^e et 984^e et 985^e et 986^e et 987^e et 988^e et 989^e et 990^e et 991^e et 992^e et 993^e et 994^e et 995^e et 996^e et 997^e et 998^e et 999^e et 1000^e et 1001^e et 1002^e et 1003^e et 1004^e et 1005^e et 1006^e et 1007^e et 1008^e et 1009^e et 1010^e et 1011^e et 1012^e et 1013^e et 1014^e et 1015^e et 1016^e et 1017^e et 1018^e et 1019^e et 1020^e et 1021^e et 1022^e et 1023^e et 1024^e et 1025^e et 1026^e et 1027^e et 1028^e et 1029^e et 1030^e et 1031^e et 1032^e et 1033^e et 1034^e et 1035^e et 1036^e et 1037^e et 1038^e et 1039^e et 1040^e et 1041^e et 1042^e et 1043^e et 1044^e et 1045^e et 1046^e et 1047^e et 1048^e et 1049^e et 1050^e et 1051^e et 1052^e et 1053^e et 1054^e et 1055^e et 1056^e et 1057^e et 1058^e et 1059^e et 1060^e et 1061^e et 1062^e et 1063^e et 1064^e et 1065^e et 1066^e et 1067^e et 1068^e et 1069^e et 1070^e et

شهران الآخر

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Désaccord entre Paris et Washington

La France devrait limiter à 15 % l'augmentation de la capacité des compagnies aériennes américaines

La France pourrait dénoncer l'accord bilatéral de 1946 avec les États-Unis faute d'entente entre les deux pays sur l'augmentation de la capacité des compagnies américaines pour le programme d'été.

Les ministres, jeudi 2 avril, d'arriver à un accord entre les États-Unis et la France sur un accès élargi des compagnies aériennes américaines vers Paris pendant la période d'été. Les négociations, qui se sont poursuivies les 30 et 31 mars, ont échoué.

L'administration américaine, qui avait demandé une augmentation de 44 % de la capacité des compagnies sur la France pour l'été, a ramené ses exigences à environ 35 %. Mais la France, qui avait demandé de limiter à 15 % la croissance de la capacité des compagnies américaines sur Paris. Ce chiffre s'aligne sur les prévisions de trafic les plus optimistes, a fait remarquer, jeudi 2 avril, le directeur général de l'aviation civile, M. Pierre-Henri Gourgeon, et correspond à l'augmentation réclamée par Air France (+14 %).

Une augmentation de 44 % de la capacité des compagnies américaines (soit un total de 2,7 millions de sièges contre 2,2 millions réclamés

COMMUNICATION

Deux nouveaux projets

Ultime tentative de sauvetage de La Cinq

Le tribunal de commerce de Paris devait statuer dans l'après-midi du vendredi 3 avril sur le sort de La Cinq. La perspective de la liquidation judiciaire semblait la plus crédible, selon la plupart des salariés de la chaîne, qui faisaient preuve de « pessimisme ».

Toutefois, même s'ils ne bénéficient pas de l'effet de la loi de M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire de La Cinq, des projets de restructuration de la chaîne ont été évoqués. Les dirigeants pourraient amener le tribunal à reporter sa décision de quelques jours.

Le journaliste Jean-Claude Baret, président de l'Association de défense de La Cinq, proposait ainsi « un plan de continuation » tablant sur la participation financière des téléspéctateurs, de PME-PMI et d'institutions financières. Il demandait un délai d'un mois de prorogation pour boucler ce projet.

Le promoteur immobilier M. Pascal Jeandet a proposé pour sa part la création d'une société anonyme, avec des millions d'actions à 12 000 francs l'une, réservées pour moitié aux téléspéctateurs. Le président de la société pourrait être le commandant Cousteau.

La création de « secrétaires techniques » issue du Livre CGT

La rédaction du « Figaro » vote le principe d'une grève

Une majorité de journalistes du Figaro a voté, jeudi 2 avril, en faveur d'une grève. Le comité de rédaction du Figaro, sous la présidence de M. Philippe Villain, vice-PRG de ce quotidien et PDG de France-Sol, et le syndicat du Livre CGT en vue de la création, au sein du groupe Hérault, de postes de « secrétaires techniques-metteurs en page », réservés à des ouvriers du Livre, et non à des journalistes (le Monde du 3 avril).

A l'issue d'une consultation à bulletins secrets, 161 journalistes sur 203 votants (300 étant inscrits) ont voté pour la grève, 39 se sont abstenus et 3 ont voté contre.

Une nouvelle assemblée générale est convoquée lundi 6 avril, pour discuter des modalités de la grève. Elle pourrait s'appuyer sur la suspension de parution de 24 heures décidée à France-Sol en début de semaine.



Le Conseil d'Administration s'est réuni le 26 mars pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 qui seront soumis à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 11 mai 1992.

(en millions de francs)	1991	1990
Engagements nouveaux :		
Credit-bail	434 664	1 366 473
Location simple	71 500	
Chiffre d'affaires (loyers et profits)	691 125	555 579
Amortissements et provisions (article 64)	267 508	218 530
Plus-value de cessions	7 276	23 875
Bénéfice net de l'exercice	170 737	161 599
Dividende global	142 548	137 066

Le dividende global proposé est en accroissement de 4 %, ce qui, compte-tenu du capital augmenté en 1991 par l'attribution d'une action gratuite pour vingt-cinq, correspond à un dividende de 70 F par action.

Le Conseil a, d'autre part, décidé de convoquer également pour le 26 mai prochain une Assemblée Générale Extraordinaire pour lui proposer :

- un élargissement de l'objet social de la Société, ce qui entraînera pour celle-ci la réaffectation au statut de Sicom ;
- une modification de son mode de gestion, le Conseil d'Administration étant remplacé par un Directoire et un Conseil de Surveillance.

LOCINDUS continuera toutefois ses opérations de crédit-bail dans le cadre de la réglementation Sicom, par l'intermédiaire d'une filiale créée spécialement à cet effet et dont elle détient la quasi-totalité du capital.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● Inflation : + 4,7 % en douze mois. — Les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest (RFA) d'avant la réunification ont augmenté sur douze mois de 4,7 %, selon les chiffres provisoires publiés, le 2 avril, par l'Office fédéral des statistiques. L'Office a aussi annoncé que le chiffre définitif de la hausse des prix en février s'établissait en glissement annuel à 4,3 %. En février par rapport à janvier, les prix en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 0,6 %.

ÉTATS-UNIS

● Commandes industrielles : + 0,5 % en février. — Les commandes passées en février aux industries américaines ont augmenté de 0,5 % en février par rapport à janvier. Il s'agit de la quatrième augmentation en cinq mois. En février, la différence a été marquée entre les commandes de biens durables (d'une durée de vie supérieure à trois ans), qui ont diminué de 0,3 %, et celles de biens non durables, dont la hausse a atteint 1,4 %.

MARTINE LARONCHE

Guerre tarifaire

Elles avaient jusqu'au 3 avril pour répondre à cette demande et, sauf entente de dernière minute, la France devrait décider, le 4 avril, unilatéralement de limiter à 15 % la croissance de la capacité des compagnies américaines sur Paris. Ce chiffre s'aligne sur les prévisions de trafic les plus optimistes, a fait remarquer, jeudi 2 avril, le directeur général de l'aviation civile, M. Pierre-Henri Gourgeon, et correspond à l'augmentation réclamée par Air France (+14 %).

Une augmentation de 44 % de la capacité des compagnies américaines (soit un total de 2,7 millions de sièges contre 2,2 millions réclamés

INTERBAIL

L'Assemblée Générale réunie le 31 mars 1992, sous la présidence de Monsieur Jean MARTINEAU, a ratifié le bilan et compte de l'exercice 1991 que présentait par le Directoire et approuvé la distribution d'un dividende unitaire de F 43,50 à dater du 30 juin 1992, servi à la date du 5 150 412 actions composant le capital au 31 décembre 1991, ce nombre tenant compte des actions nouvelles distribuées gratuitement le 28 juin 1991 portant jouissance au 1^{er} janvier 1991.

Le dividende global s'élève à F 224,0 millions le report à nouveau à F 39,9 millions.

VISITER L'HISTOIRE C'EST VISITER VOTRE HISTOIRE



Renseignements / Réservations
HISTOIRE ET COMMUNICATION
21, place des Vosges
75003 PARIS
☎ (1) 40.29.03.20

Groupe Line Data

1^{ER} SALON DE L'HISTOIRE

DU 5 AU 12 AVRIL 1992 A PARIS
PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS - PORTE DE VERSAILLES

L'EXPRESSION Le Monde RTL TFI

Progression de 16% du résultat brut d'exploitation du bénéfice net consolidés

Le Conseil d'Administration du CCF, réuni le 26 mars 1992, sous la présidence de Michel FEBEREAU, a arrêté les comptes du groupe pour l'exercice 1991.

Malgré un environnement difficile, le CCF a globalement atteint ses objectifs 1991.

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En millions de F.	1991	1990*	% variation
Produit bancaire	7 635	7 253	+ 5,3
Résultat brut d'exploitation après amortissement	2 045	1 767	+ 15,7
Bénéfice net part du groupe	917	784	+ 16,9

* Les chiffres 1990 ont été retraités pour prendre en compte le changement de périmètre de consolidation.

Du fait de la conjonction d'une politique prudente en matière de crédit, le produit net bancaire augmente de 5,3 % en 1991 par rapport à 1990, atteignant 7 635 millions de francs. La progression des frais généraux a pu être limitée à 2 %, en deçà des objectifs budgétaires. Cette double évolution permet une amélioration significative du résultat brut d'exploitation après amortissement qui s'élève à 2 045 millions de francs. Il y a une progression de 15,7 % par rapport à 1990.

Les provisions pour risques restent importantes (1 149 millions de francs). Mais elles ont été ramenées à un niveau analogue à celui de 1990, grâce à la politique de crédit prudente conduite depuis plusieurs années.

Le bénéfice net part du groupe s'établit à 917 millions de francs. Il progresse de 16,9 % par rapport à 1990 calculé à périmètre de consolidation comparable. Depuis sa privatisation en 1987, le bénéfice net du CCF a augmenté chaque année.

Le bénéfice net par action s'établit à 17,06 F après un bénéfice publié de 15,27 F en 1990. Un bénéfice retraité après correction des charges d'intérêt sur participatifs à 18,23 F par action en 1990. Le bénéfice net par action n'était que de 8,72 F en 1987 à la veille de la privatisation du CCF.

Après avoir pris connaissance de l'évolution du bilan du groupe CCF, le Conseil a proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 13 mai 1992 la distribution d'un dividende de 3,80 F par action de nominal nominal 3,50 F par action, au titre de l'exercice 1990. Le dividende correspond à une rémunération, avoir fiscal compris, de 5,70 F par action. La distribution portera sur un montant global de 204,2 millions de francs contre 186,3 millions de francs au titre de 1990.

Pour toute information Service Relations Actionnaires 40.70.22.56



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

PHILATÉLIE

marciens français



Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

Le monde de la philatélie est en pleine effervescence. Les collectionneurs de toutes les régions se réunissent pour échanger leurs collections et discuter des dernières nouveautés. Les ventes aux enchères sont très suivies et les prix sont élevés. Les amateurs de timbres sont nombreux et les collections sont très variées. Les philatélistes sont très passionnés et très compétents. Les collections sont très précieuses et très recherchées. Les philatélistes sont très fiers de leurs collections et très attachés à leur patrimoine. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise. Les collections sont très belles et très variées. Les philatélistes sont très heureux de partager leur passion avec les autres amateurs. Les collections sont très importantes et très précieuses. Les philatélistes sont très fiers de leur savoir-faire et de leur expertise.

شعرا من الشعر

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 avril

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Spots

O n'a peut-être pas assez relevé, ou pas assez relevé, l'Atlantique, un épisode de la campagne des primaires américaines. Un épisode démocratique, Paul Tsongas, a jeté l'éponge face aux moyens financiers à mener une campagne « normale », c'est-à-dire d'inonder de spots télévisés les ondes de la télévision américaine. L'écandote de l'après-midi, au cours de la campagne de la publicité, et illustrée d'une terrifiante anthologie de la publicité politique télévisée américaine.

Quand on voit le président Bush se faire traiter comme une marque de corn-flakes. Mais le spot mentent, effrontément, sous contrôle. Lors de la précédente campagne, une publicité de George Bush montrait une image de milieu pollué, de poissons morts à l'air, prétendant que son image avait été tournée dans la ville de son état démocrate d'alors, New Hampshire. L'année dernière, lors de la campagne présidentielle, un autre spot de Bush présentait une longue file de prisonniers franchissant les portes de leur établissement, se s'agissant dans la nature. L'image était censée, avec l'ombre d'un prisonnier, figurer ce qui se passerait en cas d'élection.

l'adversaire Georges Bush. Et la marche du multiplait les exemples.

l'on se souvient bien, le manque de moyens financiers d'un candidat démocrate, Paul Tsongas. Plus généralement, il a fait comme Bernard Tapie pour mener la Trappe. Ni rires enjoués, ni petites phrases, ni fausses promesses, tout juste un programme. Exit les spots.

Allez savoir pourquoi un repensait distrairement aux mésaventures de Paul Tsongas en regardant le dernier « Ex Libris », où Henri Laborit et Théodore Monod, scientifiques français et américains, discutent de météorites, dinosaures, tranquillisants, et de sujets. La conversation était intéressante, on revoyait avec plaisir un extrait de « Mon monde d'Amérique », le film de Renaud Inspré des années de Laborit.

Mais les livres, dans leur rôle de conteneurs de la connaissance, ne nous en disent jamais un extrait. Aurait-il perturbé l'émission? La télévision a soulevé d'eux autant que le programme de Paul Tsongas, si Paul Tsongas avait un programme, ce qu'après tout rien ne démontre...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-matin. Signification des symboles : > signalé dans le journal radio-télévision ; < film à voir ; < On peut voir ; < Ne pas manquer ; < Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 avril

TF 1	
20.45	Variétés : Tous à la Une.
22.45	Magazine : 32 sur la Une. Chez les membres des États-Unis.
23.45	Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-moyens : James Cook (Grande-Bretagne) - Frank Nocco (France), à Virelle.
	Journal et Météo.
A 2	
20.50	Jeu : La Platte de Xapantan.
22.10	Série : Pas de faire-part pour Mac.
23.05	Magazine : Lumière. L'actualité cinématographique.
23.30	Cinéma : Baby Doll. Film américain d'Elia Kazan (1956) (v.o.).
1.15	Journal des Sports.
FR 3	
20.45	Magazine : Thalassa. En direct de San-Diego : Les grands moments de la semaine.
21.40	Magazine : Caractères. A la recherche des mondes perdus : Invités : Régis Boyer (la Vie quotidienne des Vikings et les Vikings) ; Yves Berger (Attrapeur d'ombres) ; Frédéric Brenner (Marranes) ; Christiane Desroches-Noblec (le Grand Nubéc).
	Journal et Météo.
23.05	Magazine : Musicales.
0.00	Magazine : Les Entre-d'Océaniques.
0.55	Musique : Musique.
CANAL PLUS	
En clair jusqu'à 20.30	
20.05	Sport : Football. 34 ^e journée du Championnat de France de D1 : Nancy-Marseille.
22.30	Sport : Les K.O. Canal Plus.
22.50	Flash d'informations.
23.55	Le Journal du dimanche.
23.00	Cinéma : Road House. Film américain de Rowdy Hartington (1989).
0.50	Cinéma : Les Arriettes. Film français de Stephen Frears (1987) (v.o.).
LA 5	
23.55	Téléfilm : Un fils pour...
23.15	Téléfilm : Cargaison mortelle.
23.55	Diversissement : Danse.
0.25	Journal de la nuit.
M 6	
20.40	Téléfilm : Nom de code JFK.
22.20	Série : Equalizer.
23.15	Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.45	Capital.
0.10	minutes d'informations.
LA SEPT	
21.00	Téléfilm : Jackpot.
22.30	Téléfilm : The Twilight Murders.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Musique : Black and Blue.
22.40	Musique : Les Nuits magnétiques.
0.05	Da jour su landamain. Dans la bibliothèque de... Jean-Michel Palmier.
0.50	Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Coro di morti, de Petrossi ; Psalmes de David, de Fendrick ; Nozes, aches chorégraphiques russes avec chant, de Stravinsky, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de Radio-France, dir. Romano Gandolfi ; sol. : Marietta Karm ; Style : Guy Merk ; Chœur : tépor, Vincent ; Task : harvion, Vincent ; Besa : harvion, Vincent ; harv

TF 1	
14.05	La Une est à vous.
17.15	Divertissement : Vidéo gag.
17.45	Magazine : Trente millions d'amis.
18.10	Jeu : Une famille en or.
18.45	Divertissement : Les Roucasseries.
19.15	Jeu : La Roue de la fortune.
19.45	Divertissement : La Bébé Show.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00	Journal, Tapis vert Météo et Tierscé.
20.50	Variétés : Sébastien c'est fou ! Philippe Bouvard, Patrick Bruel, Jean-Luc Lahaye, Sophie Danel, Gérard Lenorman, Bernard Tapie, Prince, Gérard Philipe.
22.35	Magazine : Ushuaia. Suivi de l'Andalousie en drague : Chercheur de soleil de Philippe Lallier ; Birdmen Rallye ; Dardelus, de Pierre-Alain Tousse ; Le Temps des pionniers : Les dragueurs.
23.45	Magazine : Formule sport. Football : Rallye de Tunisie ; Boxe.
1.05	Journal et Météo.
A 2	
14.25	Magazine : Animalia.
15.30	Tierscé en direct de Vincennes.
16.30	Magazine : Sports passion. Basket-ball ; Boxe.
18.00	Série : ENG.
18.55	Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.25	Série : Sylvie et compagnie.
19.50	Trois minutes pour faire lire. L'homme qui prenait sa femme pour un oiseau, d'Oliver Sachs.
19.59	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	Magazine : La Nuit des héros.
22.45	Magazine : Double jeu.
0.00	Journal et Météo.

FR 3	
14.05	Magazine : Mondo Sono
— De 15.00 à 17.30 La Sept —	
14.05	Magazine : Sait-on jamais (jusqu'à 17.30).
15.05	Danse : Hoppa. Cérémonie de Wolfgang Kol- b, chorégraphe d'Anne-Teresa de Keersmaeker.
16.00	Documentaire : L'Automne de notre printemps.
16.30	Documentaire : Tous du monde tous du ciel.
17.30	Magazine : L'Heure du golf.
18.00	Magazine : Montagne. Patrick Berthaut, les voies de l'équilibre, de Pierre Ostier.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 19-20 de l'informa- tion. De 19.12 à 19.35, journal de la région.
— De 20.00 à 1.30 La Sept —	
20.00	Chronique : Le Dessous des cartes.
21.00	Documentaire : L'Amérique (v.o.).
21.00	Téléfilm : The Twilight. De Dick Lowry, avec Michael Gross.
22.40	Le Courrier des téléspé- cialistes.
22.45	Journal et Météo.
22.55	Sport : Voile. Coupe de l'America (et 1.00).
23.00	Magazine : Cinéma de poche. Portrait de Nikita Mikhalkov : L'Eclair.
0.00	Magazine : Mégamix.

18.30 Flash d'informations.	19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : contre remboursement. D'Alan Metzger, avec Duffy, William Devane. Un film d'un voyageur.	21.00 Documentaire : Amours, cris et claque. De Leslé Bados.
22.45 Flash d'informations.	22.55 Sport : Boxe. Pat Barrett (G.B.) - Valery Kuyumba (F.).
0.00 Le Journal du hard.	0.05 Cinéma : Un tempérament de feu. Film américain d'X. de Paul Thomas (1981).
LA 5	14.15 Série : L'Homme qui valait 3 milliards.
15.10 Série : Simon et Simon.	16.05 Spécial d'histoires.
16.30 Magazine : Intégral. Essai du Grand Prix de formule 1 du Brésil.	17.00 Sport : Formule 1. Grand Prix du Brésil.
18.10 Série : TV 101.	19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.	20.50 Série : Commissaire Schimanski. Le meurtre de la Hofmann.
21.00 Deux films à la une. Un vote de confiance, de Randy Roberts.	23.20 Série : Freddy, le cauchemar du voyageur.
0.10 Journal de la nuit.	
M 6	14.50 Série : Laredo.
15.45 Série : Les Espions.	16.45 Série : Vegas.
17.35 Série : Le Saint.	18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. Spécial Australie. Transversée du désert australien en 4x4 : Essai de la nouvelle série de 12 TR.	19.54 30 minutes d'informations. Météo.

20.00 : Papa Schultz.	20.30 Les Dents : l'humour.
20.40 Téléfilm : Sans domicile fixe. De George Schaller.	22.25 Téléfilm : Un sacré parcours. De Robert Day.
0.10 Musique : Flashback.	0.30 Six minutes d'informations.
2.00 Rediffusions.	
LA SEPT	15.00 à 17.30 Sait-on jamais.
17.30 Documentaire : Le Métier de créer.	18.00 Avis de tempête.
19.00 Documentaire : Luca Ronconi.	20.00 Le des secrets.
20.05 Histoire parallèle.	21.00 Téléfilm : The Twilight Murders.
22.40 Le Courrier des téléspé- cialistes.	22.45 3.
23.00 Magazine : Cinéma de poche. L'Éclair.	Mégamix.
FRANCE-CULTURE	20.30 Photo-portrait.
20.45 Dramatiques : L'ins. de Worms ; le Léopard ; Bing Bang, nouvelles de Saumont.	22.35 Musique : Opus.
0.05 Rencontre au clair de lune.	
FRANCE-MUSIQUE	19.30 Opéra (en direct de New-York) : Billy Budd, de Britten, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera, dir. Charles Mackerras ; sol : Graham Clark, Thomas Hampson, James Morris, Alan Hold, James Courtney, Julian Robbins, John Horton Murray, Gordon Hawkins, John Macurdy, Anthony Laci. Bernard Fitch, Morley Meredith, Jeffrey Wolfe, Herbert Perry, Michael Forest, Mark Oswald, Nico Castel, Sven Leif, Glen Beyer, Domenico Sinigaglia.

Dimanche 5 avril

22.25 Magazine : de culture.	23.45 Documentaire : Un regard de lumière.
LE DICO	Savez-vous parler comme une star du show-biz ? Philippe Vandel ce soir dans le livre-décoder.
0.45 Journal et Météo.	
FR 3	14.45 Magazine : Sports à la une. Cyclisme : Tour des Alpes. Ecrite : les films en image de la salle Wagram ; à Longchamp ; V. Jeux paralympiques d'hiver de Tignes-Albertville.
17.15 C'est Lulo !	A vos ordres !
18.00 Du 19-20 de l'information. Du 19.12 à 19.35, le Journal de la région.	20.05 Dessin animé : De nouveaux habits pour les contes de fées. Série : Benny Hill.
20.10 Spéciale : Le Plus Grand Champion du monde.	22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Philippe Caubère.
22.25 Sport : Volley. Coupe de France. Tour des Alpes.	22.50 Cinéma : Sodom und Gomorrah.
CANAL PLUS	14.00 Téléfilm : La Rose noire.
15.25 Magazine : 24 heures (redit.).	16.20 Documentaire : Les Cathédrales d'argile des termites.
17.05 Dessin animé : Les Simpson.	17.30 Cinéma : L'Éclair.
17.56 Le Journal du dimanche.	18.00 Téléfilm : L'Éclair.
En clair jusqu'à 20.30	18.30 Flash d'informations.
19.35 Ce cartoon.	20.20 Des Jérôme... ?
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.	

20.30 Cinéma : Aux yeux du monde. Film français de Rochant (1909).	22.00 Flash d'informations.
22.10 L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Lacroix : le match, le club match, les buts de la D1 et de la D2, les buts européens ; Basket-ball : les résultats du championnat d'Europe ; États-Unis (NCAA).	0.10 Cinéma : Calendrier meurtrier. Film américain de Pat O'Connor (1974). Avec : Sam Donon, Billy Szebeth, Mandy Patinkin (v.o.).
LA 5	14.30 Série : Simon et Simon.
15.20 Série : Soto, brigade des secrets.	16.10 Série : Frog Show.
16.30 Magazine : Le Club F1. Grand Prix du monde.	18.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.	20.50 Cinéma : Les Seins de glace. Film français de Georges Lautner (1974).
22.45 Magazine : Reporters.	23.40 Magazine : Top chrono. Grand Prix de formule 1 du Brésil.
0.30 Journal de la nuit.	0.40 Le Club du télé-achat.
1.00 Taux de change et pession.	
M 6	14.45 Multitop.
16.15 Jeu : Hit hit hit heures !	18.20 Série : Les Routes du paradis.
17.15 Série : Le Saint.	18.05 Série : Espion modèle.
19.00 Série : Les Routes du paradis.	19.54 Six minutes d'informations.
20.30 Magazine : Sport 6.	20.40 Téléfilm : La Mémoire fracturée.
22.20 Magazine : Culture pub.	23.45 Les Désaxés. Film de (1972).
0.25 30 minutes d'informations.	0.30 Magazine : Sport 6.
0.40 Magazine : Métal express.	2.00 Rediffusions.
LA SEPT	15.15 Flash d'informations (et à 15.30).

18.15, 17.50, 18.50, 19.20, 19.50.	15.20 La Saison littéraire de l'Europe. 8. Joyce.
16.20 Téléfilm : Jackpot.	17.55 Documentaire : L'Amérique perdue et retrouvée.
18.55 Documentaire : El Lissitzky.	19.25 Documentaire : Domela.
20.00 Documentaire : Le Métier de créer.	20.25 Le Courrier des téléspé- cialistes.
20.30 : L'Esclave de l'amour. Film soviétique de Mikhaïlov (1976).	21.10 Cinéma : Le Monocle noir. Film de Georges Lautner (1961).
23.40 Court métrage : La Première Nuit.	
FRANCE-CULTURE	20.30 : Les 30 minutes de radio-phonique. Label virgule.
22.35 Musique : Le 19 mars au grand auditorium de la Maison de Radio-France : Jacinta, le chant du pays d'or. Chansons irlandaises et judéo-espagnoles, par Jacinta, chant, Laurent Grynspan, Elisabeth Schi- singer, piano, Pierre Mortar- relli, contrebasse.	0.05 Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	20.35 Concert (donné le 18 novembre 1991 à Munich) : pour clarinette et cordes et mineur op. 115, de Brahms, par le Quatuor Parissi et Philippe Cuper, clarinette ; Conte fan- tastique pour harpe et orchestre à cordes d'après la Masque de la mort rouge d'Edgar Poe, de Caplet, par le Quatuor Parissi et Isabelle Moretti, harpe ; Sonate pour piano n° 5 en fa dièse majeur op. 63, de Scriabine, par François Kien, piano.
22.15 Mémoire d'orchestres. Par Philippe Morin. L'Orchestre national au Festival de Montreux. Variations sur un thème de Haydn op. 56, de Brahms ; Morte le peintre, de Hindemith ; Ma mère l'Oye, de Ravel.	23.35 Mère obscure père ambigu et fils accompli.
1.00 Les Fantaisies du voyageur.	

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

5 AVRIL

Edouard BALLADUR

L'Homme clé de l'Opposition

Rediffusion à 1 heure du matin

Le Monde

« Parrain » supposé de la Mafia américaine

John Gotti a été reconnu coupable de meurtres et de racket

WASHINGTON

correspondance

Après six ans d'enquête et quatre procès, John Gotti, considéré par les médias comme le « parrain » de la Mafia américaine, a été reconnu coupable de meurtres et de racket. Le tribunal fédéral de New York, un des districts de la ville, l'a reconnu coupable, jeudi 2 avril, de cinq meurtres, de racket, d'obstruction à la justice, de corruption et de fraude fiscale. « Don Gotti », ainsi nommé parce qu'il était toujours sorti indemne des actions judiciaires engagées contre lui, a été ramené à la prison, où il risque de terminer sa vie. L'homme, impeccablement habillé, traditionnellement élégant, a été amené par un garde de la police.

Cette fois, le FBI avait multiplié ses efforts, en traquant d'abord les microcosmes des affaires financières par John Gotti avant de l'arrêter en 1986. La meilleure tradition d'un film de gangsters, la sortie d'un club de New York habillé par les Italiens. La protection des témoins avait été scrupuleusement assurée et le plus haut magistrat avait été préservé des jurés, pratiquement séquestrés dans un hôtel de New York, à l'abri des pressions et intimidations qui avaient permis au « parrain » de sortir en homme libre.

procès antérieurs retentissants. A la tête de la famille Gambino - un des cinq grands « clans » criminels de New York - comptant trois mille associés et brassant plus de 100 millions de dollars par an, « Don Gotti » n'avait pas prévu qu'il serait un jour pris par son premier lieutenant, M. Salvatore Gravano, plus connu sous le nom de « Sammy le Taurin », en raison de son aspect de boxeur trappu. Gravano, très haut placé dans la Cosa Nostra américaine, a, comme on dit en jargon « craché ses haricots ».

Simple représentant en plomberie...

Il déguisait l'emprisonnement à vie, les enquêtes fédérales lui avaient promis une nouvelle identité pour une nouvelle vie. Il révéla donc tous les détails des opérations « Teflon », y compris l'organisation des meurtres. Le témoignage du mafieux repenti réduisit à néant les arguments des avocats de John Gotti, selon lesquels leur client était un simple représentant en plomberie.

La condamnation de Gotti sonne-t-elle le glas de la Mafia américaine? Cette, beaucoup de « experts » sont sous les verrous, mais celle-ci trouve rapidement de nouveaux patrons : trois hommes se sont succédé ainsi en moins d'un an à la tête du clan Lucchese.

HENRI PIERRE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Je veux descendre !

AVEC tous ces accidents d'avion, ces retards dus à de mauvaises conditions météorologiques, ailes givrées, moteurs anormaux, train d'atterrissage qui ne veut pas se mettre, il est normal que, par frottement, les voyageurs commencent à paniquer, les voyageurs. Ils ont beau les bourrer de tranquillisants et les secouer gentiment, ils sont tellement en colère qu'ils ne cessent de leur crier de se débarrasser de leur dégoût, affolés, en gesticulant : Arrêtez ce vol, je veux descendre !

L'autre jour, le capitaine s'interrogeait. Faut-il obtempérer ou pas ? Quelle question ! Bien sûr que oui. Mais de quel côté ? Compagnies, elles sont déjà au bord de la faillite, perdant leurs derniers clients. Et, d'abord, de quel droit peut-on mettre en saule, bouclier des gens présumés innocents en laissant pendre sur leur tête la menace d'une peine de mort ? La détention arbitraire, moi, je veux descendre !

Ensuite en classe touristes, quartier prétendu de haute sécurité, les conditions de vie sont épouvantables. Impossibilité de s'allonger pour dormir. Rations immangeables qui déclenche-

raient des mutineries aux Bahamas ou à Fleury-Mérogis. Toilettes infectes. Pas de repas par jour. Allez, en plus, on interdit la sortie, on ne va ?

Alors voilà, sortez c'est bien joli, mais comment pouvoir descendre dans un milieu souvent hostile. Au personnel du bord d'y veiller. Faut-il une figure. A peine l'appareil s'est-il arrêté, la vitesse de croisière, qu'un passager souffrant du mal de l'air exige de retrouver immédiatement sur le plancher les vaches. Ouvrez la porte de secours. Recommandez-lui de descendre. Il n'a rien compris à l'humour. Bien qu'extrêmement rapide, le personnel de la terre autorise un passage à main.

Quand la demande de remise en liberté intervient au-dessus de l'Atlantique, relâchez le passager, après lui avoir rendu les passeports, plastiques, passeports, l'eau, au couteau et aux dents qu'il a abandonné sur son plateau. Enfin, avant de procéder à la mise en liberté, s'assurer que le passager n'a pas d'armes. A peine s'y serait-il prêté qu'on le cueillerait pour le frapper dans un panier à salade et le remettre en cellule. Ça ne vaut pas le voyage.

D'un premier ministre à l'autre Cartons et amertumes

La tradition n'a pas été respectée. L'ancien premier ministre n'a pas quitté son bureau, son nouveau dans les heures suivant sa démission. Cette cérémonie, qui devait avoir lieu que samedi en fin de matinée, M. Pierre Bérégovoy étant occupé toute la journée de vendredi à Nevers par la mise en place du nouveau conseil général de la Nièvre.

C'est donc de son bureau de ministre de l'économie et des finances qu'il a quitté le gouvernement, pour un passage à l'Assemblée nationale au Sénat, une visite aux présidents des deux chambres du Parlement, un tour des journaux parlementaires du jour.

M. Bérégovoy s'est aussi rendu trois fois à l'Elysée pour débattre du choix de ses ministres avec M. François Mitterrand, qui a tenu à surveiller de près le choix de son premier ministre, puis en fin d'après-midi, enfin dans la soirée, où il était accompagné du secrétaire général du gouvernement et de M. Michel Charasse, lorsque le liste était pratiquement au point.

Les occupants de l'hôtel Maitre ont profité de ce long délai exceptionnel pour archiver, dans leurs dossiers, ranger

beaucoup plus de soin que d'habitude. M. Cresson n'a pas quitté son bureau, dont elle a pu faire admirer le décor moderne qu'elle a fait installer à M. Bérégovoy au cours d'un rapide passage en fin de matinée.

Entre quelques minutes de ministères, « maintenus » (MM. Lang, Joxe, Poperen), elle a organisé son installation dans les bureaux dont elle a trouvé la disposition, et a cherché une nouvelle occupation à tous ses collaborateurs. Au cours d'une rapide réunion de cabinet en fin de matinée, elle les a tous remerciés et leur a assuré qu'elle prendrait le soin de recevoir individuellement tous ceux qui le souhaiteraient, qu'ils aient ou non besoin d'une aide.

Pour elle, et pour eux, la journée s'est terminée autour d'un buffet que l'ancien premier ministre a offert au personnel de l'hôtel. La fin du travail accompli, mais aussi l'amertume devant les conditions de départ meublées les conversations... l'annonce de la composition du nouveau gouvernement ne venant confirmer que la belle aventure vraiment terminée.

Th. B.

M. Roland Castro quitte son poste de délégué à la rénovation des banlieues

M. Roland Castro a démissionné, vendredi 3 avril, de son poste de délégué à la rénovation des banlieues, après la nomination, jeudi soir, de M. Tapie au poste de ministre de la ville. « C'est une pure escroquerie », déclare l'architecte, « je ne travaillerai pas avec Bernard Tapie, qui ne considère pas comme un entrepreneur mais comme un prédateur ». M. Castro a rendu hommage à M. Michel Delabarre, ancien ministre de la ville, qui, selon lui, « avait entamé le processus dans les quartiers » notamment en faisant voter la loi d'orientation pour la ville dite loi anti-ghetto. Pour M. Roland Castro : « La citoyenneté, c'est plus sérieux que la socialisation par le sport. Le travail sur la ville est une affaire de longue durée. C'est un processus complet de mettre un instantané médiatique là où il faut de l'acharnement, du temps ».

M. Bérégovoy indique « la vraie raison » du choix de M. Tapie

NEVERS

de notre envoyé spécial

M. Pierre Bérégovoy s'est rendu à Nevers, vendredi 3 avril, pour la session du conseil général de la Nièvre. Lors de sa venue, le ministre de l'économie et des finances a indiqué la « vraie raison » du choix de M. Bernard Tapie pour la Nièvre. « C'est un homme d'action », a-t-il dit. « C'est un homme de qualité, la vraie raison de mon choix est antérieure. J'étais un soir à Nevers devant mon poste de télévision. Bernard Tapie dominait la table qui l'opposait à Jean-Marie Le Pen. Ce combat m'a marqué ».

« C'est un battant, un homme d'action », a-t-il dit. « C'est un homme de qualité, la vraie raison de mon choix est antérieure. J'étais un soir à Nevers devant mon poste de télévision. Bernard Tapie dominait la table qui l'opposait à Jean-Marie Le Pen. Ce combat m'a marqué ».

A Nevers

l'adame, la xénophobie et l'antisémitisme, c'est mon combat de toujours ».

Interrogé sur les écologistes, il a indiqué : « Bernard Tapie est un homme d'action, un homme de qualité, la vraie raison de mon choix est antérieure. J'étais un soir à Nevers devant mon poste de télévision. Bernard Tapie dominait la table qui l'opposait à Jean-Marie Le Pen. Ce combat m'a marqué ».

« C'est un battant, un homme d'action », a-t-il dit. « C'est un homme de qualité, la vraie raison de mon choix est antérieure. J'étais un soir à Nevers devant mon poste de télévision. Bernard Tapie dominait la table qui l'opposait à Jean-Marie Le Pen. Ce combat m'a marqué ».

EN BREF

■ Mort de l'acteur Paul Henreid. — Paul Henreid, qui joua le rôle de Victor Laszlo dans *Casablanca* de Michael Curtiz, a été enterré le 2 avril à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né Paul Georg Julius von Henreid, cet Autrichien a débuté au théâtre, dans le village de Max Reinhardt et de Preminger, avant de s'installer aux États-Unis.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

■ M. Bené Teulade, nouveau ministre des affaires régionales, a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes. M. Bené Teulade, 54 ans, a été élu député européen en 1984. Il a été nommé à la tête de la région Rhône-Alpes le 23 septembre 1988.

Le ministre de la défense des Pays-Bas imagine une armée futuriste

LA HAYE

de notre correspondant

Prendant de court les états-majors militaires et politiques, le ministre néerlandais de la défense, M. Rijkman Groenendaal, a déclaré, mardi 3 avril, que les Pays-Bas envisagent une armée entièrement nouvelle, une armée « futuriste ».

« Penser en termes de stratégie nationale est dépassé », a-t-il fait valoir devant la Société des Nations à Genève. En conséquence, « les Pays-Bas feraient bien d'apprécier l'autonomie de leurs forces armées à la lumière de l'internationalisation et de l'euro-péanisation croissantes » des questions de défense et de sécurité. Selon M. Ter Beek, les Pays-Bas « n'ont pas besoin d'une armée complète et autonome, mais d'une armée capable de se défendre ».

A l'avenir, le potentiel militaire

néerlandais devrait être constitué d'unités « professionnelles, flexibles et rapidement disponibles » intervenant dans le cadre d'opérations multinationales sous l'égide de l'OTAN, de l'OSCE ou de l'ONU et mettant à la disposition de leurs partenaires un savoir-faire spécifique et complémentaire. « Ceci sera précisé dans une note devant paraître cet automne qui indiquera par ailleurs l'ampleur des réductions de personnel envisagées. Sans attendre, M. Ter Beek n'a pas voulu que la conscription soit supprimée ».

Les milieux militaires et les syndicats se sont montrés surpris et inquiets des propos du ministre, qui a, en outre, complété sur les plates-bandes de son collègue des « étrangers en déclarant que l'écroulement de l'Union soviétique « excluait qu'une armée européenne puisse se développer à nouveau ».

C. C.

Devant le tribunal correctionnel Des « plombiers » malicieux

Les trois hommes poursuivis pour le « Mozart » des écoutes téléphoniques ne sont visiblement pas parvenus à convaincre parfaitement, jeudi 2 avril, le tribunal correctionnel de Paris. Interpellés le 23 décembre 1987 alors qu'ils « visitaient » un immeuble dans l'attente probable de poser une écoute, ils expliquent sans désenchaner qu'ils désiraient identifier le débiteur d'un grand groupe bancaire. Mais les faits sont troublants.

MM. Jean-Louis Montoya, Fabien Caldirola et Alain Charant ont en effet été arrêtés devant le domicile de M. Yves Luthert, à l'époque huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organisme qui, sous la présidence de M. François Mitterrand, a la nomination des juges du siège. Or les responsables de la sécurité du palais de l'Elysée le soupçonnaient alors d'être l'auteur d'une série de menaces contre les membres du CSM et d'avoir expédié à une douzaine de personnalités des lettres confidentielles du secrétaire général du CSM, M. Danielle Bugeburu (le Monde, 29-30 mars).

Après un ultime interrogatoire, le président de la 17^e chambre correctionnelle, M. Jean-Yves Monfort, s'est demandé si les trois prévenus ne faisaient pas preuve d'une certaine malice ou d'une certaine provocation à l'égard du

tribunal. Les prévenus ont répondu à ces questions à minima. « Personne n'a cru un instant à l'hypothèse que vous avez avancée », a répondu M. Edith Dubreuil, procureur de la République, qui a laissé au tribunal le soin d'apprécier la peine qu'il convient d'appliquer aux gendarmes à la retraite ou au professionnel des écoutes téléphoniques sauvages.

La défense a, en sa part, plaidé la « relaxe pure » de ses clients. M. Francis Szpiner, Christine Courregé et Ludovic Bourdieu ont mis en avant les « invraisemblances » du dossier, une procédure « bâclée » en bien des points « entachée de vices ».

Jugement le 15 mai.

« Voici » condamné pour atteinte à la vie privée. « Le magazine Voici de la société Prima-Presse (groupe Bertelsmann) dirigé par M. Ganz, a été condamné, jeudi 2 avril, par le tribunal de Paris pour avoir publié en décembre 1991 un article portant atteinte à la vie privée de Patrick Poivre d'Arvor et Claire Chazal. Le tribunal a accordé à chacun des deux présentateurs 200 000 francs de dommages et intérêts. Le magazine avait publié un article accompagné de photos que le tribunal estime être un véritable montage ».

SOMMAIRE

POLITIQUE

La formation du gouvernement de M. Bérégovoy : les nouveaux ministres ; ceux qui changent d'attributions ; ceux qui voient leurs fonctions élargies ; ceux qui perdent ; analyses et commentaires... 2 à 9

ÉTRANGER

Avant les élections du 9 avril en Grande-Bretagne, hère sur les démocrates libéraux... 10
Après les sanglants incidents de Gaza, l'OLP demande une réunion de sécurité... 12
Libye : les manifestations colères... 12
États-Unis : M. Mosley pourrait devenir le premier noir élu... 13
Australie : la difficile intégration des aborigènes... 14
Somalie : la famine et la peur dans le désert... 14
Tchad : la France va retirer sa couverture aérienne... 14

SOCIÉTÉ

Justice : les mots et les bombes de Fouad Saïd... 15
Après le coup de fil de Bider, les dirigeants présumés d'ETA militaire ont été incriminés à Paris... 15
La navette américaine Atlantis a été décollée de la station spatiale... 17
Point de vue : « La minute de vérité pour Superphénix », Georges Vendres... 17
Les malheurs de Mister Skyman... 17

CULTURE

Arts : une exposition à Bourg-en-Bresse et à Paris consacrée au peintre Judith Reigl... 18
Musiques : un festival au Japon pour exporter la chanson française... 18
Variétés : les chansons fin de siècle autour de l'exposition Toulouse-Lautrec... 19

PHOTOGRAPHIE

Photographie : Marcel Boya, représentant discret de la nouvelle vision dans les années 20... 19

ÉCONOMIE

La mise en œuvre du traité de Maastricht... 21
L'institut culturel autrichien ne déclare pas ses professeurs... 21
Le déficit budgétaire de l'Italie ne cesse de se creuser... 22
McDonald's s'implante à Lourdes... 24

COMMUNICATION

Les dernières tentatives de sauvetage de La Cinq... 23
La rédaction du Figaro vote le principe d'une grève... 23

SANS VISA

Bath, des Anglais aux bains... Coup d'œil : Paris en poche... La Cliche et Chambord dans l'ombre de Chambord... Ciel : charcuterie fine... 29 à 36

Services

Abonnements... 15
Annonces classées... 22
Carnet... 26
Jeux... 34
Loto, TAO-tac... 26
Marchés financiers... 24-25
Météorologie... 26
Philatélie... 26
Radio-Télévision... 27
Spectacles... 20
Week-end d'un cinéaste... 28

La télématique du Monde : 3615 LMD
Ce numéro contient un cahier « Sans Visa » foliolet 29 à 36

Le numéro du « Monde » daté 3 avril 1992 a été tiré à 643 222 exemplaires.

هنا من النسخ

مخاض العمل

S A N S • V I S A

Bath, des Anglais aux bains

A l'ouest de Londres dans le Somerset, voici Bath, ancien site thermal connu des Romains. Lieu de villégiature fréquenté avec rage par toute une société qui, au début du dix-huitième siècle, y installe les ornements de sa réussite. Visite et explications.

Ce déploiement magistral de formes architecturales néoclassiques n'est pas un palais ni l'œuvre d'un monarque. Derrière ces colonnes, derrière cette façade ordonnée et répétitive, logées trente demeures identiques, nobles et vastes, mais sans décorum ni signe distinctif. Cette étrangeté est aussi le point de rencontre idéal des deux styles qui ont le plus marqué l'Angleterre, avant de s'exporter en Amérique : une architecture rigoureuse et classique, inspirée de Palladio, inscrite dans une demi-croix, le *temple*, et un paysage romantique, avec cette grande pelouse en pente, quelques arbres à l'horizon, un large paysage ouvert sur la campagne environnante. La ville, c'est Bath, à l'ouest de Londres, dans le Somerset, site thermal connu et fréquenté par les Romains, mais surtout villégiature très courue dès le début du dix-huitième siècle qui lui donna une image et un style conservés presque complètement jusqu'à aujourd'hui.

Si Tom Jones, le roman de Henry Fielding, publié en 1749, est encore imprimé, il y a plus de deux siècles après sa publication, c'est un « jeune homme en colère » du cinéma anglais des années 60, Tony Richardson - qui mourut - n'avait pu résister au plaisir d'en faire un film en 1963. On doute que l'époque qu'il décrit, un dix-huitième siècle rugissant, et ses aventures picaresques d'un enfant trouvé, dans l'Angleterre en train de devenir une grande puissance, ont une résonance dans notre époque. Le livre de Fielding est immédiat et durable, renforcé par le fait que, quand, un siècle plus tard, la réaction victorienne, plus prompte à juger sévèrement l'individu que la société, s'alarme de l'amoralité de l'intrigue. Animé d'une belle âme et d'un courage pur - l'énergie, le *will to live* - le héros ne se laisse pas entraîner par son appétit de plaisir vers trop de repas galants, vers trop de

lits, et peut-être même - *My God!* - dans celui d'une dame dont la suite de l'histoire laissait entendre qu'elle pouvait avoir été sa mère. Un dix-huitième siècle rustique et violent, où grandit une société de marchands et d'entrepreneurs, d'hommes de guerre et de marins, et où le vernis des bonnes manières n'a pas masqué la rudesse des mœurs. Comme Dickens traitera de la détresse du dix-neuvième siècle urbain et industriel, Fielding y mêle la rugosité d'un dix-huitième siècle verdoyant mais non moins dur à vivre.

L'époque croit déjà à l'individu et fait largement confiance à l'entrepreneur, à l'homme d'action, au financier, qu'il soit roturier, pour forger un bien public en s'appuyant sur sa propre réussite. L'ultra-libéralisme de Margaret Thatcher est sur le point d'être formulé par les *Whigs*. Mais on commence par la pratique. Ce n'est pas l'Etat, ni le pouvoir royal, qui fait Londres, ce sont les grandes familles, propriétaires fonciers, qui leur domaines et louent, autour de places semi-publiques, leurs constructions standardisées. Quand l'aristocratie française, pour tenir son rang et pour le prestige, bâtit des hôtels particuliers à l'image du palais royal, les ducs et les comtes anglais, les Bedford et les Grosvenor, en sont déjà à rentabiliser leur fortune. Des quartiers entiers du Londres résidentiel, dont on admire l'harmonie, l'ordre, la rigueur des « terrace houses », sont issus de ce schéma, dans un style connu sous le nom des quatre rois qui se succèdent au long du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle : le style « georgien ».

Bath est l'image inscrite dans la pierre de ce théorème libéral. Dans un style sobre et uniforme qui n'exclut pas la solennité, elle a su exploiter un contour, un méandre profond de la rivière, à lancer ses géométries têtues à l'assaut des collines. La permanence du goût, une certaine



Le Royal Crescent, après la mort de l'architecte John Wood, en 1754, son fils John Wood jeune.



Façades des maisons de King's Circus où sont superposés les trois ordres classiques.

idées et la couleur de la pierre ont fait son unité. Cette ville fondée sur les loisirs, où vivent aujourd'hui quatre-vingt mille habitants (retraités, fonctionnaires de la Navy, étudiants de l'université) et où s'installent, à une heure et quart de train, de plus en plus de Londoniens fatigués de leur ville, est devenue une sorte de quartier excentré de la capitale, un Chelsea ou un Belgravia qui aurait une verte colline au bout de chaque perspective. Mais la « Reine de l'Ouest » n'existerait pas sans la rencontre, au début du dix-huitième siècle, d'un joueur professionnel qui se mêle d'y réglementer la vie mondaine, Richard Nash, un entrepreneur efficace et philanthrope, Ralph Allen, et d'un visionnaire et sûr de ses idées, John Wood. Trois personnalités qui vont piler la société à leurs projets.

Après qu'il écrit Tom Jones, Fielding, encore jeune mais déjà miné par une vie déréglée, est fréquemment l'hôte, à Bath, de l'homme le plus puissant de l'endroit, Ralph Allen, propriétaire des carrières de pierre blonde de Bath qui fait sa fortune dans le bâtiment de la ville, mais aussi dans les arts et des lettres. Fielding le prendra pour son « protecteur » de Tom Jones, sous le nom de Squire Allworthy, c'est-à-dire « Tout-Bon », comme on dit « Tout-Puissant » (*Allmighty*) pour désigner Dieu.

Fielding avait sous les yeux, lors de ses séjours à Bath, où habitait sa sœur Sarah, le microcosme d'une société acharnée de plaisir, ivre de réussite financière, prête à perdre autour des tables de jeu ce qu'une prospérité économique en plein effort. Une société de classes, rigide dans ses codes mais ouverte à ceux qui avaient sorti du rang. L'Angleterre avait alors la paix.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 33

AU SOMMAIRE



Place Clichy, Ça, c'est Paris	p. 31
Chambord, Du côté du village	p. 32
Table, Majesté l'ail	p. 35
Honfleur, Ciel de Seine	p. 36
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)	

DELCE



Pour les lectures incertaines, les marches à pied ou des trajets en bus, n'importe quel bonquin peut faire l'affaire. En tout cas, ceux qui ont été goûtés assez, à l'aise, chez soi, sous la lampe, ceux que l'on n'a pas refusés depuis vingt ans et vers lesquels on revient, avec

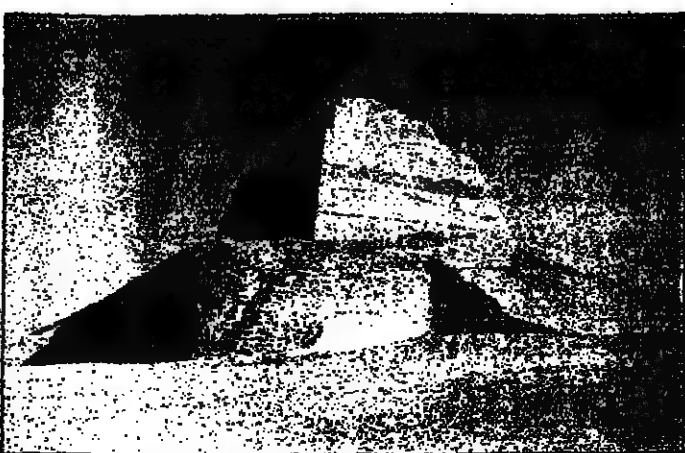
Les livres, pour beaucoup, sont en vadrouille dans la ville, car, au temps du PAF, nos appartements sont remplis par le télé, et il est bien difficile, désormais, de changer de pièce, pour aller ouvrir un vieux bouquin sans cesse recommencé. Alors, on lit

Il y a encore des jours, dans la grisaille, où on doit pouvoir raconter un monsieur bien qui perdre **XXX** Sexe d'Henry Miller, comme les **XXXX** Les **XXXX** pornos ; surprendre une vieille **XXXX** qui afficherait, dans son salon de la favor, son plaisir nouveau d'*Emmanuelle* ; il doit bien se trouver encore **XXXX** lecteurs de Saint-Exupéry **XXXX** les aéroports, où Simenon va les quais, de Daniel Rosin **XXXX** côté de **XXXX** Comme le note **XXXX** Serin : « Les nous **XXXX** toujours à **XXXX** (...) **XXXX** ça remplace les petits **XXXX** et les grandes **XXXX** colères ».

Philippe Boggio

LIVRES

Rectificatif. - [] photo [] Santa-Maria-del-Fiore, [] cathédrale de Florence, illustre l'escalier [] aux manifestations laurentiennes [] le Monde Sans visa », 14 mars) [] non Santa-Maria-Novella, comme nous l'avions mentionné par erreur.



La pyramide de Méldoun, près du Caire (2600 avant J.-C.).

هكذا من الأصل

Rech. des An-
nabains

(4) Un touristique portes du
doma soulève une ém justifiée
 3 1981)

LES JEUX

هكذا من الأصيل

Chambord

Bath, des Anglais aux bains

Suite de la page 29

Le traité d'Utrecht de 1713 lui avait donné Terre-Neuve, l'Acadie et la baie d'Hudson (obtenues des Français) et le monopole du commerce des esclaves (obtenus des Espagnols). Coup de foudre économique, augmentation de 50 % du commerce extérieur en dix ans, « relance » — comme on dirait aujourd'hui — qui se fait sentir dans la métropole par une furia immobilière : Londres quitte ses habits Tudor, ses vitraux et ses pignons moyen-âgeux pour se vêtir de pureté palladienne, de frontons et de colonnes à la manière italienne mise en vogue par Inigo Jones pour le roi Charles II. La mode va durer aussi longtemps que les quatre George successifs règneront, au-delà de la guerre avec la France révolutionnaire, en 1793, et jusqu'à l'autre « relance » qui suivra Waterloo en 1815. C'est bien comme ça pour les historiens de l'architecture, comme le note John Summerson, auteur notamment d'un *Georgian London* — l'expression désigne à la fois une époque et un style. C'est le style de Londres, ce sera celui de Bath.

Car il n'est pas question de rester à Londres toute l'année. Le dix-neuvième siècle découvre les bains de mer, la côte sud, Brighton ; la chic société du dix-huitième va prendre les eaux, « to the baths », à Bath. Les Romains connaissaient bien l'endroit (Aquae Sulis), ils en avaient fait leur villégiature, construisant des thermes que l'on visite aujourd'hui mais qui ne furent mis au jour que lors des fouilles des années 1880. Les vertus de ces eaux chaudes et sulfureuses (46°C avec un fort débit) avaient été déclinées par le Moyen âge et par les moines de l'abbaye, avides de remèdes autrement plus spirituels pour la santé des âmes. Bath était restée longtemps une petite cité médiévale endormie, à plusieurs jours de voyage de la capitale. Mais la reine Anne, qui souffrait de goutte, s'y rend pour soulager ses douleurs en 1702 et y retourne en 1703. Il n'en fallait pas plus, derrière cette caravane publicitaire qu'est déjà et pour longtemps la couronne, pour lancer une mode.

Bath ne serait pas Bath sans les bains et l'affluence de clientèle. Mais Bath ne serait pas devenue Bath, cette ville « unique », désormais classée sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, sans l'association de deux caractères complémentaires : Ralph

Allen, l'efficace homme d'affaires qui possède les carrières de pierre qui donneront à la ville la tonalité dorée, homogène, disparue durant un siècle sous la suite du mauvais charbon et réapparue à la lumière depuis une vingtaine d'années ; et l'architecte John Wood, né à Bath en 1704 et qui y revient en 1727 avec le projet fou et la volonté affirmée d'en faire une « nouvelle Rome », prêt à redessiner toute la ville et à y faire régner les principes palladiens, l'ordre et l'harmonie en vogue dans la capitale. C'est en faisant des affaires, en achetant des terrains, en construisant les façades pour qu'elles soient à son idée et en laissant des bâtisseurs faire le reste que John Wood mettra ses projets à exécution, ne parvenant avant sa mort qu'à voir poser la première pierre du King's Circus, place ronde de 100 mètres de diamètre, où les trois ordres strictement à leur place sont illustrés de motifs qui témoignent des autres préoccupations, plus érotiques, de l'architecte.

C'est l'analyse de ses écrits et la lecture attentive de ses positions farfelues sur l'existence de temples célestes dédiés à la Lune (le « crescent ») et au Soleil (le « circus ») qui ont fait penser à ses tout récents biographes, véritables historiens-détectives, Timothy Mowl et Brian Earnshaw, que l'admiration de l'architecte pour la Renaissance italienne révoquée à Londres avait pu se mêler à d'autres sources d'inspiration, issues de son appartenance à la franc-maçonnerie ou fondées sur les légendes celtiques qui donnaient à un ermite, Bladud, l'antériorité auprès des eaux sulfureuses de Bath. Toujours est-il qu'il inscrit sa folie dans un cadre strict, qui représente en même temps, comme l'a noté un autre critique, « un diagramme exact de l'organisation sociale ».

Entre-temps, un autre personnage s'était en effet mêlé de mettre de l'ordre dans les mœurs et le comportement des curistes-touristes qui passaient plus de temps autour des tables de jeu et dans les bals qu'à prendre les eaux prescrites par leur médecin : Richard « Beau » Nash. Le Beau ne l'est certes pas : court sur pattes, rougissant, les traits lourds, les portraits ne manquent pas qui le montrent le teint cuivré sous son éternel chapeau blanc, le regard méprisant et autoritaire. Nommé « maître des cérémonies », il va mettre le « beau monde » au pas et lui enseigner les bonnes manières

à coup de sermons et de réparties cinglantes.

Premier des « dandys », ces arbitres de l'élégance dont le plus connu, un siècle plus tard, sera « Beau » Brummel, Nash a tant marqué son époque que, au-delà de son règne comme « roi » de Bath, les historiens les plus sérieux lui reconnaissent un rôle déterminant pour l'éducation de la société de son temps, et ce dans tout le pays. Les anecdotes ne manquent pas sur son compte : il gagne sa vie au jeu, joue beaucoup, gagne souvent, sans tricher dit-on, et d'ailleurs c'est un plaisir de perdre contre lui car il sait distraire, tourner un compliment ou une rosserie, c'est un beau parleur, un bel esprit.

Il avait fait venir des orchestres et construit plusieurs salles de bal (les fêtes privées n'étaient pas permises), mais la journée se terminait impérativement à 23 heures. Afin que les curistes soient d'attaque pour le bain, pris à 6 heures du matin. La musique est restée présente à Bath, qui organise chaque année à la fin de mai un festival international. Et plus quotidiennement, dans la Pump Room, la grande salle construite au-dessus des thermes romains, où l'on peut boire pour 35 pence un verre de cette eau au goût de « fer à repasser », ou plus raisonnablement prendre le thé ou un lunch, au son d'un pittoresque trio.

Quand, le 28 juin prochain, des estrades seront montées face au Royal Crescent pour le concert de José Carreras, la façade elliptique longue de plus de 200 mètres et ponctuée de cent quatorze

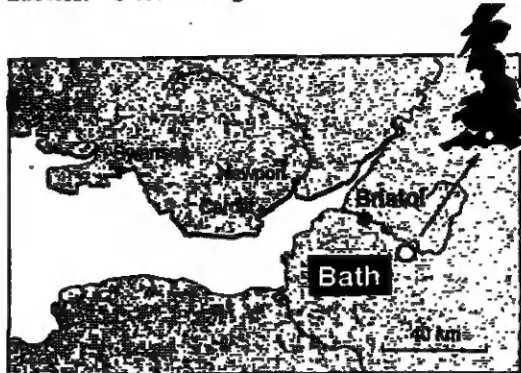
colonnes doriques jouera pour la première fois dans son histoire le rôle d'un amphithéâtre, forme qui avait inspiré l'architecte. Royal Crescent, King's Circus, Queen's Square, ces adresses ne sont que des hommages de John Wood à l'autorité tutélaire : aucun roi, aucune reine, n'a commandé ni conçu quelque aménagement que ce soit dans cette ville où les espaces les plus nobles, les plus symboliques et les plus majestueux n'ont d'autre usage que d'être habités. C'est l'usage

Extraordinairement sûr de lui et de son fait, il arrive à vingt et un ans avec le projet grandiose d'une ville nouvelle avant la lettre pour remplacer une petite cité médiévale de quelques milliers d'habitants encore enfermée dans ses murs. Ralph Allen, qui possède les carrières de pierre, est son homme ; pour le convaincre, il lui construit un petit palais (dont il reste le pavillon central) conforme aux canons classiques et au Vitru-

sa « ligne », une ville dessinée et homogène, la seule en Grande-Bretagne avec l'Edimbourg de Robert Adam, et une des rares en Europe. Conservé dans son état dix-huitième par un dix-neuvième siècle qui se dirige vers d'autres villégiatures et découvre les bains de mer, ce décor parfait sera livré intact — sous une hermétiq ue couche de suie, maquillage absolu — aux bombardements « Baedeker » de la dernière guerre.

Dirigés vers les « cités historiques » et surnommés ainsi par référence aux célèbres guides allemands de tourisme du début du siècle, les raids de la Luftwaffe feront moins de mal que la rénovation-bulldozer des années 60 et 70 : le visiteur qui arrive par le train ferait bien de fermer les yeux sur tout ce qui a été construit dans ces parages (gare d'autobus, centre commercial dans un non-style de l'espèce la plus abâtardie. Le coup d'arrêt au sacage a été donné par la publication en 1973 d'un violent et efficace pamphlet rédigé par le critique Adam Fergusson et intitulé le *Sac de Bath*. Désormais, le mal est plus insidieux puisque les projets d'aménagement ou de reconstruction hésitent entre la pure copie et l'interprétation : ce que l'on peut voir des tentatives récentes pour marier les deux est si maladroit qu'on préférerait sans réserve les bonnes copies aux compromis douteux. Curieusement, aucun avis du prince Charles n'a été enregistré sur ce délicat dossier.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois



domestique, l'aspect pratique, la commodité et la rentabilité qui sont à l'origine de cette démonstration d'harmonie et d'ordre, dans la sobriété d'une décoration inspirée de l'antique, parfaitement maîtrisée dans ses proportions et pourtant secrètement « allumée » par les passions complexes d'un visionnaire archaïsant. Car John Wood, en dépit de la sobriété du style dans lequel il s'est exprimé, n'est pas un caractère simple, comme l'a montré Timothy Mowl.

viux britannicus qui vient d'être traduit, et il propose aussitôt une sorte de ville nouvelle tracée d'un forum, d'un lycée et d'un cirque.

Père maître d'œuvre (son chantier du St John's Hospital se passe très mal), il excelle au « design urbain », comme on dira plus tard, et Bath est, à cause de lui, de ses plans, et de la fidélité que les architectes (son fils John Wood le Jeune, mais d'autres aussi) mettront pendant un siècle à respecter

Guide

Livres
John Wood, Architect of Obsession, biographie écrite par Timothy Mowl et Brian Earnshaw, a été publiée en 1988 à Bath par Millstream Books, 7 Orange Grove. Tél. : 484 029

The Sack of Bath, d'Adam Fergusson, a été réédité avec une postface de Timothy Mowl, chez Russell, Salisbury.

Musées
On peut visiter le n° 1 Royal Crescent, grande demeure restaurée et meublée. Elle appartient à la Bath Preservation Trust (tél. : 338 727), association créée en 1934 qui possède d'autres édifices historiques et qui présentera, à partir du 1^{er} mai, une exposition permanente sur l'histoire de la ville, avec plans et maquettes, dans un autre bâtiment : la chapelle de la comtesse Huntington.

Le Musée Holburne, collection

privée de peinture, d'orfèvrerie, d'arts décoratifs, présentée dans l'ancienne Sydney House, de style parfaitement palladien, organise aussi des conférences et des concerts. Tél. : 466 869.

Musique
Le Festival international de musique de Bath a lieu du 22 mai au 7 juin. Programme et réservations au Bath Festival Box Office, Linley House, Pierspoint Place, Bath BA1 1JY, tél. : 463 362.

Pour la première fois cette année, un concert en plein air de José Carreras est organisé le dimanche 28 juin, devant le site architectural du Royal Crescent. Renseignements : 462 200.

Le code téléphonique depuis la France est 19-44-225, et 0225 depuis la Grande-Bretagne.

Bath est reliée par d'excellents trains à la gare de Paddington à Londres. A 20 km de Bath, l'aéroport de Bristol est desservi chaque jour par un vol direct depuis Paris.

DÉCOUVRIR L'ARCHITECTURE DES VILLES



Pour explorer toutes les richesses de l'architecture d'une ville

Titres parus :
Prague, Vienne
Titre à paraître :
Barcelone

casterman

LES GUIDES QUI VONT PLUS LOIN

VOYAGES EN TERRES PRÉCIEUSES

60 ITINÉAIRES TRAMÉS DE PROFESSIONNALISME, D'AMOUR DE LIEUX CACHÉS ET SUPERBES, DE CONNAISSANCE PATIENTE DE TERRAIN ET DE PASSION POUR CES ESPACES SUBLIMS...

Brochure sur simple demande

Demande de brochure Natures :

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code : _____ Ville : _____

TAPEZ 3615 DESURTS

6/8 rue Quincampoix 75004 PARIS
Tél. (1) 48.04.88.40
Fax (1) 48.04.33.57

FINLANDE : l'entrate Nature !

À moins de 5 h de vol de Paris, LA FINLANDE. Pays du temps de vivre, vous attend.

Ici, tout est harmonie : la terre et l'eau s'unissent en milliers d'îles et de lacs où voguera votre barque avant de rejoindre votre chalet et son sauna.

Ici, roulez sans hâte. Arrêtez-vous pour écouter les chants d'oiseaux à la lisière des forêts embaumées.

Vivez, le temps de vos vacances, tout près de la nature.

Saisissez l'occasion de vous relaxer dans un corps neuf : canoë sur les lacs, pêche, randonnées pédestres ou en 4x4, bateau, planche à voile, natation, VTT...

Plus haut, en LAPONIE, découvrez à l'infini la toundra : les rennes y paissent librement.

Vous pourrez aussi assister aux nombreux festivals de musique, de danse, d'opéra.

LA FINLANDE est multiple.

C'est été, goûtez les soirées dorées sous les rayons du soleil de minuit.

OFFICE DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75009 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 15
Minitel 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, car-ferry avec votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Finlande
naturellement votre

Bridge

n° 1479

L'OSCAR DE FILIP

Le joueur qui a reçu l'oscar de la donne la mieux jouée au championnat d'Europe de Turquie est le Tchèque Filip. Il a réussi ce grand chelem à Pique dans le match contre les Polonais, qui allaient remporter le titre.

♠ D102
♥ R63
♦ A7
♠ A1054
♠ V74
♥ V85
♦ 654
♠ DV32
♠ 63
♥ 1092
♦ DV103
♠ R976
♠ AR985
♥ AD74
♦ 982
♠ 8

Ann. : S. don. Pers. vul.

Sud	Ouest	Nord	Est
Filip	Balicki	Velocki	Zmudz.
1♥	passé	2♠	passé
2♠	passé	3♠	passé
4♥	passé	4SA	passé
6♠	passé	7♠	passé

Quest ayant entamé le 5 de Carreau, comment Filip en Sud a-t-il gagné contre toute défense le GRAND CHELEM A PIQUE ?

Réponse :

Même si les Cœurs sont partagés 3-3, on ne voit guère où l'on pourrait trouver normalement une troisième levée. Cependant, Filip s'est rendu compte que, s'il coupait trois fois Trèfle avec sa main longue, il arriverait à faire au total six atouts à condition d'avoir suffisamment de restreints au mort. Or il en manque une, à moins de faire l'impasse au Valet de Pique !

Voici comment il a joué : après avoir pris l'entame avec le Roi de Carreau, il a tiré l'As de Pique, l'As de Trèfle et a coupé le 4 de Trèfle (avec le 8 de Pique). Il est remonté ensuite au mort par l'As de Carreau et a coupé une deuxième fois Trèfle (avec le 9 de Pique), puis il est retourné en Nord par le Roi de Cœur et il a coupé le dernier Trèfle avec le Roi de Pique. Alors il a joué le 5 de Pique pour le 10 de Pique, et enfin la Dame de Pique et les trois Cœurs maîtres de la main.

On notera que, si Est avait eu un Cœur de plus et un Trèfle de moins, Filip aurait encore fait treize levées, car Est aurait été squeezé à Cœur-Carreau !

CHAMPIONNE DU MONDE

Si on faisait un sondage sur le classement des meilleures joueuses internationales, l'Américaine Lynn Deas, qui est professeur de bridge, arriverait sans doute en tête car, au cours de ces dernières années, elle a été trois fois championne du monde par équipe de quatre avec chaque fois des partenaires différentes. En 1991, à Yokohama, elle jouait avec Stasha Cohen, mais, à la Venice Cup de Perth en 1989, elle avait Beth Palmer en face d'elle dans la donne suivante qui a contribué à sa victoire dans la finale contre les Hollandaises.

♠ AR75
♥ R105
♦ 873
♠ 972
♠ V1063
♥ 74
♦ 6
♠ ADV864
♠ D92
♥ 982
♦ AD94
♠ R53
♠ 84
♥ ADV63
♦ RV1052
♠ 10

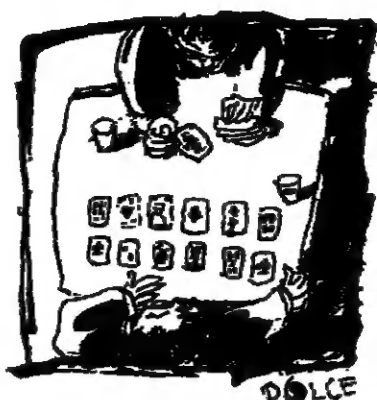
Ann. : N. don. N-S vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
Deas	Amold	Palmer	Vriend
1♠	passé	10	1♥
2♥	passé	contre	3♥
4♥	passé	passé	passé

Sept minutes pour la chute (n° 1488)
« Le retour Trèfle à la troisième levée s'impose », écrit M. Devenand, mais il faut penser à contre-attaquer le 9 de Trèfle au cas où le Valet d'Est serait accompagné du 7 (au lieu du 8). »

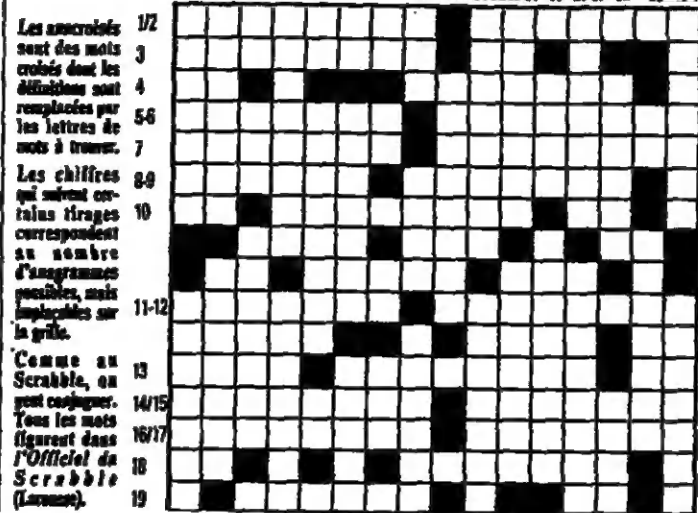
Cette remarque est tout à fait exacte, et c'est sans doute la carte que Martens a joué.

Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 710



HORizontalement
1. BEILMOT. - 2. AEEIPPS. - 3. EHLIMNR. - 4. AEEHNN. - 5. CEIOST (+ 2). - 6. ACEENRY. - 7. ADEINNO (+ 1). - 8. EHNNTU. - 9. AEILNY. - 10. FINRTTU. - 11. CELOOSS. - 12. CEEHLOO. - 13. EHNNTU. - 14. EHNNTU. - 15. AEGIRU (+ 1). - 16. EHMQUIU. - 17. AEEELS (+ 1). - 18. DEERSS. - 19. DEEND.

VERTICALEMENT
20. ACEENNO. - 21. CEENORU. - 22. CELOO. - 23. AELOU (+ 2). - 24. AELOU. - 25. EHNNTU. - 26. AMNOOTT. - 27. EHNNTU. - 28. EERSTT. - 29. DEENP. - 30. AEEHMOST. - 31. AAEINNY. - 32. AABCT. - 33. FINRTU. - 34. ELOPSU (+ 1). - 35. AAEELS. - 36. CELOP (+ 2). - 37. EHNNTU. - 38. EHNNTU. - 39. EHNNTU. - 40. AEEENY. - 41. EHNNTU.

SOLUTION DU N° 709
1. PALCHON. - 2. OPERANT (PONTERRA). - 3. ASILAE (LAERAI). - 4. PACAGIA. - 5. ATE. - 6. ANGELOTT (SANGLOTT). - 7. AMORALE. - 8. IREANAS. - 9. ARENAIRE, qui croit dans

le sable (ENRAIERA). - 10. LISSÉS (LISSÉS SÉSILÉ). - 11. LARAIÉ (RALERAI). - 12. RACLEZ. - 13. TROENÉ (RENOTÉ). - 14. HEMATIE. - 15. EFFANET. - 16. AFFLOUER, réalouer. - 17. SKIATES (KASSITE). - 18. ATTENUA. - 19. ERMITTE (REMITTE). - 20. INNETE. - 21. SQUEZZER (RESQUEZZ). - 22. EVONNES. - 23. PALATIAL. - 24. TRAVERS (VERRATS). - 25. RAGRAFER. - 26. KINGOTER, couler un métal en lingots (RIGOLENT). - 27. ERNAIE. - 28. CABERAI (RACERAI). - 29. NÉOTITE (NETTOIE). - 30. IRREFUTE. - 31. ORATOIRE. - 32. NETSUKE. - 33. CHARNIER. - 34. OPERABLE. - 35. MESSAGE (ENGAMES). - 36. MAITRANK, vin belge. - 37. ÉCOTONE, zone entre deux milieux naturels. - 38. ATTIFIEZ. - 39. RAMERAS (RAMERAS REARMAS AMARRES). - 40. ASSOLENT. - 41. TALWEGS. - 42. ZEMSTVOS, assemblée locale russe.

Michel Charlemagne et Michel Daguet
© Préditions - AC n° 705 définition 11. Monnaie l'assemblage de DEMASCLE. DECLAMES, M. Pasquet, Chénay-Mahy, et M. De Saint, Rhode-Saint-Genès (Belgique).

Dames

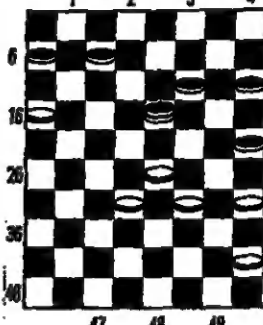
n° 428

LE COIN DU DÉBUTANT

Le coup normand : il s'agit d'exploiter un temps de repos pour placer une pièce de telle sorte qu'elle forme un crochet avec une pièce d'appui. Ce thème repose sur la priorité à donner à la prise majoritaire : prime majoritaire prioritaire.

Schéma :

MANOURY (1770)



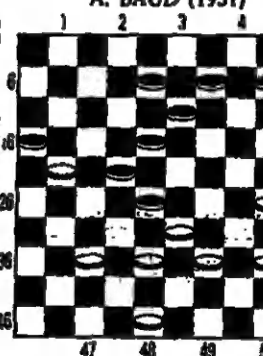
Une dame noire et 5 pions noirs, 6 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. Un gain rapide, en trois temps, mais qui ne s'impose pas quelques trébuchets d'étude méthodique des bases du jeu.

Solution : 33-29 (24-22) 32-27 (le crochet) (18-21) (la dame noire prend trois pions) (6-20) l. +.

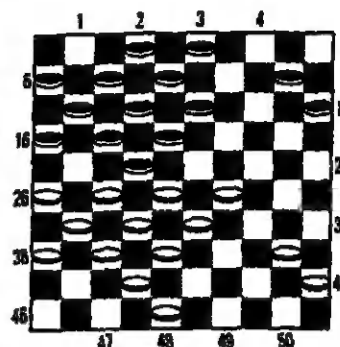
Exemple d'application : Dans ce petit problème, les Blancs, d'une manière élégante et inattendue, raflent six pièces et dament à la case 5.

A. BAUD (1931)



Les Blancs jouent et gagnent. Solution : 30-25 (16-27) 37-32 (28-37) 38-32 (27-29) 48-42 (37-48) 39-34 (48-30) 25x3 l. +.

L'UNIVERS MAGIQUE. Dans le prolongement de la chronique 427, voici une nouvelle illustration de l'incomparable virtuosité, à la fin des années 40 et au début des années 50, de l'ancien champion du monde Piet Roozenburg. Ici encore dans une démonstration de similitude sans voir les dames, en 1954.



G. Hartman, avec les Noirs, joua (13-19) et Roozenburg exécuta un original coup de dame : 92-24 ! (19x30) 33-29 (22x24) 27-21 ! (19x27) 31x13 (8x19) 40-34 (30x39) 38-33 (39x28) 25x5 l. +.

SOLUTION DU PROBLÈME

BUS (1963)

Blancs : pions à 22, 23, 31, 40, 43, 44, 49.
Noirs : pions à 13, 14, 21, 24, 25, 33, 35.

23-19 ! (14x23) 44-39 ! (33x44) 22-18 (13x22 ou 23x12) 43-39 (44x33) 31-26 (35x44) 26x30 ! (25x34) 49x38 l. rafle tout.

PROBLÈME

P. GARLOPEAU (Rochefort 1982)



Onze pions noirs et 11 pions blancs. Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

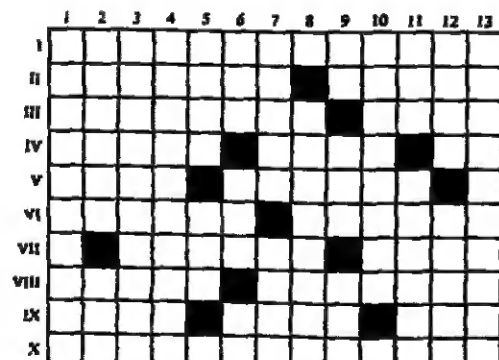
Les lecteurs qui déclareront la marche gagnante peuvent, dans les dix jours, adresser leur solution directement à Jean Chaze, 6, rue Ampère, 07000 Privas.

Jean Chaze

Tournois internationaux de Paris, de 2 au 8 mai, à l'époque Lemmings. Trois cents participants attendus de vingt nations. Séries pour dames de tous niveaux. S'inscrire avant le 11 avril auprès de M. Almanza, 55, rue Soléna, 93700 Drancy, tél. : 48-31-85-84.

Mots croisés

n° 709



HORizontalement

1. Elle attend à votre pudeur... hypocrite ! - II. BOF. Présente sa collection. - III. Pour le meilleur ou pour le pire ? Rivière. - IV. Tout à fait noirs. Pour les amoureux ou pour les poisons. Note inversée. - V. En Belgique. On la fera avec patience et longueur de temps. - VI. Solitaires. A point (deux mots) pour les connaisseurs. - VII. Si on y a mis le pied, tout doit réussir. Réexaminé dans le bon sens. - VIII. Peuple du froid. Mica. - IX. Nous fait grand bien à tous. Nous parle. Ce que produit le précédent. - X. Métrier bon jeu.

VERTICALEMENT

1. Note. - 2. Rang. Dit toujours non. - 3. Furent favorablement accueillis ces dernières années. - 4. Manquements coupables. - 5. Bonnes œuvres. Même au chef-d'œuvre. - 6. Certain. Parfois sur l'enveloppe. - 7. Sincère lieu de séjour. Saint. - 8. Faire un geste enga-

geant. - 9. Possessif. Offert de bas en haut. Prit. - 10. Il vient d'être très courtois. - 11. Roi. Il est dedans jusqu'au cou. - 12. Indéfinissable. L'un ne va pas sans l'autre. - 13. Appareurent comme Vénus.

SOLUTION DU N° 708

Horizontalement
I. Etats généraux. - II. Comices. Gasse. - III. Hailler. Tocsin. - IV. Epeller. Sono. - V. Al. El. Erg. LEP. - VI. Néa. Erudite. - VII. Pann. Tempo. - VIII. Ials. Lis. Teib. - IX. Eibér. Uranie. - X. Reconstruis.

Verticalement
1. Echancier. - 2. Toupie. Sté. - 3. Amie. Spéc. - 4. Tille. Iso. - 5. Scellés. Ra. - 6. Otre. Riles. - 7. Es. Réuni. - 8. Tard. Sûr. - 9. Ego. Gt. Ru. - 10. Roes. Tési. - 11. Assoulement. - 12. Usine. Pile. - 13. Xénophobe.

François Dorlet

Echecs

n° 1482

FESTIVAL DE BAD-WORSHOFEN, mars 1992.

Blancs : M. Cebala. Noirs : L. Gutman. Défense Grünfeld.

1. d4... Cx6 21. Tg1... Dd6 (g)
2. c4... d5 22. Fg1 (g) Dd8
3. Cc3... e5 23. Tg1 (g) Fd7
4. cxd5... Cxd5 24. Dd1... Dd8
5. d4... Cc6 25. Fd5... Dd8
6. b3... Fd7 26. Dd1... Td7 (g)
7. Cb3 (g) Fd7 27. Cb3 (g) e5 (g)
8. Td1 (g) e6 (g) 28. Fd3... e4
9. Fd2... Dd8 29. Cb3... Fd4
10. 0-0 (g) Dd2 (g) 30. Cb4... Dd7
11. Fd5 (g) Dd5 (g) 31. Fd6 (g) Fd7
12. Dd1 (g) Cb7 32. Dd1... Dd8
13. e5... Dd8 (g) 33. Dd1... Fd7 (g)
14. Td1 (g) Cb4 (g) 34. Dd5... Dd8
15. Td4 (g) h6 35. Fd5... Dd8
16. Fd4... Dd7 (g) 36. Dd1... Dd8
17. d6 (g) Dd6 37. Fd5... Dd8
18. Td4... Dd6 (g) 38. Dd4 (g) h6
19. Dd2... e5 39. Fd5... Td7
20. Td1... Dd6 40. g3... Dd6 (g)

NOTES

a) La suite principale de la variante «branche 7. Fd4, g3 ; 8. Fd3 et 9. Cb2 conserve ainsi ses parties.

b) Deux autres importantes continuations sont 8. Fd3 et 8. Fd2.
c) La suite préférée de Gutman. On poursuit généralement par 9... 0-0 ; 9. Fd2, Dd5 ; 10. 0-0, Dd2 ; 11. Fd5, Dd6 ; 12. e5, Td8 ; 13. Dd4, une ligne de jeu qui donne aux Blancs une forte pression et sans doute une certaine compensation pour le pion sacrifié comme dans la partie du texte, mais avec cette différence que le R noir, ayant roqué, est moins exposé qu'un plein centre. D'autres séquences comme 8... Fd7 ; 9. Dd4, Fd7 (ou 9... Cb7 ; 10. Cb3, Fd5 ; 11. 0-0 ; 12. h3, Fd6 ; 13. R, Cb6 ; 14. Dd2, Fd4 ; 15. Fd4,

Cd4 ; 16. 0-0 avec de meilleures perspectives pour les Blancs) ; 10. Fd5, 0-0 ; 11. 0-0, Cb5 ; 12. e5, a6 ; 13. Fd4, b5 ; 14. dxc5, Fd8 ; 15. Fd4 ou 8... Cb5 ; 9. d3, Fd3 ; 10. Fd2 ou 8... Dd5 ; 9. Td5, Dd3 ; 10. Fd2, Dd3 ; 11. Fd5, 0-0 ; 12. Cb3, Dd3 ; 13. a6b3 donnent l'avantage aux Blancs.

d) Offrant un pion, conformément à l'esprit de la variante 8. Td1.
e) Après 10... Dd3 ; 11. d5, Dd5 (11... 0-0 ; 12. Fd2, Dd5 ; 13. Fd7, Rg7 ; 14. Dd2 avec un net avantage) ; 12. Dd2 ou 12. Fd5, Dd7 ; 13. Dd1 et les Blancs obtiennent ainsi une belle initiative.

f) Empêcher 11... 0-0 à cause de 12. Fd7.
g) Si 11... Dd6 comme dans la variante 8. Td1, 0-0 ; 9. Fd2, Dd5 (note c) ; 12. e5, 0-0 (ici, avec un temps de retard à cause de 8... a6) ; 13. d3, Dd7 ; 14. g4 avec une totale domination des cases centrales.

h) Ou (Peterson-Gutman - Bienne, 1985), 12. d5, h6 (et non 12... Dd3 ? ; 13. Dd4, Fd7 ; 14. Dd2 menaçant 15. Td1 ni 12... Fd3 ? ; 13. d5) ; 13. Fd3, Cb7 ; 14. Cb3, Dd7 ; 15. Cb2 menaçant f4 et e5 les Blancs obtiennent une partie gagnante, le R noir ne pouvant pas non plus comme ici à roquer.
i) Défend le pion d7 avant de roquer. Le gain du pion a2 a coûté trois temps. 13... e6 serait une grosse faute à cause de 14. Cb2, 0-0 ; 15. Cb4 ex. D'autre part, après 13... h6 ; 14. Fd3 le roque est toujours impossible en raison de la perte du pion h6.
j) Meilleur que 14. Dd4, cxd4 ; 15. cxd4, Cb6 ; 16. Dd4, Cb5 ; 17. Fd4, h6 ; 18. Fd5 (18. Fd2 est à considérer). Dd5 ; 19. Fd7, e5 ; 20. Cb5, b5 ; 21. Dd5, Fd6 ; 22. Dd4, Tg1 ; 23. e3, Fd7 et les Blancs gagnent rapidement (Fleur-Gutman, Hastings, 1985).
k) Et non 14... 0-0 ; 15. dxc5 !

Une surprise. Les Noirs s'attendaient à la reprise «normale» 15... cxd4. La T-R s'empara à juste titre de la colonne d tout en menaçant le R ennemi (Tb4 suivi de Fg7 et de Dh6).

m) Le roque semble dangereux : 16. 0-0 ; 17. d6, d6 ; 18. Td4, Dd8 ; 19. Fd3, e5 ; 20. Fg5 ; 21. h5 ; 22. Dd3, Dd7 ; 23. Fd6, Dd6 ; 24. Dd5, Td6 ; 25. Td1 !

n) Un deuxième sacrifice de pion qui gêne énormément la défense.
o) Si 18... Dd8 (encore une fois) ; 19. Dd2, e5 ; 20. Td1, g4 ; 21. Dd6, Rf8 ; 22. Cb5, Dd8 (si 22... Fd5 ; 23. Fd5) ; 23. Td4, Ff6 (ou 23... Cb6 ; 24. Td8) ; 24. Dd6, d6 ; 25. Td4, e5 ; 26. Fd4, Rb7 ; 27. Dd6, e5 ; 28. Fd4, Rb7 ; 29. Dd6, e5 ; 30. Fd4, Rb7 ; 31. Fd4, Rb7 ; 32. Fd4, Rb7 ; 33. Fd4, Rb7 ; 34. Fd4, Rb7 ; 35. Fd4, Rb7 ; 36. Fd4, Rb7 ; 37. Fd4, Rb7 ; 38. Fd4, Rb7 ; 39. Fd4, Rb7 ; 40. Fd4, Rb7 ; 41. Fd4, Rb7 ; 42. Fd4, Rb7 ; 43. Fd4, Rb7 ; 44. Fd4, Rb7 ; 45. Fd4, Rb7 ; 46. Fd4, Rb7 ; 47. Fd4, Rb7 ; 48. Fd4, Rb7 ; 49. Fd4, Rb7 ; 50. Fd4, Rb7 ; 51. Fd4, Rb7 ; 52. Fd4, Rb7 ; 53. Fd4, Rb7 ; 54. Fd4, Rb7 ; 55. Fd4, Rb7 ; 56. Fd4, Rb7 ; 57. Fd4, Rb7 ; 58. Fd4, Rb7 ; 59. Fd4, Rb7 ; 60. Fd4, Rb7 ; 61. Fd4, Rb7 ; 62. Fd4, Rb7 ; 63. Fd4, Rb7 ; 64. Fd4, Rb7 ; 65. Fd4, Rb7 ; 66. Fd4, Rb7 ; 67. Fd4, Rb7 ; 68. Fd4, Rb7 ; 69. Fd4, Rb7 ; 70. Fd4, Rb7 ; 71. Fd4, Rb7 ; 72. Fd4, Rb7 ; 73. Fd4, Rb7 ; 74. Fd4, Rb7 ; 75. Fd4, Rb7 ; 76. Fd4, Rb7 ; 77. Fd4, Rb7 ; 78. Fd4, Rb7 ; 79. Fd4, Rb7 ; 80. Fd4, Rb7 ; 81. Fd4, Rb7 ; 82. Fd4, Rb7 ; 83. Fd4, Rb7 ; 84. Fd4, Rb7 ; 85. Fd4, Rb7 ; 86. Fd4, Rb7 ; 87. Fd4, Rb7 ; 88. Fd4, Rb7 ; 89. Fd4, Rb7 ; 90. Fd4, Rb7 ; 91. Fd4, Rb7 ; 92. Fd4, Rb7 ; 93. Fd4, Rb7 ; 94. Fd4, Rb7 ; 95. Fd4, Rb7 ; 96. Fd4, Rb7 ; 97. Fd4, Rb7 ; 98. Fd4, Rb7 ; 99. Fd4, Rb7 ; 100. Fd4, Rb7 ; 101. Fd4, Rb7 ; 102. Fd4, Rb7 ; 103. Fd4, Rb7 ; 104. Fd4, Rb7 ; 105. Fd4, Rb7 ; 106. Fd4, Rb7 ; 107. Fd4, Rb7 ; 108. Fd4, Rb7 ; 109. Fd4, Rb7 ; 110. Fd4, Rb7 ; 111. Fd4, Rb7 ; 112. Fd4, Rb7 ; 113. Fd4, Rb7 ; 114. Fd4, Rb7 ; 115. Fd4, Rb7 ; 116. Fd4, Rb7 ; 117. Fd4, Rb7 ; 118. Fd4, Rb7 ; 119. Fd4, Rb7 ; 120. Fd4, Rb7 ; 121. Fd4, Rb7 ; 122. Fd4, Rb7 ; 123. Fd4, Rb7 ; 124. Fd4, Rb7 ; 125. Fd4, Rb7 ; 126. Fd4, Rb7 ; 127. Fd4, Rb7 ; 128. Fd4, Rb7 ; 129. Fd4, Rb7 ; 130. Fd4, Rb7 ; 131. Fd4, Rb7 ; 132. Fd4, Rb7 ; 133. Fd4, Rb7 ; 134. Fd4, Rb7 ; 135. Fd4, Rb7 ; 136. Fd4, Rb7 ; 137. Fd4, Rb7 ; 138. Fd4, Rb7 ; 139. Fd4, Rb7 ; 140. Fd4, Rb7 ; 141. Fd4, Rb7 ; 142. Fd4, Rb7 ; 143. Fd4, Rb7 ; 144. Fd4, Rb7 ; 145. Fd4, Rb7 ; 146. Fd4, Rb7 ; 147. Fd4, Rb7 ; 148. Fd4, Rb7 ; 149. Fd4, Rb7 ; 150. Fd4, Rb7 ; 151. Fd4, Rb7 ; 152. Fd4, Rb7 ; 153. Fd4, Rb7 ; 154. Fd4, Rb7 ; 155. Fd4, Rb7 ; 156. Fd4, Rb7 ; 157. Fd4, Rb7 ; 158. Fd4, Rb7 ; 159. Fd4, Rb7 ; 160. Fd4, Rb7 ; 161. Fd4, Rb7 ; 162. Fd4, Rb7 ; 163. Fd4, Rb7 ; 164. Fd4, Rb7 ; 165. Fd4, Rb7 ; 166. Fd4, Rb7 ; 167. Fd4, Rb7 ; 168. Fd4, Rb7 ; 169. Fd4, Rb7 ; 170. Fd4, Rb7 ; 171. Fd4, Rb7 ; 172. Fd4, Rb7 ; 173. Fd4, Rb7 ; 174. Fd4, Rb7 ; 175. Fd4, Rb7 ; 176. Fd4, Rb7 ; 177. Fd4, Rb7 ; 178. Fd4, Rb7 ; 179. Fd4, Rb7 ; 180. Fd4, Rb7 ; 181. Fd4, Rb7 ; 182. Fd4, Rb7 ; 183. Fd4, Rb7 ; 184. Fd4, Rb7 ; 185. Fd4, Rb7 ; 186. Fd4, Rb7 ; 187. Fd4, Rb7 ; 188. Fd4, Rb7 ; 189. Fd4, Rb7 ; 190. Fd4, Rb7 ; 191. Fd4, Rb7 ; 192. Fd4, Rb7 ; 193. Fd4, Rb7 ; 194. Fd4, Rb7 ; 195. Fd4, Rb7 ; 196. Fd4, Rb7 ; 197. Fd4, Rb7 ; 198. Fd4, Rb7 ; 199. Fd4, Rb7 ; 200. Fd4, Rb7 ; 201. Fd4, Rb7 ; 202. Fd4, Rb7 ; 203. Fd4, Rb7 ; 204. Fd4, Rb7 ; 205. Fd4, Rb7 ; 206. Fd4, Rb7 ; 207. Fd4, Rb7 ; 208. Fd4, Rb7 ; 209. Fd4, Rb7 ; 210. Fd4, Rb7 ; 211. Fd4, Rb7 ; 212. Fd4, Rb7 ; 213. Fd4, Rb7 ; 214. Fd4, Rb7 ; 215. Fd4, Rb7 ; 216. Fd4, Rb7 ; 217. Fd4, Rb7 ; 218. Fd4, Rb7 ; 219. Fd4, Rb7 ; 220. Fd4, Rb7 ; 221. Fd4, Rb7 ; 222. Fd4, Rb7 ; 223. Fd4, Rb7 ; 224. Fd4, Rb7 ; 225. Fd4, Rb7 ; 226. Fd4, Rb7 ; 227. Fd4, Rb7 ; 228. Fd4, Rb7 ; 229. Fd4, Rb7 ; 230. Fd4, Rb7 ; 231. Fd4, Rb7 ; 232. Fd4, Rb7 ; 233. Fd4, Rb7 ; 234. Fd4, Rb7 ; 235. Fd4, Rb7 ; 236. Fd4, Rb7 ; 237. Fd4, Rb7 ; 238. Fd4, Rb7 ; 239. Fd4, Rb7 ; 240. Fd4, Rb7 ; 241. Fd4, Rb7 ; 242. Fd4, Rb7 ; 243. Fd4, Rb7 ; 244. Fd4, Rb7 ; 245. Fd4, Rb7 ; 246. Fd4, Rb7 ; 247. Fd4, Rb7 ; 248. Fd4, Rb7 ; 249. Fd4, Rb7 ; 250. Fd4, Rb7 ; 251. Fd4, Rb7 ; 252. Fd4, Rb7 ; 253. Fd4, Rb7 ; 254. Fd4, Rb7 ; 255. Fd4, Rb7 ; 256. Fd4, Rb7 ; 257. Fd4, Rb7 ; 258. Fd4, Rb7 ; 259. Fd4, Rb7 ; 260. Fd4, Rb7 ; 261. Fd4, Rb7 ; 262. Fd4, Rb7 ; 263. Fd4, Rb7 ; 264. Fd4, Rb7 ; 265. Fd4, Rb7 ; 266. Fd4, Rb7 ; 267. Fd4, Rb7 ; 268. Fd4, Rb7 ; 269. Fd4, Rb7 ; 270. Fd4, Rb7 ; 271. Fd4, Rb7 ; 272. Fd4, Rb7 ; 273. Fd4, Rb7 ; 274. Fd4, Rb7 ; 275. Fd4, Rb7 ; 276. Fd4, Rb7 ; 277. Fd4, Rb7 ; 278. Fd4, Rb7 ; 279. Fd4, Rb7 ; 280. Fd4, Rb7 ; 281. Fd4, Rb7 ; 282. Fd4, Rb7 ; 283. Fd4, Rb7 ; 284. Fd4, Rb7 ; 285. Fd4, Rb7 ; 286. Fd4, Rb7 ; 287. Fd4, Rb7 ; 288. Fd4, Rb7 ; 289. Fd4, Rb7 ; 290. Fd4, Rb7 ; 291. Fd4, Rb7 ; 292. Fd4, Rb7 ; 293. Fd4, Rb7 ; 294. Fd4, Rb7 ; 295. Fd4, Rb7 ; 296. Fd4, R

خدمات الأكل

SANS VISA

Le Monde - Samedi 4 avril 1992 - 35

TABLE

Dames

Charcuterie fine

Je relisais le *Ventre de Paris*, et il me semblait entendre « le bruit terrible de hachoirs et de marmittes » dans la cuisine de la charcuterie, « l'ignoble chantant sur le feu » et la voix joyeuse de Quenu : « Ah ! sapristi, le boudin, il sera bon ! Auguste, passe-moi le gras ! » Puis j'imaginai la devanture de la charcuterie Quenu-Gradelles, au coin de la rue Piroquette : « un monde de bonnes choses grasses », dont les boudins, « noirs, roulés comme des couleurs, bonnes filles », précise Zola.

Et je dédormais alors mon rêve à l'ami Jean-Pierre Coffe, qui vient de publier *Au secours du goût* (Le Pré-aux-Clercs). Un ouvrage à méditer, mais surtout un guide pour les gourmets devant pratiquer – chose de plus en plus rare, hélas ! aujourd'hui – le « savoir-sauvage ».

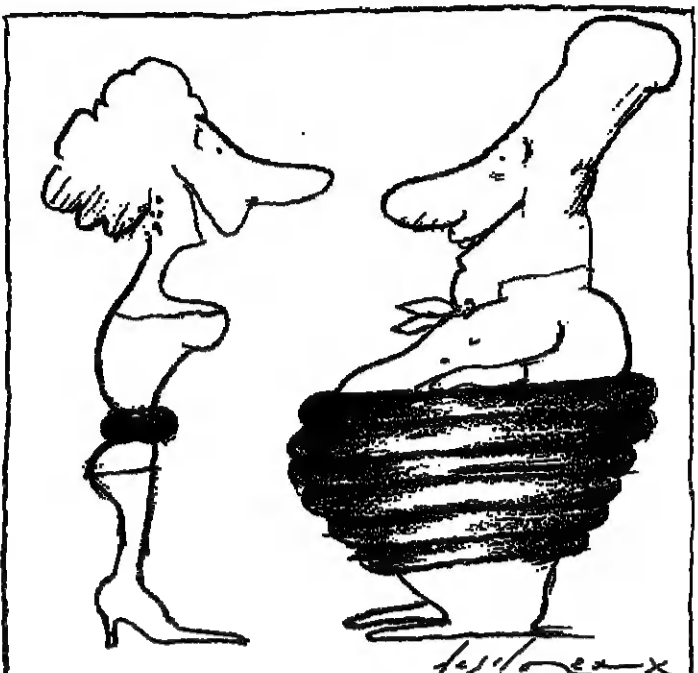
A propos du boudin, justement, Coffe nous rappelle qu'il est loin le temps où l'artisan le préparait aussitôt la « tuerie » et l'animal

égorgé. Il nous dit (ce que notre goût nous laissait pressumer) que les trois quarts du temps le boudin que nous achetons est mou, limoneux, parce qu'à base de sang congelé ou en poudre (sans compter les oignons, qui ne devraient point « chanter », à Zola ! mais être fondus sans rissolement, et qui, aujourd'hui, sont utilisés déshydratés ou sortant de la boîte), embossés enfin dans des boyaux de moutons ou de porcs chinois.

Boudin ! Le mot date de l'an 1268, nous dit le Petit Robert, et a donné les termes « boudiné » et « bedaine ». Mais vient-il, comme je l'ai lu ailleurs, du mot anglais « pudding », ou « pudding » vient-il de « boudin » ? La chose, elle, est plus ancienne : si certains en attribuent l'invention au cuisinier grec Aphtonide, d'autres assurent que les Sumériens en consommèrent déjà, ce qui en ferait la plus vieille charcuterie du monde.

Chaque région avait « son » boudin. Le boudin de Quenu était un boudin parisien : 1/3 sang, 1/3 gras, 1/3 oignons cuits. On le trouve de sang et tête de porc en Béarn, au gras des poumons, oreilles et gorge en Gascogne (il est dit alors « Lou bon Diou ! »), au serpolet dans le Nivernais, aux lardons en Vendée, aux épinards dans le Poitou. Je revois ma grand-mère s'extasier lorsque le col de Noël arrivait de son Vivarais, avec du boudin aux châtaignes, natif aussi du Limousin. Et citons encore le boudin aux gratons de Bourgogne, aux minces saucisses de Corse, sans oublier le boudin antillais, mêlé de pain de mie arrosé de lait, avec citron, ail et piment.

On ne trouve plus que rarement de gros boudins que l'on peut couper en tranches épaisses et poêler. Les boudins « en couleur », comme disait Zola, se grillent le plus souvent (mais, avant, il convient de piquer la



peau, afin qu'ils n'éclatent pas). Le problème, aussi, est celui de l'accompagnement. On peut évidemment transformer la purée classique en purée de navets, de châtaignes, de pois cassés, de lentilles, d'épinards. Egalement de pommes de terre. A l'Auberge du 14-Juillet (9, boulevard de la République, 92250 La Garenne-Colombes ; tél. : 42-42-21-79),

J.-P. Baillon sert un excellent boudin parisien avec deux purées (une de pommes de terre rates cuites à la vapeur, et avec beurre et crème, et une de pommes de terre cuites à la vapeur). Au Restaurant du marché (59, rue de Dantzig, 75015 Paris ; tél. : 48-28-31-55), Christiane Massia sert son boudin landais avec des calvilles.

L'important, encore une fois,

est la qualité du boudin. En province, vous chercherez un « vrai » artisan charcutier. A Paris, notez – entre autres – les boudins de Couesnon (30, rue Dauphine, 75006 Paris), de Pou (16, avenue des Ternes, 75017 Paris), de Chédeville (12, rue du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris) et, bien entendu, ceux de Duval (53, rue Marcelin-Berthelot, 93700 Drancy ; tél. : 48-32-03-17), le « roi de l'andouillette ». C'est celui que propose M. René Marin en sa Ferme des Mathurins (17, rue Vignon, 75008 Paris ; tél. : 42-66-46-39).

Avec quelques confrères amis, nous avons créé l'AAAAA (Association amicale des amateurs d'authentiques andouillettes). A quand la création d'une AFBB (Association des fervents du bon boudin) ?

La Reynière

CONDIMENTS

L'ail

« CELA ne vaut guère plus qu'une ailée », disait-on au Moyen Age. Un dicton, comme « n'y voir goutte » ou « n'y entendre mie ». L'ailée était pourtant l'une de ces sauces fines et légères, sans graisse, dont les campagnes médiévales étaient friandes. La tête de veau rouge était pointée « en tresse » avec sauce d'ailée, liée de mie de pain et de bouillon. Elle suscitait encore l'enthousiasme, nous dit Jean-Louis Flandrin (1) dans sa remarquable *Chronique de cuisine*. Maurice Brun, autorité culinaire qui se réclamait du Félibrige, traite en son *Brou-mandugi* de l'ail et de ses rapports présumés électifs avec la cuisine provençale pour conclure que celle-ci n'en use pas plus qu'une autre. Aujourd'hui, l'usage bannit l'ail de la haute cuisine, plus par convenance que pour cause de lourdeur digestive.

L'*Allium sativum* des Anciens est le domaine réservé du cabanon cher à Vincent Scotto et de la belle cuisine de l'été sous les pins : bouillie, atoli, salades rafraîchissantes, avec le *rosé de Tavel*. « Aïoli, un mot qui sonne comme un éclat de rire », dit Odile Godard dans la *Cuisine d'amour*. L'aïoli populaire, c'est à Mourès, au pied des Alpilles, avec les grolots de la mule et les claquements de fouet de la « Carretto Ramado ».

L'ail, cette plante lilacée commune, composée de caïeux détrempés roses ou violets, n'a cessé de susciter des sentiments contrastés, voire des rejets, depuis sa venue des confins kirghizes de l'Asie centrale, il y a quelques millénaires. En Grèce, l'ail ne franchissait pas l'entrée du temple de Cybèle. Mais l'indifférent Atys, selon Quinault, devait mâcher ces gousses, comme tous les Méditerranéens, en cas de guerre amoureuse pour se donner du courage – c'est une plante lubrique ! – ou bien en cas d'épidémie.

L'ail, qui, selon la règle ancienne, au pluriel se nomme aïls, est aussi réputé comme « le dictame, l'onguent, la panacée et l'empereur des juleps », nous dit G. Coquiart dans la *Terre frottée d'ail* (1925). Ce membre bulbeux, d'une famille qui comprend aussi oignons, échalotes et cives, est une plante antiseptique, apéritive, expectorante, fébrifuge, résolutive, rubéfiante et stomachique, selon les auteurs. L'ail est l'ennemi des viagers, car, du côté de Mausane, il prolonge la vie du pape. Henri IV eut les lèvres frottées d'ail à sa naissance. Car l'ail guérit les fermentations, les rhumes, les gripes, l'arthrite, les verrues et la mélancolie. Il chasse les miasmes. En 1546,

Michel de Nostre Dame le prescrivait en cas de peste. C'est le remède que Giono attribue à Angelo dans le *Hussard sur le toit*. L'ail est – plus que l'argile verte – le roi des médecines douces, la providence des rebouteux !

Au jardin, on distingue l'ail d'autumnale, que l'on peut planter à cette saison, comme la variété « blanc de la Drôme », ou le violet de Cadours et les aïls de printemps, telles la « Fructidor » ou la « Rose de Lautrec » qui lèvent leurs lances fines et vertes fin janvier, au temps de la floraison de l'amandier. Et, dans toute la Provence, la récolte s'effectue vers la Saint-Jean d'été, avant que les chaleurs épuisantes ne la fassent tourner.

C'est à Ploëne qu'il convient de l'acheter. Ce bourg du Comtat est la capitale de l'ail provençal, comme Gilroy, en Californie, s'est proclamée « capitale mondiale de l'ail » entre Monterey et Salinas, avec festival, dégustation et surtout élection de Miss Garlic ! En France donc, l'essentiel des 10 000 tonnes d'ail se vend à Cavaillon. Restent quelques événements historiques où l'on vient plus regarder qu'acheter. Le plus renommé se tient cours Belin à Marseille. Mais le progrès fait que vous ne trouvez guère, en grande surface, que l'ail importé d'Argentine : « A quoi bon que Ploëne... se décarcasse ! »

La production artisanale de l'ail du Vaucluse est aussi à protéger, nous dit avec nostalgie Jean-Paul Clébert (2) dans son splendide et ignoré *Livre de l'ail*. Il nous raconte aussi tout le charme et l'illusion de nos aïls.

Les frères Troigros, amateurs et commentateurs de recettes anciennes, tel le « margaron », ont tranché avec courage. C'est la cive ou civette, autre nom de la ciboulette – *Allium schoenoprasum* – qui prendra la place, hors de son usage d'été, du condiment incriminé. Didier Delu (83, rue Leblanc, 75015

Paris ; tél. : 45-54-20-49), en bon disciple des Troigros, fait un dîner comparatif de ces saveurs. En entrée, c'est un émincé de saumon cru à la ciboulette et au fromage blanc. Et le contraste des goûts attendu vient avec une périlleuse fricassée de saint-jacques et de champignons à l'ail, accompagnée de tomates. Peut-on imaginer un dîner d'affaires, d'effort sentimental, parfumé à l'ail ?

Le galestier français, dit Curnonsky, exige, lorsqu'on a mangé beaucoup d'ail, « de ne plus parler qu'à la troisième personne ». Le seul gigot à l'ail échappe à cet ostracisme. Appréiez donc, pour Pâques, l'agneau de printemps des Alpilles, à défaut de pouvoir le déguster à Baumanrière. Point ne sera besoin d'user après un tel repas de la « soupe à l'ivrogne », l'aïgo bouillid du bon Charles Blavette – Toni – telle qu'il le prescrivait dans *Ma Provence en cuisine*. Deux têtes d'ail, de la sauge et un filet d'huile d'olive. J.-B. Reboul remplace la sauge par du laurier ; d'autres utilisent les deux. C'est affaire de goût. Faites bouillir. C'est ce qui reste des splendeurs de l'ail.

Jean-Claude Ribant

(1) *Chronique de Cuisine*. Pour une gastronomie historique, Jean-Louis Flandrin. Editions Odile Jacob. Devait paraître en mars 1992, 140 F.

(2) *Le Livre de l'ail*, de Jean-Paul Clébert, Ed. Barthélemy, Avignon, 1987.

Semaine gourmande

Pierre au Palais-Royal

Il y a plusieurs variétés de dîners au restaurant. Ceux qui viennent là pour le changement, la bruyance à la mode. Ceux qui en font une fête et, sacrifiant la portefeuille, cherchent la grande adresse. Enfin ceux qui cherchent pour leur soirée un moment de plaisir, de détente, de béatitude gourmande.

Pierre doit être une de ces (rares) maisons. On s'y précipite aux dîners, mais le soir semble réservé aux sages. Calme et sérieux tout ensemble. Calme du confort, du service à la française, de la cuisine, polie et soignée. L'émincé de saumon est à l'huile de noix, le jambon persillé dans la tradition, le jésus de Morteau poché au beaufort, le lapin rôti à la moutarde, le bœuf ficelle « ménagère », les aiguillettes de canard aux baies de cassia. Avec l'étonnante galette de boudin aux oignons, l'estofinado rouergate, qui sont « dans la maison » depuis un demi-siècle. Desserts d'exaltation des palais, carte des vins honnête. Compter 350-450 francs avec un menu à 250 francs (verre de vin compris). Toujours présents, toujours souriants, Nicole et Daniel Dez sont des hôtes parfaits.

Pierre au Palais-Royal, 10, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 42-96-08-17. Fermé samedi et dimanche. CB-DC. Chiens acceptés.

La Fermette Marbeuf 1900

La salle 1900 classée pourrait n'être qu'un décor. Mais il s'agit d'un vrai restaurant, à la cuisine sage et savoureuse, au patron attentif et au personnel efficace. Alors on se demande pourquoi Michelin lui refuse une étoile (à ne

le gratifie que de « deux fourchettes » ? Il n'importe, et l'on se réglera ici de la soupe de moules au safran, de l'ail de raie embeurrée de choux, du saint-pierre aux olives, du simple filet de bœuf au poivre ou du civet de porc au gingembre, etc., avec d'excellents desserts et une carte des vins bien « avenante » et de prix honnêtes. Il y a un menu du soir à 150 francs, et la carte vous mènera aux alentours de 350-400 francs. Mais, surtout, il y a depuis peu une nouveauté ! Un menu « d'appellation » d'origine contrôlée (250 francs). De l'apérif

au cassis (de Dijon) avec des olives noires (de Nyons), un feuilleté de tagliatelles au coulis de truffes noires (du Tricastin), la fricassée de pintadeau (de la Drôme) et de volaille (de Bresse) aux lentilles vertes (du Puy) et carottes (de Crémence). Un camembert (de Normandie) et des desserts au miel (de Lorraine). On voudrait trouver ailleurs cette rassurante origine des produits.

La Fermette Marbeuf 1900, 8, rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 47-22-68-88. Tous les jours. Parking : George-V. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

SOSPEL (15 km de Menton)

« Spécial forfaits »
Long week-end
avion + auto + hôtel **
5 jours - 4 nuits - 1/2 pension.
Piscine chauffée et tennis, 2 300 F.
Dates : 30 avril au 4 mai - 7 avril
au 11 mai - 5 juin au 9 juin.
Doc. HÔTEL DES ÉTRANGERS
LOGIS DE FRANCE***
7, boulevard de Verdun, 06300 SOSPEL.
Tél. : 93-04-00-09. Fax : 93-04-12-31.

Montagne

74380 BONNE - HAUTE-SAVOIE
Hôtel Hexagone** Neuf
au pied des stations et tout près
des nombreux golfes de la région.
Idéal pour vos week-ends sportifs.
Accueil familial et savoyard.
Renseignements :
16 (1) 50-39-20-19.
Fax : 16 (1) 50-39-26-80.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS***
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, ski de fond, piste
Pension, demi-pension
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58

VACANCES ACTIVES MONTAGNE
La Vallouise - Pied des Ecrins
Randonnées - Raft - VTT - Soirées
Club enfants : Piscine, activités.
Séjours à partir de 1 287 F
Atelier à LA BLANCHE, 05300 Tignes.
Tél. : 92-23-31-01 - Fax : 92-23-45-89

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur, Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 430 F
Fax : 46-34-34-30.
Tél. : 46-34-32-55.

Provence

MAS DE GARRIGON***
Un hôtel et un restaurant de charme.
face à Roussillon et au Lubéron.
Bibliothèque. Feu de cheminée.
Promenades, itinéraires romans.
ROUSSILLON, 84220 GORDES
Tél. : 90-05-63-22.
Fax : 90-05-70-01.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
RAN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-05-94. Fax : 53-28-42-96.

TOURISME

Home d'enfants à la montagne
(Jura 900 m altitude
près frontière suisse)
PRINTEMPS - ÉTÉ
Agrément jeunesse et sports. Yves et
Liliane accueillent vos enfants dans
anc. ferme XVI^e s. confortablement
rénovée. 2 ou 3 chbres avec s. de bns
w.c. Située au milieu des pâturages
et forêts. Accueil volont. limité à
15 enfants, idéal en cas 1^{re} séparation.
Ambiance familiale et chaleureuse. Activ. :
VTT, jeux collectifs, peinture s/bois,
init. échecs, fabric. du pain :
2 000 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-38-12-51.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT
MILLÉSIMÉ ET ROSÉ
à la propriété des Almannachs Dubois
P/F 51480 Venteuil (près d'Épernay)
Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-46.
Vin vieill. en foudre de chêne.
Tarif sur demande.
Cuvée du Rédempteur :
médaillé d'argent Montréal 1986.

CHAMPAGNES
SANGER & VAUBECOURT
Lycée Viticole - 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Tarif sur demande.
Tél. : 26-57-79-79.
Visitez des caves sur rendez-vous.
« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-J.,
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE,
FLORA DANICA, 1^{er} étage
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41

CONVENTION
LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 15^e
Rém. lin. Tél. : 46-24-81-64
Cuisine algéroise ; Bourré, Chorba
Choix de couscous et tagine algérois.

GOSBELINS
ENTOTTO, 67-48-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nabonnand, 15^e
Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT
LA COUR COLBERT,
12, rue Hôtel-Colbert, 54-54-61-99,
TLJ, Cadre XVII^e
authent. PMR 220 F.

BANGKOK CITY
13, r. Montagne-St-Geneviève
Spécialités thaïlandaises.
43-26-22-19. F. dim.

Ciels !



Eugène Boudin : « Ciel, nuages blancs sur l'estuaire, pastel. » Vers 1854-1860. Musée de Honfleur.

ST-CE Braque opéré de la cataracte qui avait en, l'œil pris sous l'éclat du soleil, la révélation d'un bleu tout-puissant, magistral, ultime évocation et dernier avertissement offerts au peintre par la lumière ? Il était déjà tard pour que l'artiste ne tente de mettre en colorisation l'éblouissement tuffé, mais Braque garderait en tête, jusqu'à sa fin, qui était proche, la chaleur de ce souffle tombé du chloroforme et de chez le grand patron lui-même. Qu'est-ce que la lumière et pourquoi le bleu ?

On s'est longtemps tourmenté pour savoir ce que le ciel avait vraiment dans le ventre et pour essayer de comprendre à quels phénomènes obéissait la mise en mouvement de tous ces « soleils bas tachés d'horreurs mystiques », de ces « azurs verts », de tous ces « cieux de brèves », comme les brossait Rimbaud, le visionnaire, sans rien connaître des théories de Raleigh et de Tyndall, spécialistes hautement inspirés mais tout à fait inadéquats sur l'interprétation exacte à donner aux fantasmagories banales et quotidiennes que la nature proposait à l'homme à un moment du siècle où, justement, la peinture fuyait l'atelier pour partir à la conquête de « blennies » jusqu'ici non traduites et de désordres crépusculaires encore intouchés.

Les physiciens cherchaient, les peintres peignaient. Tifonnante, la science évoquait l'action de photons et de rayonnements rouges, de rayonnements et de photons bleus, d'ondes courtes et d'ondes longues, de particules et d'électrons ; devant leur chevalet, des originaux faisaient jaillir de leur palette toute une gamme d'impressions et de couleurs nouvelles, qui pouvaient bien être celles que l'homme avait cru voir, sans oser encore prendre sur lui de mettre en formes tout ce débrillé scandaleux qu'avaient rendu lisse et académique les élèves des écoles qui décrochaient des hon-

neurs pendus comme des jambons de mât de cocagne aux cimes bien-pensantes. L'impressionnisme sortait de l'ombre par la petite porte, sous les ricanements, et marqué du sceau de la trivialité. Les toiles sentaient le linge frais, l'herbe coupée et l'eau de rivière, quand elles ne divaguaient pas dans des brumes d'hiver ou sous les valses lentes de guinguettes mal fréquentées. Peindre sur le motif avec trop de détermination était alors réservé aux saltimbanques et aux hors-la-loi.

Pourtant, il s'en passait des événements, et de sanglants, que ces nouveaux observateurs du monde tel qu'il bougeait et se transformait auraient eu tort de passer sous silence. « Cieux de brèves ». En 1883, l'île de Krakatoa, dans l'archipel de la Sonde, est soufflée par l'explosion de son volcan, le Perbuatan. Durant les cinq années qui vont suivre, listés des nuages de lucioles atomisés par le monstre, les couchers de soleil sur les pourtoirs de la planète prendront des teintes de débuts de la création : l'astre est bleu dans un ciel orangé. Belle affaire pour les mordus de la diffraction et de l'optique géométrique ; bonne affaire pour ces faux peintres du dimanche qui pressent sur leurs tubes à gros bouillons pour mater la critique et donner à l'amateur de quoi se rincer l'œil pour pas cher. Fracas sur les palettes, turbulences dans les atmosphères : l'époque prenait des couleurs.

Il fallait un fleuve à ces démenteurs de lumière, des scintillements, des éclats, des miroirs avec lesquels ils pourraient lutter. Ils choisirent la Seine car on les aurait mal vus sur les bords du Rhin, trop germaniques, où sous les oliviers du Rhône, trop mistralisés, encore moins sur les grèves de Loire, définitivement vaincues par l'élan de leurs perspectives, déjà dessinées, déjà peintes. Non, la Seine seule, avec ses méandres et son courant chaloupés, pouvait convenir aux appétits et aux har-

Compagne, groupie et égérie des impressionnistes, la Seine s'était livrée, avant l'arrivée des hommes de la nouvelle école, à des soupçons qui n'avaient pas trouvé désobligeant d'avoir à en supporter les frasques et les sautes d'humeur. Ceux-là s'étaient appliqués à tenter d'en décrire les climats et les lumières leurs recherches et les mettaient en vif tutolement avec leur talent. Des rives de Honfleur, dont il était originaire, Eugène Boudin fut l'un de ces amoureux inconditionnels.

diesses de ces hommes jeunes et déterminés, engagés dans le grand chambardement pictural du siècle. Par le passé, des Anglais, l'œil freiné de brouillard et de pluie, étaient venus reprendre des forces sur les berges de cette « river of France » et tremper leurs pinceaux d'aquarellistes dans ses eaux dont ils vanteront les vertus curatives et le charme changeant.

Les frères Fielding, Bonington, mais Turner surtout, débarqueront assez tôt pour reconnaître le terrain et s'enthousiasmer – hardis, ils avaient poussé jusqu'à l'estuaire – de la qualité des courants d'air qui naviguaient dans les parages, vents saumurés, grands nettoyeurs d'horizons et marchands de couleurs inégalés. Aux embruns de la Manche se mêlait l'écume furibarde du mascaret, fleuve et mer mariés, stations balnéaires et pêcheurs hauturiers : ces Britanniques à l'âme mouillée méditaient dans les branchages du ciel de Normandie, chauffant la place à de futurs canotiers qui, trente ans plus tard, lanceront les premières d'un style dont on allait entendre parler.

Phare et vigie du fleuve finissant, Honfleur est à la fois le terminus du voyage et l'escale de départ pour de nouvelles

vadrouilles. Stôt, en effet, les eaux douces diluées par la mer, voici qu'apparaissent les fanions des régates, les plages et ces lourdes villas vers lesquelles tout un monde excité partait l'été, étaient venus reprendre des forces sur les berges de cette « river of France » et tremper leurs pinceaux d'aquarellistes dans ses eaux dont ils vanteront les vertus curatives et le charme changeant.

lui excelle Eugène Boudin, l'artiste local, gloire de Honfleur, sanctuarisé à outrance dans sa ville natale et responsable à son corps défendant de la transformation majuscule d'une localité, qui sûrement devait valoir le coup d'œil, mais ne méritait pas d'être aussi violemment mise en croix par les marchands d'art ; par les marchands aurait hasardé Barthes. Tout cela est sans importance : une seule et brève visite devrait suffire. En n'oubliant pas, dans le musée qui porte son nom, de se rendre devant une série de pastels du saint et modeste patron de l'endroit, chiche reliquat d'un travail considérable qui rendit Baudelaire peut-être un peu trop

lyrique quand il le découvrit, mais qui reste sans doute la séquence la plus démonstrative de l'abondante production du peintre.

Classé pré-impressionniste, Boudin, autodidacte acharné, ancien mousse, ancien papeter, a été l'un des artistes et des artisans les plus appliqués dans cette longue traque pour la capture de cette fuyante et mystérieuse lumière qui, ici, a toujours fait se lever les paysages et défilé le ciel comme une provocation. « Chercher son rayonnement, dit-il, la condenser, la poursuivre dans sa chaleur ». Il ira se mesurer avec celle des Pays-Bas, d'Anvers, de la Bretagne, puis partira vers celle de Venise, mais reviendra avec plus de détermination encore sur les rives de son tourment, l'estuaire, là où, toujours, tout est à recommencer. Une vie passée sur un pilié à la poursuite de l'insaisissable.

Si Eugène Boudin n'est pas le plus grand – il le savait et sa modestie n'était pas soucieuse d'être flattré deux fois, – il reste cet infatigable travailleur de l'imperceptible qui légua avec bonhomie et sagesse les attendus de ses recherches à plus doué que lui. L'ancien laveur de pont du *Polichinelle*, ce transporteur qui assurait la navette entre Honfleur et Le Havre, est sans doute responsable de l'éveil artistique de Monet, qu'il finit par convaincre de partir avec lui à la chasse aux nuages. On connaît la suite. Autre rencontre, avec un autre personnage de poids, Jongkind, qui, lui, va l'aider à rendre son trait plus cursif et sa palette moins timorée. Mais c'est aussi des amitiés avec Courbet, Daubigny, Baudelaire, Corot – Corot : Boudin, vous êtes le roi des ciels – dans cette ferme Saint-Siméon, près de Honfleur, leur « Bateau-Lavoir », où ils discutent du temps qu'il va faire et de la manière de le mettre en formes.

Toujours le vent, toujours les vagues, et la luminosité qui glisse

d'un bord de la toile à l'autre. Le pastel semble mieux convenir pour serrer avec plus de promptitude l'impatience qui galope et balaye le panorama. Comme un marin qu'il est resté, Boudin met en note de chacune de ses études sa position et la nature des éléments qu'il a affrontés : « 10 septembre, 14 heures, vent de nord-est », « 9 mai, fin d'après-midi, ondes, fort vent d'ouest. »

A s'enchaîner à ce jeu, dans lequel il sort souvent froissé, sinon vaincu, la neurasthénie le gagne. Rien ne va : ni le mouvement de cette oppression mobile qui le tient sous sa chape floconneuse ni sa gamme de couleurs qu'il tire d'un clavier jugé trop bref. Ce paysage, il l'aime d'amour ; sa main tremble. « La mer est remplie d'eau, c'est à n'y rien comprendre », lancera un champion du non-sens, Erik Satie, autre natif de Honfleur. Que dire du ciel et à quelle inspiration se vouer pour en stimuler toutes les intentions, et en évoquer tout le mobilier ? Ce sera le courage et l'honneur de ce timide d'avoir mené avec autant de doutes que de persévérance ce combat contre des moulins à vent, et d'avoir cherché à engager la peinture au plus près de cette dilution vagabonde que d'autres sauraient, après lui, porter jusqu'à d'autres conclusions. L'estuaire de la Seine était un beau et difficile sujet ; on peut aller le vérifier presque par tous les temps.

Jean-Pierre Quénin

► Du 11 avril au 12 juillet, plus de trois cents œuvres du peintre seront présentées à Honfleur : au Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie, et dans les Gruniers à sel, rue de la Ville. Tous les jours sauf le mardi. Tél : 31-98-85-75.

► Livres les plus récents : Boudin, par Jean Seiz, Flammarion, 120 F ; Eugène Boudin, dessins, Éditions Anthèse, 695 F.